

MOUVEMENT COMMUNISTE ET KOLEKTIVNĚ PROTI KAPITÁLU

DANIEL BÉNARD

(1942-2010)



Juin 2011

Hors Série n° 1

4 €

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRESENTATION

Bien qu'engagé dans un travail en commun mené conjointement par les camarades de Kpk, MC et d'autres, nous avons prévu de ressortir des documents épuisés ou ne participant pas directement de ce travail en commun.

CONTACT

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Ecrire sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	3
DANIEL ET MC.....	3
Présentation.....	3
Un anti-théoricien ?.....	3
LO.....	3
Le parti centriste.....	4
L'héritage des « gauches ».....	4
Un groupe qui n'écrit pas, n'existe pas.....	4
La question ouvrière.....	5
Pierre Bois.....	5
L'Italie.....	5
Formation et expérience.....	6
Iconoclaste.....	6
Limites.....	7
TEXTES.....	7
CHRONIQUES OUVRIERES.....	9
REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ? AUGMENTATION DE L'EXPLOITATION ! Le cas de l'usine Renault de Flins.....	45
COMBATTRE LA LOI CHEREQUE-FILLON SUR LES RETRAITES ! Les prolétaires n'ont rien à gagner de la cogestion de l'exploitation et des salaires. Ni répartition, ni capitalisation !.....	52
SYNDICATS ET LUTTE POLITIQUE.....	68
COMMENT ET POURQUOI LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS ?.....	82
CITROEN AULNAY, PRINTEMPS 2007 : RETOUR SUR LA GREVE.....	91
TEMOIGNAGES.....	107
UN MANQUE.....	107
AU REVOIR L'AMI.....	107

INTRODUCTION

Cela fait maintenant plus d'un an que notre camarade et ami Daniel Bénard, « Bill », nous a quitté vaincu par le cancer. Nous avons décidé de lui rendre hommage en republiant les textes qu'il a écrit pour MC. Bien que tous nos textes soient collectifs, l'impulsion initiale est donnée par un camarade et une grande partie de la rédaction est assumée par lui.

Et dans le cas de Bill, nous pouvons dire qu'il nous a bien « agité » pour rédiger et diffuser ces textes. Nous avons ajouté à ces textes une présentation de la vie militante de Bill, une présentation des textes et des témoignages tant ceux lus lors de son enterrement que d'autres envoyés de ci delà.

DANIEL ET MC

Présentation

Comme nous l'avons dit, lors de son enterrement, Daniel n'appartient à personne, à aucune organisation dans laquelle il a milité, il appartient à la classe pour laquelle il a lutté toute sa vie d'individu conscient. Néanmoins, comme nous sommes le dernier groupe au sein duquel il a milité, nous voulons faire part, avec émotion mais sans flagornerie, de quelques aspects de notre parcours commun.

Nous aurions pu en ajouter¹, mais de toute façon, ceci n'épuiserait pas, bien sûr, l'être humain déployé qu'était Daniel avec ses forces et ses faiblesses, comme tout un chacun, mais avec une volonté peu commune, contre vents et marées, de tenir ferme sur ses positions communistes et sur la pratique qui en découle, en payant de sa personne.

Un anti-théoricien ?

Lorsque Daniel nous a rejoint, en juillet 2000, beaucoup de camarades extérieurs, d'anciens militants s'interrogeaient sur le pourquoi de sa démarche, lui le prototype, selon eux, du militant ouvrier activiste, que venait-il donc faire dans un groupe de théoriciens ? C'était doublement mal poser la question.

En effet, Daniel n'a jamais cessé de se poser des questions « théoriques » y compris au sein de LO, même si la faiblesse de la formation qui y est dispensée bride considérablement les militants. Il était en permanence à la recherche de compréhension, d'analyse permettant de mieux agir.

Quant à notre modeste formation, nous ne nous sommes jamais considérés comme des théoriciens, notre intervention et notre activité en témoignent. Et nous refusons cette séparation théorie pratique et préférons mettre en avant le concept de Marx de la « praxis »

Une fois parmi nous, Daniel s'était mis à la tâche avec la fringale du néophyte prenant le temps de comprendre et de peser les arguments tout en s'emportant parfois lorsque « ça bloquait », que l'argument vienne d'un camarade, d'un économiste ou de Marx lui-même.

LO

Evidemment LO constituait, même en négatif, une référence obligée dans les discussions entre nous ; on ne consacre pas impunément 36 ans de sa vie militante (même après l'expérience de la rupture avec le PCF) à une organisation, même si on y était en opposition depuis près de 20 ans, sans que cela laisse des traces. Daniel avait déjà fait le chemin de la critique du trotskysme et ne s'attardait pas sur les critiques répandues (au sein de la fraction, par exemple) sur les méthodes d'organisation de LO ou la personnalité d'un tel ou d'un tel (même s'il qualifiait parfois certains, avec son langage fleuri, de noms d'oiseaux) ; ce

¹ Il existe une biographie de Daniel Bénard dans le « Maitron »

qui l'intéressait, c'était de comprendre les racines de l'évolution de LO, sans tabou y compris pour lui-même.

Ce qui l'énervait énormément, c'est ce qu'il qualifiait de « *protesta* » permanente caractéristique de la propagande de LO, toujours pour se plaindre du tort fait « *aux petites gens* » par les « *méchants gros possédants* ». Ce qui le faisait enrager, ç'avait été l'abandon de l'implantation de militants dans les usines et le renoncement (à partir de 1995, notamment lors de la grève Renault du printemps à Flins) à mettre en avant systématiquement les comités de grève, preuve d'une politique platement syndicale de LO. Ce qui le désespérait, c'était de se rendre compte à quel point LO désarmait ses militants ouvriers en les empêchant de comprendre le fonctionnement de l'adversaire²

Néanmoins, il gardait toujours respect et amitié pour les camarades qu'il y avait côtoyé (malgré les engueulades fréquentes lors de leurs rencontres) et une certaine nostalgie de VO. « *On était une trentaine, on n'avait peur de rien, on discutait de tout. Après 1968, on est devenu un monstre.* »

Le parti centriste

Lorsque Daniel nous a rejoint, cela faisait plusieurs années qu'il réfléchissait à ce qui pourrait, dans une situation pré-révolutionnaire et incertaine, faciliter la coagulation des énergies issues des expériences et pratiques ouvrières en attendant la constitution du (ou des) parti révolutionnaire validé par les luttes. Il avait pensé, en reprenant le vocabulaire de Trotsky, à un parti « centriste », certes donc non « révolutionnaire », mais qui permettrait de favoriser les avancées vers la révolution, tout en étant un levier pour les minorités révolutionnaires pour progresser en influence.

Il pensait à un « grand parti centriste » sans trouver d'exemple dans le passé (nous ne lui ferons pas l'injure de penser qu'il restreignait son concept aux seuls POUM, PSOP voire PSU). De longues discussions furent nécessaires pour le convaincre d'abandonner son point de vue, mais malgré les « envolées » d'arguments, une grande confiance a été gagnée et a permis d'aborder sereinement la suite de sa participation à MC.

L'héritage des « gauches »

Bien que nous ne considérions pas les courants de gauche opposés aux bolcheviks comme des références absolues à vénérer, il était normal pour un camarade ayant passé plus de 36 ans au sein du trotskysme de se réapproprier l'expérience et les limites de ces courants. Daniel s'y est attelé en pointant ce qui lui plaisait ou l'agaçait. « *Pannekoek, pourquoi je ne l'ai pas lu plus tôt³, je ne suis pas d'accord avec tout mais c'est très lisible et passionnant* » Ainsi Daniel nous faisait part de son enthousiasme toujours en éveil et insistait en permanence pour qu'un militant, quels que soient son « âge » et son expérience, remette en cause ce qu'il considère, parfois à tort, comme ses acquis.

Mais il n'avait pas remis en cause un certain attachement aux bolcheviks, ou plus exactement à tout ce que représentait Octobre, pour choisir un autre courant. Au contraire, cela le renforçait dans sa conviction que les « mystères de la révolution » se posent et se résolvent d'abord et avant tout au sein de la classe en lutte.

Un groupe qui n'écrit pas, n'existe pas

Voilà un autre leitmotiv de Daniel. Et c'est peu dire qu'il nous l'a rabâché constamment mettant lui même la main à la pâte (comme le prouve cette brochure). Il insistait

² Comme, entre autres, pour la croissance américaine, débutée après la crise de 1991, que LO découvrait en 2001, au moment où elle se terminait ou l'incompréhension à voir la Chine autrement que comme une gigantesque usine tournevis.

³ Il s'agissait de « Les conseils ouvriers »

aussi sur la lisibilité nécessaire en fonction du type d'écrit et du public ciblé que l'on devait respecter. Mais il n'était pas pour autant hostile aux « tartines », théoriques ou pas ; ce qui comptait, c'était la justesse des arguments et la clarté du propos.

Il faut le remercier pour nous avoir poussé à produire les lettres, même si au fil du temps, leur format a considérablement augmenté, ce qui le faisait enrager et produisait des discussions « animées ». Comme beaucoup d'ouvriers autodidactes, il était, à juste titre, pointilleux sur la qualité du résultat et insistait sur la typographie, la grammaire et l'orthographe des textes jusqu'à ce que nous nous rendions à ses demandes ou qu'il soit convaincu qu'il avait tort.

La question ouvrière

Mais le point principal qui caractérisait l'engagement de Daniel, c'était l'attachement charnel à notre classe à travers ses combats, ses courtes victoires et ses longues défaites. Il n'était pas insensible à la souffrance individuelle ou collective mais ce qu'il avait envie de mettre en avant, ce sur quoi il revenait sans cesse, ce n'était pas la classe qui souffre mais la classe qui lutte, qui se bat, qui essaye de comprendre ses luttes avant, pendant et après.

Une classe qui, comme il l'avait écrit à propos du lancement de la grève de mai 1968, à l'Alsthom, « *Je crois pouvoir dire, sans emphase, que la classe ouvrière faisait surface en tant que telle* », pour se lancer à l'assaut du ciel. Et ce qui le faisait enrager vis à vis de LO, c'était que ce groupe auquel il avait tant donné, ne voyait que la souffrance dans la classe qui souffre et jamais, derrière la souffrance, les potentialités de la classe qui se bat.

Pierre Bois

Daniel nous a souvent parlé de Pierre Bois qui avait été son « mentor » à VO, qui l'avait formé et lui avait transmis son expérience tant des grands moments comme la grève d'avril-mai 1947 chez Renault, que dans les moments les moins exaltants. Daniel nous expliquait la façon de faire voter la grève et de constituer, quand c'est possible, un comité de grève ; combien les lundis sont pénibles, lors d'une grève car la coupure du week-end n'est jamais favorable aux grévistes ; combien il était difficile d'apprécier le rapport de forces et de décider de se replier en bon ordre.

Il nous expliquait aussi que ce qu'il avait compris, c'était qu'il était plus important d'avoir des positions justes (quitte à les payer par l'isolement et la répression) que de suivre les sirènes de la popularité. Il avait été d'autant plus blessé, lorsque la direction de LO, faisant preuve d'un sectarisme de boutiquier, lui avait interdit physiquement d'assister aux obsèques de Pierre Bois, en février 2002, au Père Lachaise.

L'Italie

Bien que l'expérience italienne de 1968 à 1980 fasse partie du référentiel de MC, Daniel avait pris comme une claque salutaire tout ce que nous lui avons transmis de l'expérience des comités unitaires de base, des comités ouvriers, des assemblées autonomes qui criblèrent, ces années-là, les grandes usines de la Péninsule. Cela lui permit de comprendre ce que nous appelons « l'autonomie ouvrière »⁴ et de nous déclarer un jour « *mais j'ai toujours été pour ça !* »

⁴ Ce concept a connu une importante diffusion dans le mouvement en Italie entre 1968 et 1980, on peut même dire qu'il personnifie ce mouvement. Il indique l'acteur, la classe ouvrière, et sa façon d'agir, l'autonomie. Il indique donc pour la classe ouvrière son action indépendante et opposée, évidemment par rapport à l'Etat, mais aussi et surtout des syndicats (dans le cas italien la CGIL, la CISL et l'UIL) et des partis de « gauche » (PCI, PSI et PSIUP). L'autonomie ouvrière définit tout à la fois, pour la classe ouvrière en lutte, ses objectifs, les moyens pour y parvenir, ses modes d'organisation et sa capacité à penser ses luttes avant, pendant et après. L'autonomie ouvrière se traduit donc par une centralisation politique bâtie à partir des ateliers, fondée sur le refus du principe

Passé l'enthousiasme, il avait analysé les différences entre le mouvement en Italie et ce qu'il avait connu en France, en mai 68 et après, notamment dans la constitution des premiers groupes politiques locaux, c'est à dire le passage, en Italie, de nombreux ouvriers militants des partis de gauche et des syndicats, militants formés, aux thèses et à la pratique de l'opéraïsme.

Et il regrettait qu'un certain isolement, un repli (des deux côtés des Alpes), une ignorance (« *On savait qu'il s'y passait des choses, mais on n'y comprenait rien !* », disait-il rétrospectivement) avait empêché que le meilleur de l'Autonomie ouvrière ne se déverse en France. Ne parlant pas l'italien – ni aucune autre langue – (« *Peuvent pas parler comme tout le monde !* » disait-il pour se moquer de lui-même), il avait fortement poussé à la traduction des livres de l'italien relatant les expériences de ces années-là⁵.

Formation et expérience

Accueillir un militant de la trempe de Daniel, pour un petit groupe, n'est pas d'avance une chose facile. Néanmoins, il faut lui donner acte qu'il y est arrivé sans se comporter en « adjudant de la coloniale » bardé de médailles qui lui vaudraient quitus éternel. Au contraire, il n'hésitait pas, une fois la confiance établie à accepter remarques et critiques et même à s'excuser. Mais évidemment, et surtout pour les jeunes camarades, nous ne pouvions faire abstraction de ce « morceau d'histoire ouvrière » qui nous rejoignait.

Il faut dire que, vis à vis des plus jeunes, il a su transmettre d'égal à égal toute son expérience et ses conseils avec grande pédagogie⁶. Et rien ne lui a fait plus plaisir que, lors d'une tournée de réunion en Tchécoslovaquie, sur Mai 1968, de recevoir en fin de réunion, un dimanche après-midi, une ovation de l'assistance (dont le plus vieux n'avait pas 35 ans) non seulement pour le saluer lui en tant qu'individu mais surtout pour la transmission qu'il avait fait de la capacité de la classe ouvrière à se lancer à l'assaut du ciel. De même, lors des discussions avec nos camarades de KpK où il faisait preuve d'une grande curiosité sur ce qui se pouvait bien se passer dans les anciens pays staliniens.

Iconoclaste

Avant de conclure, il faut rendre hommage à Daniel pour son caractère iconoclaste (parfois jusqu'à l'obstination) pour aborder tous les aspects de la société capitaliste et des problèmes de la lutte ouvrière. Il répétait sans cesse que le travail de compréhension et d'analyse, pour préparer les luttes, devait être une constante (« *Le nerf de la guerre* ») mais qu'il devait être fait sans tabou, sans peur de remettre en cause les acquis ou ce qu'on croit être intangible.

Nous nous souvenons d'une discussion avec d'autres où il n'avait pas hésité à dire qu'une formation communiste digne de ce nom n'est pas « *grévultrice* », que nous ne sommes pas pour la grève en elle-même, mais parce qu'elle « *contribue à l'union grandissante des ouvriers* », comme disait Marx, parce que sinon, comme il ajoutait, « *on n'est pas prêt de la voir cette société communiste !* »

Et c'est pour cela qu'il avait fait sienne nos positions sur le « parti » ou nos critiques des bolcheviks sans pour autant à renoncer à mettre en avant la centralisation nécessaire.

de délégation et la participation active du plus grand nombre. Dans ce processus de singularisation politique du prolétariat, l'organisation ne se cantonne pas aux usines mais envahit toute la société de la question du logement à celle des transports en passant par l'éducation et le ravitaillement. Pleinement déployée, elle combat pied à pied l'invasion par le Capital de toutes les sphères de l'activité humaine et anticipe ce que pourrait être une société communiste.

⁵ « La FIAT aux mains des ouvriers » de D.Giachetti et M.Scavino et « La garde rouge raconte » de E.Mentasti, publié tous deux aux éditions Les Nuits Rouges en 2005 et 2009.

⁶ Ce qui inclut de vertes engueulades.

Limites

Nous ne voudrions pas terminer uniquement sur une présentation hagiographique ou tout serait lisse. Si nous évoquons les limites de Daniel, ce n'est pas celles de son caractère entier, parfois pénible ou coléreux. C'est plutôt sur sa capacité à revenir sur son expérience politique et en tirer des leçons communicables à tous.

Nous étions en discussion informelle avec lui depuis 1996, lors des fêtes de LO ou de rencontres lors de manifestations. Il nous parlait de son opposition au CC de LO (sans jamais verser dans l'anti-« hardysme » primaire) et de son questionnement vis à vis de la fraction où il se sentait de plus en plus mal à l'aise. Nous lui répondions qu'il valait mieux engager la bataille politique clairement mais sans illusion sur les chances de succès ; toutes les expériences, par le passé, grandes ou petites, de tendances ayant scissionné montrant que, finalement, peu de militants assument la scission, beaucoup restent dans la « vieille maison » ou choisissent de raccrocher les valises et de quitter l'activité militante.

Daniel pensait que parmi les militants qu'ils côtoyaient (et pour certains depuis fort longtemps) beaucoup le suivraient à MC. Or peu le firent et encore moins y sont encore (quelles que soient nos propres responsabilités). Cela constituait une blessure qu'il commençait à surmonter et qui le poussait à s'interroger sur toute la pratique de LO qu'il avait contribué à consolider, l'attitude des minorités ouvrières face aux partis staliniens et plus généralement au syndicalisme.

Revenant sur les discussions avec Pierre Bois (une fois encore, répétons qu'il avait jusqu'au bout gardé estime et respect pour ce camarade) dont il évoquait souvent l'importance, il avait poussé sa réflexion à revenir jusqu'à l'expérience de l'UC après la grève Renault de 1947 et sur les vrais raisons de la scission entre Bois et Barta. Et Daniel penchait vers le choix de Barta sans en partager le fondement trotskyste. Le crabe a empêché que ce travail se concrétise.

TEXTES

Les textes présentés sont :

« Chroniques Ouvrières » écrit au sein de LO en mars 1995, publié dans Bulletin Ouvrier n°2 de juin 2001

« D'autres éléments de bilan de la grève » écrit au printemps 2001, publié dans Bulletin Ouvrier n°2 de juin 2001

« Lettre à des camarades » du 5 mai 2001, publié dans Bulletin Ouvrier n°2 de juin 2001

Tract « Radicaliser la lutte avant que les jeux ne soient faits » du 12 février 2001, publié dans Bulletin Ouvrier n°2 de juin 2001

Tract « le capitalisme engendre la crise les licenciements le chômage la guerre il faut l'abattre ! » du 1^{er} mai 2001, publié dans Bulletin Ouvrier n°2 de juin 2001

« Faire face aux licenciements : replâtrer le système ou s'y opposer frontalement ? » Lettre de MC n°4, octobre 2002

« Réduction du temps de travail ? Augmentation de l'exploitation ! Le cas de l'usine Renault de Flins » Lettre de MC n°7 janvier 2003

« Combattre la loi Chérèque-Fillon sur les retraites ! Les prolétaires n'ont rien à gagner de la cogestion de l'exploitation et des salaires. Ni répartition, ni capitalisation ! » Lettre de MC n°10 juin 2003

« Syndicats et lutte politique » Lettre de MC n°11 octobre 2003

« Comment et pourquoi lutter contre les licenciements ? » Lettre de MC n°17 mars 2005

« Citroën Aulnay, printemps 2007 : retour sur la grève » Lettre de MC n°26 octobre 2007

Nous avons fait le choix, pour des raisons de format de publication, de ne pas inclure son témoignage sur mai 68. Il reste disponible dans notre brochure « Mai 68 ; une occasion manquée pour l'autonomie ouvrière »

CHRONIQUES OUVRIERES

Les documents ci-après nous ont été envoyés par un participant direct de la grève à Flins. Nous les publions tel quel.

Suite à des discussions suivies avec un camarade de *Mouvement Communiste*, je vous fais parvenir le texte d'un courrier que j'ai adressé, quelques semaines après la grève Renault de mars 1995, aux militants de *Lutte Ouvrière*.

Je n'ai presque rien changé au texte sauf quelques détails susceptibles de permettre l'identification de militants encore en activité dans l'usine, afin que ressorte le plus fidèlement possible l'état d'esprit et les perspectives dans lesquelles nous nous trouvions à l'époque.

Tout au long du texte apparaît l'expression les « camarades » ou « nous ». Il faut pour la compréhension savoir ce que cela recouvre. La vie des militants ouvriers à Flins a été largement agitée pendant les vingt-cinq dernières années et au fil des bagarres tant contre le patron que les bureaucraties syndicales, quelques dizaines de travailleurs se sont retrouvés à différentes reprises sur des bases de classe ; exclus à diverses reprises des syndicats, en pointe dans un certain nombre de grèves, etc. Parmi ceux-là, des camarades de *Lutte Ouvrière*, mais aussi des anciens de la *Ligue Communiste Révolutionnaire*, des anciens militants du groupe *Révolution !*⁷, disparu depuis bien longtemps, et, bien sûr, des travailleurs sagement animés par leur propre conscience de classe sans pour autant s'être reconnus dans l'un ou l'autre des courants d'extrême gauche. Ce sont ceux-là dont il est question quand j'utilise la formule les « camarades » parce que c'est le qualificatif qui convient le plus exactement.

Venons-en à mon courrier de mars 1995.

UN DEBUT SPONTANE

A Flins, lundi 6 mars, un tract à l'entête des 4 syndicats CGT-CFDT-FO-CFTC, appelait à débrayer 2 heures « pour les salaires ». Le même jour, des débrayages à l'appel des syndicats avaient aussi lieu dans les autres centres Renault.

Le débrayage en question a été bien suivi. Un millier de l'équipe du matin et 1 200 à 1 500 pour l'équipe de l'après-midi, sur un effectif total d'environ 8 000 salariés. Les travailleurs étaient contents d'y avoir participé et tout le monde s'attendait à ce qu'il y ait un nouvel appel rapidement.

Aussi tout le monde a-t-il été surpris que mardi 7, il n'y ait pas même un tract aux portes de l'usine. Et quand mercredi 8, l'équipe du matin s'est aperçue qu'il n'y avait toujours pas de tract ni d'information syndicale, c'est devenu le franc étonnement. D'autant plus que la Direction avait osé, lors des négociations salariales de ce mardi 7, annoncer... 1 % d'augmentation. Après s'être glorifié, d'avoir réalisé 32 milliards de bénéfices en 7 ans !

Dans quelques secteurs, sur les chaînes de Sellerie-Mécanique par exemple, des travailleurs parlaient de grève. Ces chaînes de Sellerie-Mécanique sont les grandes chaînes de montage. C'est là que la coque de carrosserie sortant des chaînes de peinture est transformée au fil des centaines de postes de travail en une voiture finie vendable. Ce sont les chaînes de

⁷ Groupe qui a existé à Flins jusqu'en 1978.

travailleurs les moins qualifiés. Le travail est parcellisé, répétitif, dur, à la cadence d'une voiture à la minute.

C'est là qu'a commencé la grève. A 5h30, à la prise de l'équipe, c'était dans l'air ; vers 7 heures, les premiers ont posé les visseuses. « Marre ». « Assez ». « Ras-le-bol de ce boulot de dingue pour des salaires de rien du tout ».

Au départ, il n'y avait aucun représentant des syndicats. Nous avons un camarade, délégué dans ce secteur, mais pas directement sur chaîne. J'ai été prévenu par un gars du premier tronçon qui arrêta le travail, et je suis arrivé très vite bien que je travaille aux presses, à l'autre bout de l'usine. Notre camarade du secteur était là et les délégués du secteur aussi. Dans l'improvisation la plus totale, on a remonté les chaînes : ça gueulait ; ça entraînait ; et les travailleurs suivaient ; étonnés de ne pas avoir été prévenus, mais puisqu'on y allait ! Les gars posaient les gants et sortaient dans l'allée. Les chaînes s'arrêtaient. Tout le monde se demandait ce qui se passait. La petite maîtrise téléphonait dans tous les coins : « trop de gars s'arrêtent, on ne peut plus remplacer ».

C'est là, dès le début, que nous avons compris que c'était sérieux. Et dès ce moment-là, nous avons lancé : « la grève partout ! ». Je me suis trouvé naturellement en position de prendre la direction des opérations : nous étions de fait sans concurrence. On a parcouru la Sellerie, les Groupes Motopropulseurs (GMP), les chaînes de Mécanique. Nos camarades dans les autres ateliers, Bâtiment S, Tôlerie, Ferrage, Presses, militaient aussi pour la grève. A chaque fois que nous changions d'atelier, nous faisons un rassemblement et une prise de parole. A chaque fois, nous proposons d'aller dans l'atelier suivant. Et c'était « oui », « la grève partout ».

Combien étions-nous ? Environ 400 en sortie de Mécanique. En sortie de peinture, puis au bâtiment S (atelier de tôlerie), on était 500, peut-être 600. Là, nous avons fait une prise de parole pour expliquer la nécessité de se réunir pour la suite de la grève, et proposé d'aller au bâtiment X. Le bâtiment X, c'est la direction de l'usine ; au rez-de-chaussée, il y a un hall de réception des visiteurs, et dans les étages, les directeurs. « Curieusement » à Flins, ce n'est jamais là que les syndicats emmènent les travailleurs quand il y a une grève ou un débrayage.

Donc, nous sommes allés nous réunir dans le hall du bâtiment X. L'effet de surprise aidant, les portes n'étaient pas verrouillées (ce ne sera plus le cas dans la suite de la grève). La question qui était dans les têtes, c'était comment mettre la grève partout. Les quelques militants syndicaux qui étaient là (les dirigeants les plus en vue n'étaient pas à l'usine ce jour-là) parlaient de la rapacité de la Direction, des négociations, et de l'augmentation des salaires ; nous, de comment étendre la grève et de la perspective de la généralisation.

A ce moment-là, nous n'avons pas parlé de comité de grève. D'abord, ça avait démarré tellement vite et sans qu'on s'y attende, que nous n'avions pas eu le temps d'en discuter avec ceux qui pouvaient ou devaient en être. Ensuite c'est dans le secteur qui était le plus en grève, la Sellerie Mécanique, que nous avons le moins de contacts au départ. Moi-même, je n'y connaissais pas grand monde, et pas du tout les premiers qui avaient arrêté le travail. La revendication n'a pas non plus été discutée à cette réunion.

LA GREVE PARTOUT

Le temps passait vite. Les grévistes de l'équipe du matin, à notre appel, sont allés aux portes de l'usine accueillir les gars d'équipe d'après-midi. Là, nous étions entre 300 et 400, avec la volonté de convaincre les doublards.

Ainsi, nous étions dès les premières heures en tête de la grève, donnant des perspectives, portés par la volonté des grévistes d'étendre le mouvement. Si nous avons joué un rôle dans cette grève, c'est parce que dès le départ nous avons défendu une politique : « la grève partout », qui a eu tout de suite l'assentiment des grévistes alors que les syndicats se taisaient ou parlaient d'autre chose. Aux premières heures, nous avons tracé la perspective d'arrêter toute l'usine ; dès le 3^e jour, celui d'arrêter tout Renault ; et au point culminant du mouvement à Flins, j'ai évoqué la possibilité de mettre toute la France en grève.

On n'a pas mis toute la France en grève. Mais à Flins c'est la première fois depuis 68 que la grève démarre dans un atelier et s'étend à d'autres ateliers de l'usine. Et c'est aussi la première fois qu'une grève commence dans une usine Renault et que d'autres sont en grève la semaine d'après.

Les syndicats, eux n'ont jamais utilisé certains mots. Quand la grève s'est étendue, ils ont subi et suivi. Mais ils ne le souhaitaient pas, et n'ont surtout rien fait pour le favoriser. Ce fut dès le début la différence politique entre les dirigeants syndicaux et nous. Pas sur la combativité. A certains moments, ici ou là, ils étaient prêts à bloquer les chaînes à Flins, à souder les portes comme à Choisy, à casser la figure des cadres comme au Mans, à être des durs de durs. Mais jamais à faire en sorte que la grève se donne comme perspective de se généraliser.

L'équipe d'après-midi, l'usine n'a pas redémarré. Tous les militants des syndicats et les travailleurs combattifs étaient sur le coup. Au bâtiment S (atelier de Tôlerie) par exemple, des travailleurs ont convoqué une assemblée générale en arrivant et la grève immédiate a été décidée. En Peinture, les gars se sont réunis au milieu de l'atelier et ont attendu. Les quelques délégués de secteur étaient avec eux et ils sont restés là. Jusqu'à ce que les autres grévistes viennent les chercher. Ils étaient en grève « puisque les autres sont en grève ».

A la différence de l'équipe du matin, il y avait beaucoup moins d'organisation et de discipline. Et dans les réunions de secteurs, il a été bien difficile de faire prendre des décisions, sauf celle de faire grève. Même en Sellerie-Mécanique, bien que la grève soit également suivie comme dans l'équipe du matin. Il manquait, et il a manqué d'un bout à l'autre, la quinzaine de « micro-leaders ».

Car, dans l'équipe qui a démarré, un petit groupe de 15 ou 20 travailleurs, s'étaient mis d'accord avant entre eux. C'était totalement spontané vis-à-vis des syndicats, mais des travailleurs de la chaîne en avaient discuté depuis plusieurs jours. Et il s'était créé ainsi une certaine cohésion qui ensuite, durant toute la grève, sera un élément déterminant pour sa tenue générale.

C'est sur ceux là que nous nous sommes appuyés par la suite pour former le comité de grève qui avait une préexistence « de fait » dans la grève. Si nous avons étendu notre influence sur l'autre équipe et sur les autres ateliers, c'est parce que nous étions les représentants et pouvions parler au nom de ceux qui avaient démarré.

L'équipe de soirée, qui travaille de 20 h 42 à 1 h du matin, est entrée dans la grève à son tour, bien qu'il n'y ait eu pratiquement que très peu de présence syndicale dans cette équipe.

DEUXIEME JOURNEE

C'était donc la grève. Néanmoins, le lendemain matin, jeudi 9 mars, le tract de l'intersyndicale disait : *«Ce qui est clair, c'est que ce sont les salariés de Flins qui doivent décider des modalités de poursuite du mouvement.»*

Faut-il revenir à des actions limitées chaque jour de façon qu'à Flins la mobilisation soit toujours aussi puissante quand les autres usines vont s'y mettre ? Les organisations syndicales de Flins vous proposent de discuter avec les délégués et de décider des meilleures formes d'action rassemblant le maximum de salariés dès le début de l'équipe du matin.»

Ainsi, alors que la grève était effective depuis la veille, les syndicats suggéraient de « revenir à des actions limitées chaque jour ». Bien sûr, ils évoquaient la possibilité que les autres usines « s'y mettent ». Mais pas pour expliquer que cela pouvait dépendre des travailleurs de Flins. Pas pour souligner que les autres usines, si elles se posaient la question, s'y mettraient d'autant plus vite et avec d'autant plus d'ardeur que Flins apparaîtrait déterminé et vraiment en grève. Non, c'était pour inciter les travailleurs en grève à revenir en arrière. Le contraire d'une politique d'extension. Et le contraire de ce que voulaient, à ce moment-là, les grévistes de Flins.

Pourtant, jeudi 9, sans se préoccuper de discuter des « meilleures formes d'action », les ateliers en grève la veille s'y remettent à nouveau. Mais, comme la veille, la grève démarre par et grâce à l'action du petit groupe des initiateurs. Ce sera ainsi tous les jours.

Tous les travailleurs, en début d'équipe se mettent en bleu (qui sont gris chez Renault) à leur poste de travail, avant de se mettre en grève. Cela traduit une des limites de la grève, même si c'est par ailleurs un avantage pour la conduite du mouvement car on sait exactement où l'on en est de la participation active à la grève : tous les grévistes seront là tous les jours à l'heure.

On commence par les chaînes de Sellerie. Quelques travailleurs non syndiqués, trois ou quatre militants de base des syndicats, nous, et on démarre. Notre groupe enfile cinq, dix cinquante, cent, deux cents... On redescend à l'atelier des GMP (Groupes Moteurs Propulseurs), puis on va sur les chaînes de Mécanique. Nous le ferons à chaque équipe. Et le scénario est le même dans les autres ateliers. Après avoir fait le tour du secteur Sellerie Mécanique, on fait une réunion en bout de chaîne, et on part faire le tour des ateliers : comme la veille, les Presses, le Ferrage, etc.

Ce jour-là, le jeudi 9. c'est nous qui avons toujours l'initiative partout. Le matin, les ténors syndicaux viennent seulement pour le rassemblement, devant le bâtiment X (maintenant les portes sont fermées). Mais c'est l'un de nous qui présente le meeting, donne la parole aux représentants des syndicats et conclut.

L'après-midi, les chefs syndicaux avaient disparu. C'était un peu le bazar et il y avait non pas un mais des rassemblements dans trois ou quatre coins différents. Je me suis retrouvé avec environ 400 grévistes devant la direction avec des gars de base du syndicat très contents que moi au moins je sois là. J'ai donc tout passé en revue : le démarrage de la grève, les perspectives d'extension ; pour les 1 500 F, la grève partout ; la nécessité de continuer jusqu'à

demain et jusqu'à satisfaction, etc. Les autres camarades se sont retrouvés de même avec des rassemblements ailleurs.

C'est là que nous commençons à insister sur l'augmentation uniforme de 1 000 à 1 500 francs. Il y a probablement des gars qui sont sceptiques sur la possibilité d'obtenir une telle revendication, mais ils ne s'expriment pas. Les plus engagés dans la grève, sont pour les 1 500 Francs et la grève générale. Mais on est toujours plus approuvé quand on dit qu'il faut la grève dans tout Renault et la grève complète que lorsqu'on parle de la revendication.

Dès ce deuxième jour, la grève a déjà les traits essentiels qu'elle conservera jusqu'à la fin. Les ateliers en grève sont. Outre *la Sellerie Mécanique* (les plus gros secteurs, là où la grève a commencé), la *Peinture* (où d'un bout à l'autre, de façon inégale entre les 2 équipes, la grève a très bien tenu sans qu'il n'y ait de direction locale), *le Bâtiment S* et *la chaîne Ferrage* (dans ces 2 ateliers, il y a bien sûr des militants syndicaux, essentiellement C.G.T., mais nos camarades, qui sont en place depuis longtemps et dont certains sont délégués, ont eu de fait le rôle leader), *le CDPR* (Centre de Distribution des Pièces de Rechange), là, ce sont 2 militants C.G.T. dont un d'appareil qui ont eu la direction. A cela il faut ajouter *l'équipe de nuit* qui est considérée comme une entité à part.

Ce sont donc les secteurs de production directe qui sont en grève. Même dans ces secteurs, ce n'est qu'une minorité qui participe à la grève. Il y aura environ 2 000 grévistes complets les premiers jours, et un petit millier à la fin, sur environ 4 500 à 5 000 dans les secteurs concernés. C'est une minorité mais elle suffit pour que les chaînes ne puissent tourner faute de personnel.

L'immense majorité du personnel de l'usine, maîtrise comprise, soutient les grévistes. Une partie de la maîtrise, par sympathie pour la grève, ne comptera pas les gars en grève pour qu'ils soient payés. Ce qui fait que les chiffres de gréviste que la direction annoncera dans ses notes de service sont tout à fait fantaisistes.

D'autre part, à différents moments, les ouvriers qui ne sont pas en grève vont participer à des débrayages limités : 2 heures, quelquefois plus. Ce jour-là, au total, en comptant les grévistes et ceux qui ont débrayé, il y avait un petit millier de gars par équipe de jour.

Enfin, les chefs syndicaux voient que nous sommes dans le coup, et ça ne leur plaît pas de toute évidence, même si nous ne le sommes à ce point que parce qu'ils nous laissent la place. Ouvertement, ils ne disent ni ne font rien contre la grève. Mais s'ils n'y avaient qu'eux, rien ne démarrerait parce qu'ils ne sont pas là au moment où il faut mettre son poids dans la balance pour entraîner le mouvement.

FIN DE LA PREMIERE SEMAINE

Le vendredi 10, même démarrage en Sellerie-Mécanique. Là, nous avons fait une réunion avec environ 350 gars dès que nous avons terminé le tour des chaînes, et cette réunion se tiendra désormais tous les jours jusqu'à la fin de la grève. C'est le secteur et l'équipe des gars sur lesquels on s'appuie ; ceux qui sont à l'initiative du mouvement ; ce sont eux qui doivent prendre les décisions. On a commencé à parler de comité de grève dans les discussions. On a mis l'accent sur les 1500 F et l'élargissement dans les prises de parole.

L'intersyndicale et la CGT ne se sont toujours pas prononcées pour les 1500 F ou l'extension aux autres usines. En fait, pas une seule fois durant toute la grève, les tracts de

l'intersyndicale, distribués tous les matins, n'ont repris les 1 500 francs. Le responsable CGT n'a commencé à en parler dans ses prises de parole qu'au 6e jour de grève.

Pourtant pour les grévistes, pour *l'Humanité* qui la cite, et bientôt pour toute la presse et tous ceux qui regardaient vers Flins, c'est la revendication de la grève. Une grève pour les 1500 F ne peut que se fixer l'objectif de s'étendre, de vouloir entraîner les autres, une usine seule ne pouvant pas gagner là-dessus, évidemment, alors, même que pour la CGT, les 1500 F n'est guère plus qu'un slogan propagandiste. Mais dans une grève, au moment où cela risque d'obliger de poser devant les grévistes la question de la nécessité d'entraîner les autres usines. On préfère l'oublier le plus longtemps possible.

Dans la matinée, le leader CGT a proposé d'aller au pont de l'autoroute en annonçant qu'il avait prévenu la presse, ce qui était apprécié des grévistes qui voyaient en cela le moyen de faire savoir aux autres usines ce qui se passait. Nous avons approuvé et nous ne cherchions pas à doubler la CGT dans cette opération qui était la sienne. Par contre, nous avons pris en charge l'organisation du défilé ; nous sommes apparus comme voulant organiser convenablement ce qui se faisait. Cela aussi a contribué à nous gagner la confiance des gars.

D'ailleurs l'après-midi, la même opération a été reconduite, dans une inorganisation totale. Nous n'avions pas le poids dans cette équipe-là. Et les syndicats en laissant faire sans chercher à organiser, montraient que leur souci était plus d'occuper les grévistes que d'organiser des actions qui les encouragent et renforcent le mouvement.

Le samedi 11 était un samedi travaillé par l'équipe du matin. La direction n'avait pas annulé. Elle comptait que les grévistes resteraient chez eux et qu'elle pourrait remettre les chaînes en marche. Le lundi suivant les gars seraient arrivés sur des chaînes qui avaient tourné en fin de semaine précédente, et donc auraient l'impression que la grève avait faibli.

Mais à notre appel les grévistes sont venus ce jour-là. Pas les dirigeants syndicaux. Il n'y avait même pas de tracts aux portes. Nous avons redémarré * exactement comme les matins précédents dans les trois secteurs, moins nombreux cependant. Les grévistes des autres secteurs sont alors venus renforcer la Sellerie-Mécanique et nous nous sommes retrouvés à trois ou quatre cents. Les chaînes se sont arrêtées. Deux cents voitures seulement étaient sorties. L'opération de la Direction (les syndicats n'avaient rien fait pour s'y opposer) avait échoué. La direction a renvoyé chez eux les non-grévistes des autres équipes qu'elle avait fait venir. Les cadres sur place trépignaient de rage.

Bien sûr, ce matin-là, c'est nous qui avons encore tenu l'assemblée. On a enfoncé le clou des 1500 F et, dans les discussions, on a parlé et reparlé du comité de grève. Le moral était au beau fixe parmi les grévistes et nos camarades y étaient pour beaucoup.

DEUXIEME SEMAINE

Lundi 13, encore une fois, le tract intersyndical appelait, comme toute la semaine précédente, à décider dès le début d'équipe des formes d'action unitaires susceptibles de rassembler le « maximum de salariés », avec toujours « une seule solution pour en sortir : NEGOCIER ». Le tract annonçait pour le mardi 14 une journée d'action et un débrayage de tout Renault. Après le tour du secteur Sellerie-Mécanique, nous étions deux cent cinquante environ, cent de moins que le vendredi précédent. C'était l'équipe la plus faible, celle où nous avons le moins d'influence. Les discussions ont commencé pour savoir si on se rassemblait avec les autres ateliers hors du bâtiment ou si on restait en bout de chaîne pour les bloquer.

Discussions habituelles quand les grévistes se sentent moins nombreux et que naît la tentation de se replier sur son secteur pour soi-disant durcir et bloquer de force la production. Nous avons dû faire face à cette tentation à plusieurs reprises pendant la grève. Nous avons quand même le plus souvent retourné la situation. Cette fois, les responsables syndicaux étaient là dès 5 h 30. A partir de ce moment, ils seront en permanence en Mécanique. De toute évidence, ils avaient pris la décision d'accompagner la grève qui ne s'était pas effritée d'elle-même. Mais ils ont pesé tout de suite pour ne pas bouger et ne pas aller au rassemblement central devant la direction avec les autres ateliers.

Le rassemblement des autres secteurs de l'usine a eu lieu là où c'était prévu devant le bâtiment H (service du personnel). C'est en plein air mais on peut réunir un grand nombre de travailleurs et faire une réunion qui se tient. Les responsables syndicaux étaient absents. Nous avons fait voter un texte d'appel à tous les travailleurs de tous les secteurs, pour les 1500 F tous ensemble et l'ordre de grève pour mardi, que nous avons déjà fait voter dans les différentes assemblées de secteur.

Puis, rejoints ensuite par une bonne centaine de gars du CDPR, nous sommes revenus en Mécanique avec trois à quatre cents gars pour tenter à nouveau un meeting. Là encore, nous avons fait ovationner le texte en disant qu'il serait distribué le lendemain en tract.

L'après-midi, nous avons encore fait voter l'appel à la grève en disant que nous comptions le diffuser partout où nous pourrions. Le leader CGT a cette fois repris la parole derrière nous pour essayer de contrer, en expliquant que les syndicats et les travailleurs c'était la même chose. Cela se voulait en désaccord avec la diffusion de l'appel par tract, mais personne n'a compris. Le sentiment général des gars restait que tout allait bien tant qu'il y avait l'unité : même si nous ne disions pas tous pareil puisque formellement nous étions tous pour la grève, ça allait.

LES MEETINGS ET LES ASSEMBLEES

La question des lieux de réunion sera l'un des points de friction, entre l'intersyndicale et plus spécialement la CGT d'une part et le comité de grève et nous-mêmes d'autre part. Chaque jour, et dans chaque équipe, les grévistes de chaque atelier en grève se réunissaient sur place avant d'aller aux rassemblements centraux. Autant d'occasions pour nos camarades de discuter, de donner les informations qu'on avait sur les autres usines et de tracer des perspectives.

Autant que j'ai pu, et presque tous les jours, je faisais le tour des assemblées de secteurs, en m'appuyant sur la représentativité de fait de la Sellerie-Mécanique pour m'adresser aux grévistes des autres ateliers.

L'attitude des syndicalistes était différente. Leurs interventions se voulaient ultra radicales. Elles ont même versé parfois dans le grand-guignolesque. Ainsi, le responsable CGT. finit un jour son discours à plat ventre, couché sur le micro, un tournevis appuyé sur la tempe et menaçant de se suicider.

Un démagogue de FO parla de prendre les fusils, pour finir par annoncer sa rupture personnelle avec certains cadres pour qui il avait pourtant une profonde amitié parce qu'ils avaient fait la marine ensemble !

De toutes façons, le radicalisme des discours n'a rien à voir avec une argumentation permettant aux grévistes d'être plus conscients de la situation et des possibilités de leur

mouvement. Les invectives contre la direction, voire les chefs voulaient cacher le plus souvent le fait que les vrais problèmes n'étaient pas posés aux travailleurs en grève.

Jamais les syndicalistes n'ont parlé d'étendre le mouvement ; nous, nous en en parlions à chaque fois. Jamais les syndicalistes n'ont parlé d'organiser le mouvement ; nous, nous avons expliqué souvent où on en était, combien nous étions de grévistes, comment essayer de gagner les autres travailleurs à la grève.

Jamais les syndicalistes n'ont proposé de faire participer les grévistes à la conduite du mouvement ; nous, nous avons annoncé tous les jours l'heure de la réunion du comité de grève et invité tous ceux qui voulaient y participer.

Cette volonté d'essayer de faire de chaque réunion des grévistes une véritable assemblée générale où pouvaient être discutés les problèmes, et non un simple meeting, a conduit à une lutte sourde à propos des lieux de rassemblement centraux.

Dans les grèves, pour les syndicalistes, c'est rarement le moment de discuter. Combien de fois ne nous ont-ils pas fait le coup, dans d'autres mouvements, d'annuler une réunion parce qu'il y avait une porte à garder ou des camions à bloquer, ou des jaunes qui nécessitaient la présence des grévistes ailleurs, etc. ? Là, à Flins, à mesure que la grève avançait dans le temps, ils voulaient se réunir là où il était impossible de tenir une vraie assemblée générale, sous le prétexte que la direction tentait de redémarrer des chaînes qui n'ont d'ailleurs jamais démarré de force.

L'intersyndicale a d'abord convoqué les rassemblements devant le bâtiment du service du personnel (bâtiment H). C'est en plein air, mais il est possible de réunir beaucoup de monde et de se faire entendre. Mais quand les syndicats voudront imposer que cela se fasse dans l'atelier de mécanique, là. Nous ne serons plus d'accord. On peut certes tenir un meeting, mais la moitié des participants ne comprennent pas ce qui se dit à cause des résonances. C'est pourquoi à partir du vendredi 17, les syndicalistes convoqueront en Mécanique ; nous continuerons à le faire devant le bâtiment H.

Lundi 20, bien que nous en ayons discuté entre nous, par incompréhension entre les camarades, nous échouons. Mais mardi 21, jour à plus forte participation gréviste, nous déciderons de ne pas céder, et nous ferons la réunion générale là où nous l'avions décidé. Ce n'était pas une opportunité tactique, mais l'expression d'un objectif différent.

UNE JOURNEE D'ACTION DE TOUT RENAULT

Mardi 14, il y avait à la porte le tract de l'intersyndicale, pour « l'ouverture des négociations ». Mais il y avait aussi un petit tract, au nom des assemblées de grévistes des quatre ateliers en grève dont le texte avait été voté la veille, pour les 1500 F, avec l'ordre de grève. Et il était distribué par les grévistes eux-mêmes dans les secteurs au fur et à mesure qu'on passait.

C'est le jour où les rassemblements ont regroupé deux mille travailleurs dans chaque équipe de jour et plusieurs centaines la nuit. Le nombre des grévistes complets avait remonté. Au rassemblement central, sont venus des gars de tous les secteurs qui n'étaient pas touchés réellement par la grève : les Presses, les secteurs de professionnels, d'entretien, etc. Fait nouveau, quasi unique dans les annales de Flins : cent à deux cents « blouses blanches » étaient là aussi, avec les ouvriers. Pourtant la CGC avait appelé à une autre heure et un autre

endroit : les « blouses blanches » n'y furent pas plus nombreuses. C'était une baffa à la CGC. C'était surtout une indication des sentiments d'une partie de ce milieu.

La bagarre avec la CGT a continué, un peu plus ouverte cette fois pour le micro. Le représentant de l'appareil syndical accroché au fil et moi au micro. J'ai gardé le micro, il a gardé le fil ! J'ai donc fait le topo avec un porte-voix (devant deux mille personnes !). J'ai quand même pu développer l'objectif de la grève partout chez Renault, les 1500 F, l'exemple que nous donnions, l'appel à élargir aux autres usines ; et qu'il fallait continuer mercredi. J'ai lu l'appel que nous avons fait voter par les assemblées de secteur des grévistes le matin

«Les travailleurs de Flins des ateliers en grève le 14 mars appellent tous les travailleurs de Renault, partout sur les chaînes et dans les bureaux, dans les usines et dans les centres techniques à se mettre en grève sans attendre dès mercredi. Pour les 1500 Francs ; Pour faire plier la direction ; Debout camarades, la grève partout chez Renault. Tous ensemble.»

La CGT a repris l'initiative en proposant d'aller au pont de l'autoroute. Nous ne nous sommes pas occupés. Cette action n'avait aucun sens puisque les journalistes et les télévisions, qui commençaient à s'intéresser à nous, étaient à l'usine même.

A l'équipe d'après-midi en Sellerie-Mécanique, on était plus de 400, peut-être 500. C'était le meilleur chiffre depuis le début de la grève. J'ai donc fait mon topo : «on a été les premiers et on a entraîné tous les autres ateliers ; maintenant il faut entraîner tout Renault. Je m'adresserai tout à l'heure à toute l'usine en votre nom, pour proposer l'appel que je vous lis» etc...

Nous étions seuls. Les ténors syndicaux n'étaient pas là. On avait les gars avec nous. J'ai foncé pour le comité de grève dont nous parlions depuis plusieurs jours. Première réunion en urgence : on était 8. Explication : pourquoi, quel but. etc. ? Tous étaient OK. On est ressorti vite pour faire voter. Trop tard. Les gars démarraient pour aller au rassemblement général.

Là, il y avait encore 2000 travailleurs. Nous avions des gars pour nous soutenir auprès du micro. Personne n'a essayé de m'empêcher de parler. Même topo que le matin et appel à continuer la grève, applaudi comme les autres. C'était toujours le même sentiment : tout le monde ne dit pas pareil. Mais ça ne fait rien, tout le monde se dit pour la grève, ça va comme ça.

La journée du 14 mars aura cependant été un des tournants de la grève. Avant, nous nous posions la question : cette journée d'action dans tout Renault allait-elle être un coup d'extincteur ou une nouvelle escalade ?

D'abord c'est ce mardi 14 que la direction a annoncé qu'elle proposait une rencontre le 21 avec pour ordre du jour : « la mise en couvra des dispositions amorcées lors de la dernière rencontre de négociations salariales ». On remarquera les subtilités : ce n'était pas sur les salaires, mais ça l'était quand même. C'était aussi dans 8 jours. Pour les patrons, il s'agissait d'abord de savoir si la grève à Flins allait dépasser cette journée du 14. « temps fort » organisé par les syndicats sur l'ensemble des centres Renault.

Ce mardi 14. il y a des débrayages dans la plupart des centres Renault. Le rassemblement à Billancourt ne regroupe que Boulogne et les centres techniques de Lardy et Rueil. Il apparaît quand même comme un relatif succès avec une bonne participation. Les gars

de Lardy, qui débrayaient quotidiennement depuis le 8 mars eux aussi, sont passés prendre ceux de Rueil.

Surtout mardi 14, l'usine de Choisy-le-Roi se mit en grève complète, occupa et bloqua les camions, ce qui entraîna la fermeture des usines de Maubeuge, Douai et Sandouville faute d'approvisionnement.

LES COMITES DE GREVE

Sitôt que ces informations sont arrivées le 15 au matin à Flins, (où en plus du tract intersyndical aux portes, il y avait un petit tract dans les ateliers signé des grévistes des différentes équipes et des différents ateliers avec l'appel voté la veille) et données en assemblée par nos camarades, le moral des grévistes montait d'un cran.

C'est dans la matinée qu'un tract CGT. reprenait enfin les 1500 F, avec ce commentaire savoureux : « Ce n'est pas une invention bureaucratique mais l'expression des salariés eux-mêmes ».

Nous avons dit et redit depuis le début que nous voulions étendre la grève partout et ça commençait à se faire. Les grévistes de Choisy ne savent probablement pas à quel point ils ont été acclamés ce jour-là à Flins.

Ce matin-là, sitôt que le tour des chaînes et des ateliers a été fini, nous avons partout préparé les travailleurs les plus conscients pour le comité de grève. Et à l'équipe d'après-midi, en Sellerie-Mécanique, à la réunion des grévistes, nous avons annoncé sa constitution « avec les camarades que chacun connaît bien », et invité tous les camarades qui voulaient participer à la réunion en annonçant l'heure et le lieu. Le tout a été ovationné, dans la foulée de l'annonce que la grève s'étendait à d'autres usines et sur la base de la politique qu'on défendait depuis le début.

Nous avons donc fait adopter des comités de grève dans 3 ateliers : la Sellerie-Mécanique, le Ferrage et le Bâtiment S. Le quatrième, en peinture, ne s'est réuni que pour se constituer. Comme je passais tous les jours faire une réunion en peinture, j'ai dit aux gars une fois qu'ils devaient faire un comité de grève. Les gars m'ont fait passer dans la journée consciencieusement des noms sur un papier. On a fait une réunion avec 13 ou 14 gars ; nous n'avons pas eu le temps de nous en occuper et cela en est resté là.

Par contre au Bâtiment S et au Ferrage, le comité de grève a été formellement annoncé en assemblée, même s'il n'y a pas eu d'élection formelle sur des noms. Au Bâtiment S, il y a eu une opposition ouverte des syndicalistes locaux.

Celui de Sellerie-Mécanique s'est réuni à 12 camarades dès le mercredi 15. C'est celui sur lequel on s'est appuyé vraiment. En faisaient partie les gars représentatifs de ceux qui avaient démarré la grève, et c'était une référence. Les premiers jours, il y a eu hostilité déclarée des syndicalistes CGT-CFDT-FO mais ils n'étaient pas en position de déclencher la bagarre.

A partir de ce jour-là, le comité de grève s'est réuni quotidiennement et les réunions ont été annoncées aux assemblées. Nous avons par la suite essayé de fusionner les trois comités de grève en un seul, mais nous n'y avons pas réussi. Nous n'avons pas voulu présenter un comité de Grève aux rassemblements généraux, car ceux-ci se faisaient autour d'un noyau

de travailleurs en grève, mais avec, à différents moments, des centaines d'autres qui débrayaient seulement. La nécessité ou l'utilité du comité de grève, déjà difficile à faire percevoir aux grévistes, l'aurait été encore plus aux moins engagés. Et surtout ce n'était pas ceux-là que le comité devait représenter. Dans les assemblées en début d'équipe dans les ateliers en grève, là, nous n'avions que les travailleurs vraiment en grève, et c'est bien sur ceux-là que nous voulions nous appuyer et que nous voulions représenter.

Ces comités de grève ont eu bien des limites. Ceux du Ferrage et du Bâtiment S ont eu du mal à avoir une existence réelle. Celui de Sellerie-Mécanique, bien réel, avait été adopté et admis par l'assemblée des grévistes mais ses membres n'ont pas été élus formellement. Et sans doute les grévistes l'ont accepté plus parce que c'était nous qui leur demandions que parce qu'ils en voyaient clairement l'utilité. Mais depuis le début de la grève, dans les trois ateliers en grève complète, ce sont nos camarades qui avaient l'influence la plus grande. Ce sont eux qui chaque jour faisaient le boulot pour redémarrer la grève, pour réunir les grévistes, en un mot, diriger les secteurs.

Dans ces conditions, si nous ne voulions pas être seulement des syndicalistes plus militants ou plus efficaces que les autres, mais travailler dans toute la mesure de nos moyens et de nos possibilités du moment à ce que les travailleurs en lutte se donnent une organisation qui soit la leur, il nous fallait mettre sur pied un comité de grève. A Fins, si la situation avait évolué et les différences s'étaient creusées plus ouvertement entre les syndicats et les grévistes, alors, avec le comité de grève, il y avait une direction déjà en place et en partie reconnue autour de laquelle les travailleurs auraient pu se regrouper. Même si à la Sellerie-Mécanique, on en est resté au stade où les syndicats et le comité de grève vivaient en parallèle, en étant chacun une partie de la direction de la grève.

Enfin même dans le cadre du mouvement, sans lui nous aurions eu moins de légitimité et moins d'autorité pour intervenir auprès de toute l'usine, dans les différentes assemblées locales et centrales ou par tract.

Les rapports entre le comité de grève et les syndicats furent d'ailleurs bien révélateurs de leurs situations respectives dans cette grève. A partir du mercredi 15, nous sommes toujours intervenus en tant que Comité de Grève. Les dirigeants syndicaux présents à chaque rassemblement faisaient la gueule, mais aucun n'intervenait contre. Les grévistes ont remarqué que nous ne disions pas la même chose que les syndicats. Ils étaient plutôt d'accord avec nous sur les 1500 F et sur la nécessité du « tous ensemble ». Ils reprochaient un peu aux syndicats de ne pas faire ce qu'il fallait. Mais ils tenaient toujours à l'unité de tous et ne tenaient pas à faire un choix dont ils ne voyaient pas la nécessité.

Le comité de grève n'était pas a priori une machine de guerre contre les syndicats. C'était la forme organisée qui donnait à tous les travailleurs qui le voulaient la possibilité de participer aux orientations, à l'organisation et à la direction de la grève et où ils devaient se trouver à l'aise pour amener chacun sa pierre à la cause commune : la grève.

Quand nous avons préparé la banderole, dans l'atelier, un des gars du comité de grève a proposé de mettre un autocollant de chaque syndicat à côté de la signature «comité de grève», ce que nous avons accepté. C'est lui qui est allé en discuter avec les représentants syndicaux. Il en est revenu en rogne après eux parce qu'ils n'étaient pas d'accord.

Nous avons eu au total 14 camarades aux réunions du comité de grève de Sellerie-mécanique : les gars les plus représentatifs des premiers tronçons de la chaîne de Sellerie qui ont commencé la grève et des délégués « de base » des syndicats. Cette composition était la plus représentative dans ces circonstances. C'est aussi pour cela que les syndicats ne se sentaient pas d'en découdre, bien qu'ils aient mené, au moins le premier jour, la propagande individuelle contre le comité de grève, surtout auprès de leurs militants qui se sentaient attirés par l'idée.

Dans les autres ateliers en grève, au Bâtiment S et au Ferrage, nos camarades, bien qu'ils aient été les leaders admis et reconnus du mouvement, ont eu plus de mal à trouver les gars pour le comité de grève. Ils y arriveront toutefois le lendemain, jeudi 16 mars, et ils les présenteront aux assemblées des secteurs en les faisant plus ou moins formellement adopter.

FIN DE LA DEUXIEME SEMAINE

Ce matin là, le jeudi 16 mars, il y a le tract de l'intersyndicale aux portes, avec seulement 11 mots dans le texte, en petit, pour dire que Choisy est en grève, et 6 mots sur Lardy et Le Mans « les actions massives se sont poursuivies ». Seule revendication formulée : « réouverture immédiate des négociations ».

Dans les ateliers, le premier tract du comité de grève de Sellerie-Mécanique, fait le point sur l'extension du mouvement, expose la revendication des 1500 F et le paiement des heures de grève, et appelle tous les secteurs en grève à constituer des comités.

Côté Direction, on annonce alors que l'ordre du jour est modifié pour la réunion prévue le 21 mars : « La réunion du 21 mars avec les organisations syndicales sera bien une séance de négociations salariales. »

La grève tient bien en cette fin de semaine. Le jeudi 16 mars, il y avait 1 250 grévistes complets sur l'usine. Le vendredi 17, 1 180 à 1 200, sans compter des secteurs venant aux rassemblements et débrayant une heure ou deux heures pour cela. Et les timides tentatives de la direction de faire semblant de redémarrer les chaînes font plus partie de la guerre de nerfs que d'une volonté d'engager réellement l'épreuve de force.

Depuis le début, nous avons convaincu les grévistes de ne pas bloquer les bouts de chaîne. Nous nous sommes installés au montage des roues, endroit stratégique des chaînes. Et quand des chefs se sont mis à monter les roues, nous avons demandé aux grévistes de les laisser faire. Au bout de quelques minutes, la chaîne était arrêtée à nouveau faute de personnel sur les autres postes de travail. Par deux fois, des chefs téméraires sont repartis péteux. Il n'y a eu aucune bagarre, aucun blocage, et cela aussi a contribué au moral des grévistes : même minoritaires en grève, la preuve était faite que la chaîne ne pouvait pas redémarrer sans eux.

TROISIEME SEMAINE

Lundi 20, c'est donc l'équipe qui a démarré la grève et dans laquelle la grève est la plus ancrée qui se retrouvait à nouveau du matin. Aux portes, nous sommes avec notre voiture-sono. Ca contribue aussi à nous positionner comme une des composantes essentielles dans la direction de la grève. On se paye le luxe de proposer aux syndicats de parler avec notre sono.

Un modus vivendi s'installe que nous respectons comme eux : il n'y a pas de bataille de sonos. C'est la préparation de la journée du 21 qui occupe les esprits. Les négociations doivent avoir lieu à Billancourt. Les syndicats ont évoqué la possibilité d'un grand

rassemblement de tous les Renault. Ce rassemblement, nous en avons lancé l'idée la semaine précédente dans les assemblées de Flins : des milliers de travailleurs de Renault de toute la France manifestant à Paris, ce serait un pas vers un mouvement d'ensemble.

Avant nous d'ailleurs, l'assemblée générale des travailleurs de Lardy, sur la proposition du comité de grève de Lardy, avait lancé un appel en ce sens. Ce lundi, les syndicats annoncent qu'ils avaient loué des cars et que l'objectif était d'amener... 300 grévistes de Flins à Billancourt. Les informations sur les autres centres Renault font apparaître qu'on est bien loin de la grande mobilisation de tous les travailleurs de Renault. Au mieux, les syndicats s'appêtent à amener des délégations et encore pas de toutes les usines. Faire à moitié ou sans doute plutôt au huitième, pour ne pas avoir l'air d'être contre, c'est toujours la même politique syndicale.

Nous avons donc examiné la situation au comité de grève. De toute évidence, le rassemblement à Billancourt ne serait pas la grande manifestation de tous les travailleurs de Renault, susceptible de frapper l'opinion. L'important devenait que cette journée soit la plus réussie possible à Flins, par le nombre des grévistes, par l'ampleur des débrayages, par celle des assemblées, pour montrer que là au moins le mouvement tenait bon et la grève continuait.

Un camarade du comité a été désigné pour téléphoner à tous les journaux et envoyer pour la première fois un communiqué de presse au nom du comité de grève. Un autre membre du comité s'est chargé de la banderole chez lui parce qu'on n'avait pas eu le temps de la faire à l'atelier. On s'est réparti les rôles pour le lendemain, mardi 21, jour de négociations direction-syndicats à Billancourt.

MARDI 21 MARS

Ce matin-là, 250 grévistes de Flins sont partis à Billancourt les plus proches des appareils syndicaux. Une petite dizaine de gars autour du Comité sont donc partis aussi avec la banderole du comité de grève qu'on a finie dans l'atelier avant le départ (c'est la seule banderole qu'on aura vue pendant toute la durée de la grève dans l'atelier). Les autres sont restés à l'usine.

Dès que les 250 sont partis à Billancourt, il y a eu une tentative pour redémarrer les chaînes. Vite avortée : il y avait encore au moins 200 grévistes dans l'atelier, qui sont sortis de partout dès que l'un d'eux a donné l'alarme.

Le rassemblement central s'est fait devant le Bâtiment de la Direction comme l'avait décidé le Comité de Grève et non en Mécanique comme l'appelait l'intersyndicale (dont tous les chefs étaient partis à Billancourt). Il y avait 450 personnes. Compte-tenu de ceux partis à Billancourt et des grévistes de la Sellerie-Mécanique qui étaient restés dans leur atelier à la suite de la tentative de redémarrage de la chaîne, c'était important, mais on était quand même loin des gros rassemblements de la semaine précédente. Il y avait aussi une centaine de blouses blanches ; présence remarquée s'il en est, qui eux sont venus à l'appel du Comité de Grève, sans aucun doute pour signifier qu'ils étaient «avec les ouvriers».

Nous avons tenu l'assemblée seuls, puisque les représentants des syndicats n'étaient pas là. Et à la fin nous avons proposé d'aller renforcer les gars de Sellerie-Mécanique. Ca a été l'ovation quand nous sommes entrés dans l'atelier. Pour les grévistes de Sellerie-Mécanique, c'était le comité de grève qui amenait du renfort de toute l'usine. Et c'était vrai, ce sont nos camarades des autres ateliers qui les avaient amenés.

Le scénario a été le même l'après-midi, bien que les responsables syndicaux soient à ce moment-là revenus de Billancourt. Au rassemblement de l'après-midi à l'usine, sont même arrivés quelques cadres de la CGC. avec un tract qui, pour la première fois, appelait à se joindre au mouvement, appel renouvelable chaque jour. Il faut dire qu'il était 15 30 et la direction n'annonçait toujours rien comme augmentation de salaire. Dès le lendemain matin, l'appel à renouveler le débrayage qui aura donc duré une journée était annulé parce que la direction avait concédé quelques bricoles.

Nous n'avons su que tard dans la soirée ce que cédait la direction : 2,5 % sur l'année au lieu de 1 % ; 100 F uniforme et des augmentations individuelles. C'est cela qui sera présenté ensuite par la presse et les patrons comme 4,5 % d'augmentation.

LE PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Le Comité de Grève dénonçait les propositions de la direction dès le lendemain matin, dans un tract au titre évocateur « Des queues de cerise ». Pourtant, dès la première heure, ce mercredi 22 mars, les travailleurs en grève ont commencé à dire que maintenant, ce qui comptait le plus c'était le paiement des heures de grève. D'abord un ou deux grévistes, puis d'autres sont venus nous demander de ne plus parler que de cela. A mesure qu'on remontait les chaînes, comme tous les jours, la pression dans ce sens devenait plus forte. En fait, les grévistes estimaient que ce qu'avait annoncé la direction, c'était quand même un petit plus.

Surtout, il n'y avait aucun autre rendez-vous pour les négociations et la direction annonçait qu'il n'y en aurait pas. Ca avait l'air d'impliquer que la confrontation serait longue. Les grévistes ne se sentaient pas de continuer deux, trois ou quatre semaines. D'autant plus que la grève ne s'étendait pas. Choisy, sous le coup de menaces de licenciements de 9 travailleurs, avait repris le travail dès le lundi. Lardy continuait bien ses quatre heures de débrayages quotidiens, mais Rueil, qui allait devenir le centre du mouvement les semaines suivantes, n'était entré dans la grève que ce mardi 21. C'était trop récent et encore trop peu consolidé pour que le mouvement du centre technique, traditionnellement coupé des usines, redonne une perspective aux grévistes de Flins.

A la réunion des grévistes en Mécanique, on ne parlait plus que des heures de grève. Dans les autres ateliers, c'était pareil. Il nous a donc fallu très vite répondre à cette nouvelle situation. A la réunion du Comité de Grève, immédiatement convoquée, tous les camarades ressentaient la même pression.

Et les trois derniers jours de cette troisième semaine, la grève a continué uniquement sur cet objectif-là, bien que nous rappelions dans les prises de parole l'objectif des 1500 F d'augmentation de salaires.

C'est dans ce contexte-là que se sont ouvertes des « négociations » avec la direction de Flins. Officiellement pour déterminer « les conditions de la reprise d'un fonctionnement normal de l'usine ». A partir de là, il devenait clair que la direction voulait en finir cette semaine, les syndicats aussi : l'attitude de ceux-ci et les négociations ouvertes à Flins le montraient.

Profitant de cela, nous avons axé toutes nos interventions, partout où nous prenions la parole, pour convaincre les grévistes que pour faire céder la direction sur les heures de grève, il fallait la menacer et donc être prêts à continuer le lundi suivant. L'aurions-nous fait ? Ces

derniers jours en Sellerie, à l'entrée en Mécanique, au départ le matin, nous étions 185 mardi, 180 mercredi, 150 jeudi et 130 vendredi, alors que nous étions 200 à 250 la semaine précédente.

Malgré ces chiffres, les deux derniers jours de grève, j'ai martelé sur la nécessité de continuer la semaine suivante si la direction ne cédait pas. Combien de gars l'auraient fait ? Impossible à dire. Mais les plus déterminés étaient d'accord, malgré un discours sans concession : « ça sera difficile, etc., mais c'est nécessaire. »

Nous nous sommes donc trouvés en position de pouvoir affirmer, vendredi 24 après-midi, devant la direction en réunion de « négociations » que nous avions la force de reprendre la grève le lundi. Ce à quoi le représentant de la direction a répondu : « Oui, nous savons ». Et ce qu'ils ont cédé finalement montrait qu'effectivement ils savaient que c'était un risque.

Ces négociations ont commencé le jeudi. J'intervenais en tant que Comité de Grève. La direction faisait, bien sûr, semblant de ne rien remarquer puisque officiellement les représentants du Comité de Grève étaient « invités par la CGT, la CFTC ou la CFDT ». Que les syndicats et en particulier la CGT aient accepté de nous prendre dans la délégation n'était pas seulement dû à un calcul de leur part pour « mouiller » le comité. C'était aussi le résultat du rapport de forces qui s'était établi sur le terrain.

Le vendredi matin, était convoqué un CE extraordinaire, sans ordre du jour. Pendant plusieurs heures, les responsables syndicaux avaient donc disparu, sans donner aucune information. Ce n'est que vers 13 heures que nous avons su qu'ils étaient en train de discuter des conditions de la reprise. La formule « réunion de CE » leur permettant de justifier l'absence des grévistes à la réunion.

Donc, ce matin-là encore, nous nous sommes retrouvés seuls dans les ateliers avec les grévistes. C'est là, vers 10 heures, que la direction a mis le paquet pour tenter de briser la grève.

Cent à deux cents blouses blanches sont arrivés sur la chaîne avec les huissiers, les cadres etc., et ont commencé à essayer de monter les bagnoles. Là encore, nous avons mis notre poids pour que les grévistes les laissent travailler et que personne ne tombe sous la menace de sanctions ce qui était sans doute un des buts de la provocation. En fait, vu le spectacle qu'ont donné les chefs au boulot, l'ambiance était plutôt à la moquerie qu'à la bagarre ou au corps à corps. Les sons étaient mises à fond dans l'allée et les gars se sont mis à tambouriner sur tout ce qu'ils pouvaient en scandant « augmentez les cadences ».

A la reprise des équipes sur le parking, les syndicalistes n'étaient toujours pas là (ils étaient avec la direction) et c'est nous qui avons expliqué à la sono aux gars ce qui se passait depuis le matin en leur demandant de se réunir rapidement dans les secteurs et de venir en Mécanique. Ce qu'ils ont fait, encore plus nombreux que le matin.

Il y avait alors une ambiance pas possible dans l'atelier ; environ quatre à cinq cents gars dans l'allée entre les chaînes. traitant les cadres de tous les noms, avec en fond sonore « augmentez les cadences » rythmés par le tam-tam des bidons et des placards. Des secteurs qui n'étaient pas en grève totale avaient débrayé pour venir soutenir ceux de la Mécanique.

Dans d'autres ateliers qui n'étaient pas en grève, les gars s'étaient déclarés en grève dès que la maîtrise leur avait demandé de prendre place sur la chaîne de Mécanique. En Mécanique, sur les deux chaînes, il n'y avait que des blouses blanches et quelques intérimaires. Une bonne partie des intérimaires recrutés pour venir en Mécanique avaient rebroussé chemin après qu'on fut intervenu auprès d'eux.

Au rassemblement, nous avons redit encore une fois la nécessité de continuer lundi s'il le fallait. C'est cette équipe-là qui devait reprendre le lundi matin. Les gars étaient d'accord. C'est forts de cet accord que nous avons fait voter que le comité de grève et les grévistes exigeaient que les grévistes soient présents aux négociations. Le responsable CGT est alors intervenu, un peu gêné, pour dire qu'il était d'accord et qu'il fallait les grévistes.

En réunion, en arrivant, nous avons annoncé qu'en tant que Comité de Grève, nous sortirions toutes les heures pour rendre compte aux grévistes qui étaient réunis en bas. Nous l'avons fait et avons été les seuls à le faire. Cet après-midi du vendredi, la direction a fait alors ses «ultimes propositions».

La direction a proposé un calcul compliqué qui fait que sur les quatre mille salariés qui ont participé à un moment ou à un autre à la grève, la moitié ne perdait rien du tout. Et que pour ceux qui ont fait toute la grève (trois cents à peu près d'après les chiffres enregistrés par la direction), il y avait 44 heures de payées sur 102.

Il est apparu très vite que les grévistes voulaient en rester là. Pour eux, et c'est le sentiment qui s'est exprimé ensuite dans la soirée et le lundi dans les ateliers de façon quasi unanime, « on a fait une belle grève, on n'a pas gagné beaucoup mais un petit peu quand même, le patron paye les heures de grève et on n'a pas de camarade licencié, c'est bien ». Et nous avons eu beau dire que nous étions loin des 1500 F ou souligner l'insuffisance du paiement des heures de grève : « ça ne fait rien camarade, on reprend la tête haute et c'est eux qui baissent les yeux ». Et c'est vrai : partout les gars ont ce sentiment là. « On a repris la tête haute ». Le fait qu'il n'y ait aucune sanction passait pour une victoire par dessus tout. Bien des grèves dans le passé à Flins se sont terminées plus ou moins mal de ce point de vue.

Finalement, dès le vendredi soir, tous les syndicats avaient signé le protocole de reprise, sans aucune consultation des grévistes. C'est plus fort qu'eux. Mais il n'y a eu pratiquement que très peu de critiques sur leur appel à la reprise. Dans certains secteurs, quelques gars auraient bien eu envie de continuer. Mais pas tout seuls de toute façon.

Le Comité de Grève de Sellerie-Mécanique, deux jours après la reprise, tirait un premier bilan : « *Nous avons repris le travail, et bien des camarades n'ont qu'un souhait : qu'on soit capable de s'y remettre rapidement pour continuer le combat aux côtés des travailleurs des autres usines pour une vraie grève TOUS ENSEMBLE* »
Ce n'était pas qu'une clause de style.

CONCLUSION

Au seul récit de la grève, s'il est évident que les grévistes n'ont à aucun moment débordé les syndicats, il est évident aussi que même dans cette limite nous avons joué un rôle et mené une politique différente de l'intersyndicale.

- Sur la revendication d'abord : l'intersyndicale n'a pas voulu du début à la fin reprendre les 1500 F, pas cités une seule fois dans un de ses tracts. Même après l'adoption de cette revendication par les assemblées de grévistes.

- Sur la perspective d'extension ensuite : toutes nos interventions étaient axées là-dessus, sur la nécessité de miser et d'entraîner les autres usines. L'intersyndicale, absolument jamais.
- Sur le Comité de Grève : nous avons mis le paquet pour le mettre en place coûte que coûte et le faire vivre ; il a eu une existence réelle au moins en Sellerie-Mécanique. Si les syndicats n'ont pas bagarré ouvertement contre, c'est parce qu'ils n'auraient pas été suivis par les grévistes, et probablement par une partie de leurs militants.
- Sur les derniers jours de grève : nous avons mis toutes nos interventions pour convaincre les gars que si la direction ne cédaient pas, la grève pourrait continuer une quatrième semaine même limitée à Flins ; l'intersyndicale n'insistait que sur la nécessité que la direction « négocie sérieusement ».

Notre politique a-t-elle été sans influence ? Sûrement pas. Nous n'avons pas été suffisamment influents pour amener les grévistes à l'assaut du ciel ; mais le mouvement (à Lardy, au Mans) et même la grève (à Choisy, à Rueil) s'est bien étendu aux autres usines à partir de la grève de Flins et certainement pas grâce à la politique des syndicats.

Si nous avons influencé le cours de la grève à certains moments, ce n'est pas seulement parce que nous étions plus militants que les autres délégués (qui sont dix fois plus nombreux que nous) mais parce que nous avons eu une politique différente, qui a d'ailleurs entraîné bien souvent une partie des militants syndicaux.

Dès le début de la grève, les gars avaient dans la tête l'augmentation générale des salaires et l'extension du mouvement. Ça tranchait avec des situations qu'on a connues dans le passé où l'esprit catégoriel dominait et où les gars préféraient mettre en avant une prime ou un passage de coefficient, avec l'illusion que s'il n'y avait qu'eux de concernés, ça serait plus facile à obtenir.

C'est en quoi cette grève, dès ses premiers moments, offrait une possibilité d'intervention sur une politique radicalement différente de celle habituelle des syndicats.

Ici se termine le courrier aux militants de *Lutte Ouvrière*.

SIX ANS DEJA..., ET ON EN REPARLE ENCORE

L'année 1995 a été marquée par deux vagues de grève ; il y a eu beaucoup d'écrits sur la seconde dite de Novembre-Décembre, préparée, lancée et voulue par les syndicats d'Etat, mais peu de choses sur la vague du printemps dans les entreprises industrielles.

Chez Renault, la dernière grève importante remontait à 1991 [voir la chronologie sur la grève à Renault Cléon]. Grève honteusement et ouvertement trahie par les syndicats. On se souvient comment le principal syndicat quasi hégémonique à Cléon, la CGT, avait appelé à reprendre le travail quelques heures après un vote incontesté et majoritaire en faveur de la poursuite du mouvement.

A Flins, la dernière grève remontait à la période des grandes luttes de l'industrie automobile de 1982-1983 (Chausson, Renault, Citroën, etc.). A Flins, le mouvement s'était traduit par une succession de grèves-bouchon catégorielles. En 1982, les ouvriers de mécanique, puis les caristes, les ouvriers d'entretien et les régleurs s'étaient manifestés puis, début 1983, les peintres, les travailleurs du centre de livraison et de l'électrolyse.

En 1995, à Flins, donc il n'y avait pas eu de grève importante depuis 12 ans. Le moral des travailleurs, y compris pour les bagarreurs des années 80, était au plus bas : la période des grandes grèves semblait révolue et ce sentiment était largement partagé. Evidemment, la gauche au pouvoir et l'effondrement des illusions consécutives y étaient pour beaucoup.

En 1992-93, nous en avons parlé entre camarades et on avait l'impression que le pessimisme sur la possibilité de l'action ouvrière reculait. L'idée que le temps des grèves était terminé semblait moins présente dans les têtes.

Et puis, à partir de 1993, Renault s'est mis à réembaucher. Un millier d'ouvriers furent embauchés en 1993-1994, arrêtant le mouvement qui avait fait fondre les effectifs de 22 000 en 1973 à 9 000 en 1993 (le patron continuant à faire partir massivement les travailleurs âgés).

La situation économique de Renault était florissante. En 1985, Renault avait environ 60 milliards de dettes. Les « frais financiers », c'est-à-dire le paiement annuel des intérêts était de l'ordre de 5 milliards de francs. En 1995, l'ensemble des dettes était remboursé et Schweitzer annonçait que Renault avait dégagé 32 milliards de bénéfices cumulés sur les sept dernières années.

Les comptes sont vite faits : en sept ans, Renault avait dégagé plus de 90 milliards de francs de bénéfices plus une vingtaine de milliards de francs de frais financiers versés aux banques. Et dans le même temps, 2 à 3 milliards par an étaient consacrés aux restructurations pour dégager du personnel.

Soit un total de 115 à 120 milliards de profit en sept ans !

En 1995, il y avait un peu plus de 8 000 travailleurs à l'effectif et un petit millier de camarades intérimaires. Ceux-ci n'avaient pas subi la période des désillusions de la génération précédente, ne savaient pas que la grève des presses de 1978 s'était soldée le licenciement de plusieurs dizaines de camarades ; ne connaissaient pas le goût amer des grèves de 1982-1983, lâchée par la CGT pour laquelle ces luttes, achevées dans la confusion, étaient destinées « à faire chuter le gouvernement de gauche ». Ce n'est donc pas par hasard que la grève de 1995 a débuté et a été la plus profonde sur les chaînes de Sellerie-Mécanique ; là justement où la concentration de ses camarades nouvellement embauchés était la plus grande.

Mais contrairement à ce que beaucoup de commentateurs ont écrit, ce ne sont pas les récents embauchés qui ont marqué le plus la grève. Même si ceux-ci étaient bien présents au début, un certain nombre, travaillé par la maîtrise s'étaient mis en retrait au bout de quelques jours. Ces camarades n'avaient pas encore perdu toutes leurs illusions, dont les patrons les avaient gavés à l'embauche, sur l'avenir radieux chez Renault. Mais les quelques jours de démarrage avaient convaincu les travailleurs de la génération précédente que c'était sérieux et qu'on pouvait y aller.

Alors, on a retrouvé les vieux ⁸ des années 1975/83, ceux qui bien souvent s'étaient mis en veille pendant des années, ceux-là qui disaient « c'est fini les grèves, ce n'est plus comme avant » alors que 15-20 ans avant ils pensaient « c'est peut être la dernière pour nous,

⁸ Que les camarades comprennent bien que pour moi c'est tout un passé de fraternelle camaraderie que ne peuvent comprendre que ceux qui ont travaillé et lutté 25 ou 30 ans ensemble.

mais cela servira au suivant ». Et à partir de là on passait le cap du coup de gueule ; on renouait avec la grève.

Et pourtant, à peine trois semaines avant la grève, les élections professionnelles s'étaient traduites par une sensible poussée du vote *Force Ouvrière* qui avait la réputation méritée d'être le syndicat le plus ouvertement collaborationniste avec la Direction. Il y aurait évidemment beaucoup d'aspects à décortiquer sur la grève Renault de 1995 comme toujours après une grève importante.

Parmi les questions fondamentales, celle qu'il faut poser avec toujours autant d'insistance c'est le « Pourquoi ? » des grèves. Pourquoi le printemps 1995 a-t-il été marqué par une vague de grèves dans diverses usines ? Pourquoi ces deux ou trois mois là ? Est-ce que cela pouvait préfigurer la possibilité d'autres grèves dans des délais plus ou moins proches ?⁹

Six mois après, le mouvement de Novembre-Décembre à la SNCF et dans d'autres secteurs de la fonction publique se déclenchait. Il est certes plus évident de faire les rapprochements après les événements qu'avant ; mais on peut risquer un pronostic si « l'extrême gauche » et les révolutionnaires étaient un peu moins obnubilés dans ce pays, qui par les élections, qui par ses problèmes de secte et un peu plus par ce qui se passe réellement dans la classe ouvrière ; les uns et les autres auraient peut être pu se trouver en Novembre Décembre mieux préparés à la possibilité de la grève et autrement situés qu'à la remorque (politiquement parlant) des appareils syndicaux.

D'AUTRES ELEMENTS DE BILAN DE LA GREVE

(entretien avec Bertrand réalisé en 2001)

Question : Que peut-tu nous dire de plus sur l'ampleur de la grève à Flins ?

Réponse : Avec les chiffres précis de grévistes aux différents moments, on voit mieux les limites de l'objectivement possible ; la question de l'extension, par exemple. A l'exception de Flins, elle a été le résultat de la tactique syndicale qui consiste - quand une grève échappe tout ou partie au contrôle des appareils - de l'insérer dans un ensemble plus vaste qui est mieux contrôlé syndicalement, pour ensuite reculer ... et faire ainsi reculer la grève dans l'usine qui, au départ, échappait au contrôle.

C'est le coup des journées d'action sur l'ensemble du groupe. Mais cela peut ne pas suffire à faire reculer les secteurs grévistes, comme à Flins, et cela peut être aussi un élément déclenchant dans d'autres secteurs restés jusque là à l'écart, qui profitent du démarrage programmé pour continuer le lendemain. Cela a été le cas du démarrage à Choisy.

Q : Y a-t-il eu une véritable détermination à l'extension du conflit ?

R : Sur cette extension verticale, les grévistes d'une usine ne peuvent quasi pas avoir d'influence « humaine » directe, il n'est pas envisageable que les grévistes se déplacent sur des centaines de kilomètres pour chercher les travailleurs des autres usines du groupe ; par ailleurs cette extension peut être aussi un moyen de confiner la lutte « entre Renault » et d'empêcher une perspective plus vaste. En revanche, l'extension horizontale vers les travailleurs des autres entreprises de la région, outre le contenu différent, est plus facilement réalisable.

⁹ Le texte ci-après était daté du 1^{er} mai 1995 car il la fallu le temps de le rédiger après la grève.

Dans le cas de Flins, c'est vers l'autre grosse usine de la vallée de la Seine (Peugeot Poissy) qui n'est qu'à 15 km que les regards se tournent. Alors pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ni même tenté ? La grève à Flins, d'un bout à l'autre, a été minoritaire et donc l'effectif disponible des grévistes actifs limité. En plus, la grève redémarrait chaque jour à chaque équipe, avec des avantages et des inconvénients que cela entraîne dont le principal de n'avoir à un instant T que les grévistes de l'équipe en cours. Donc, excepté les deux jours de grands rassemblements programmés par l'intersyndicale, nous n'étions au maximum que 300 à 400 grévistes disponibles par équipe.

Compte tenu de la nécessité d'être présents dans plusieurs ateliers, on ne pouvait envoyer que 50 ou 100 camarades à Poissy (7000 travailleurs) et pas pour une promenade touristique ou une simple distribution de tracts mais pour entrer dans l'usine, remonter les ateliers, convaincre et entraîner les ouvriers à mettre l'usine en grève. Dans ce cas, il y a un rapport de force qui s'établit inéluctablement ; nous n'étions pas, tant s'en faut, dans une période explosive où une simple délégation suffit à gagner à la grève les travailleurs de Peugeot.

En fait, mais cela nous ne l'avons su qu'une fois la vague gréviste du printemps 1995 retombée, la situation n'était pas explosive. Il était parfaitement juste de se positionner comme nous l'avons fait à l'époque pour un éventuel gros coup, mais la vague est restée une vague et ne s'est pas transformée en déferlante. Ceci explique également que l'arrêt de la grève se soit aussi, en quelque sorte, précipité. Il est raisonnable d'affirmer que le mouvement est allé au bout de ses possibilités objectives du moment. Ce qui a permis aux syndicats, jusqu'au bout, de rester « dans le coup » en parallèle avec le comité de grève.

Q : Que reste-t-il du mouvement aujourd'hui ?

R : C'est souvent la question qui est posée après les mouvements. Difficile de répondre de façon précise car rien n'est quantifiable en la matière. La conscience ouvrière est faite d'une accumulation d'expériences passées sur plusieurs générations mais est victime aussi d'une certaine déperdition de mémoire. La grève Renault de 1995 reste dans les têtes comme une des « grandes grèves », même si ce n'est pas par les résultats mesurables en termes d'augmentation ou de gains matériels.

De toutes les façons, ce n'est pas cela qui détermine la conscience qu'ont les travailleurs du positif ou du négatif des grèves. Il y a eu des grèves à Flins où les travailleurs ont beaucoup gagné matériellement (le mouvement des professionnels en 1982, par exemple) dont plus personne ou presque ne se souvient ; d'autres qui ont été des batailles très dures (les Presses en 1978, par exemple) et qui ont, en revanche, marqué les esprits.

Celle de 1995 reste dans les têtes des camarades par deux aspects différents : d'une part, les travailleurs les plus jeunes, ceux qui avaient été embauchés un an ou deux avant ¹⁰, ont plutôt le sentiment de ne pas avoir gagné grand'chose. Ce sont pourtant eux qui, sur le plan salaire, ont le plus gagné ; mais ils espéraient beaucoup plus. Je me souviens des copains des Presses qui sautaient quasiment de joie le premier jour quand je leur ai annoncé que je parlais en Sellerie parce que la grève commençait là-bas ; et qui se mordaient les doigts, quelques jours plus tard, en prenant conscience qu'on était engagés dans une grosse bagarre.

De plus, les camarades les plus anciens dans la boîte, ceux qui savaient dès le départ que ça allait être dur, parce qu'ils avaient, eux, la mémoire des grèves passées, des bagarres dans les ateliers avec la maîtrise et les CRS, les situations désespérées à certains moments et les fins de grève avec le sentiment d'être battu, trahis ... Ceux-là partent en retraite avec un bon souvenir de la grève de 1995.

¹⁰ Leur salaire tourne autour de 6000 francs net. Par ailleurs, a moyenne d'âge à Flins était de 46 ans en 1995.

On s'était bien organisé, on avait évité les bagarres sur les chaînes, la maîtrise n'avait pas été en position de jouer les roulures, et, au bout, il n'y avait pas de licenciements, pas d'engueulades entre grévistes (même pas avec les non-grévistes !), on avait fait une « belle grève » (ce qui à la fois ne veut pas dire grand'chose et beaucoup en même temps).

Tout cela n'est bien sûr pas quantifiable. Une réflexion d'un gréviste résumait bien la situation « C'est les chefs qui baissent les yeux, pas nous ! ». Ceux-là avaient fait la grève par conviction, parce qu'il fallait la faire, pas dans une euphorie débordante, mais parce qu'il le fallait. Et quand la grève s'est arrêtée, la façon dont elle s'est arrêtée, d'une certaine manière, a contenté les gars.

Q : Comment envisages-tu la suite ?

R : Ces dernières années, les deux démarrages de grève de quelques jours qui ont eu lieu dans l'usine sont partis des chaînes de Sellerie-Mécanique. Maintenant, il n'y a presque plus de « vieux ». C'est la nouvelle génération, celle qui débutait en 1995, qui a vu et vécu la grève dans les secteurs les plus en pointe, qui se retrouve à prendre le relais aujourd'hui. Il faut préciser que les deux démarrages en question sont partis « d'en bas » comme on dit avec les syndicats courant derrière pour reprendre le mouvement en main et l'arrêter. Dans ce domaine, rien de nouveau sous le soleil.

Merci.

Nous publions ci-après un courrier d'un militant ouvrier à certains camarades engagés dans l'organisation de la manifestation prévue pour le 9 juin. Ce texte reflète entièrement le point de vue des autres camarades qui participent à la rédaction du *Bulletin Ouvrier*.

LETTRÉ A DES CAMARADES

Paris, le 5 mai 2001

La réunion du 3 mai appelée par le Comité de défense de l'emploi, et toutes les implications de la politique sous-jacente, est l'expression avec une pureté cristalline de ce qu'il y a de faux. Cela s'adresse aux organisations syndicales et politiques, pas aux travailleurs. La seule phrase s'adressant aux travailleurs est la suivante « *..nous demandons à tous les travailleurs et syndicalistes d'œuvrer au sein de leurs organisations pour qu'elles se prononcent dans ce sens et contribuent à sa réalisation..* » (il s'agit de la manifestation nationale).

Voilà, tout est dit. Le rôle imparti aux éventuels travailleurs qui suivraient cet appel n'est pas de déclencher la lutte, c'est d'œuvrer pour que les organisations syndicales veillent bien organiser une manifestation. Et cela sans aucune délimitation politiques des objectifs. C'est l'erreur fondamentale des tous les courants trotskistes de toujours : pousser le mouvement quelles que soient les bases et qui que ce soit qui le dirige ; ça finira bien par déboucher, voire déborder, les syndicats (raisonnement rarement avoué d'ailleurs et faux évidemment).

Les militants qui ont œuvré à la réunion du 3 mai obtiennent très exactement les résultats de leur politique : une réunion où ce sont les syndicalistes, au sens le plus infamant du terme, qui se trouvent en situation dirigeante. Les uns défendent l'industrie française, les autres « leur site » ; tous s'assimilant à « leur entreprise » et quasi unanimes pour compter imposer une loi interdisant les licenciements. Perspective de lutte pour la classe ouvrière ? Aucune. Rien que des impasses. Les impasses classiques de toujours des appareils syndicaux

et politiques. Inutile de préciser que pendant toute cette réunion, les syndicalistes d'appareil et les « représentants de.. » étaient tout à fait à leur aise ; et en fait les quelques révolutionnaires présents étaient des étrangers.

Parce que la perspective tracée, les syndicats n'ont pas besoin de militants d'extrême gauche pour faire le travail à leur place, eux-mêmes n'en espéraient pas tant. Aller vers une ou des manifestations nationales ? Mais ils vont le faire ! Le PCF a commencé avec celle de Calais, la CGT en fait une le 22 mai, une autre est prévue, etc... et les organisations vont le faire autant de fois que nécessaire ; jusqu'à épuisement. Quel problème cela pourrait-il leur poser ? Les manifestations Michelin les 16 octobre et 11 décembre 1999, quel problème pour le PCF et la CGT ?

Après le 16 octobre, Lutte ouvrière et la LCR ont prétendu « faire pression » pour qu'il y ait une suite ; et il y a eu le 11 décembre et plus personne n'a proposé de suite... Ces manifestations ont-elles déclenché quoi que ce soit ? Absolument rien. A l'époque, la discussion a porté de la part de la Fraction de LO et de la LCR sur l'absence de critique du gouvernement. Mais pour l'appel du 3 mai, les mêmes ne formulent aucune critique sur quoi que ce soit ; pas même le moindre mot d'ordre ; seulement manifester. Exactement dans l'axe PCF-LCR-LO au moment des manifestations suite aux licenciements Michelin. Rien ne peut sortir de ces manifestations, c'est pourquoi le PCF et la CGT n'ont aucun problème pour les organiser.

En matière d'action ouvrière, c'est moins ce qui se fait qui compte pour la bourgeoisie, que QUI le fait ? Et sur quelles bases ? En France, la CGT a été capable (pour ses raisons et avec ses objectifs) de prendre la tête de la plus grande grève générale en 1968. Nul n'aurait pu faire mieux et plus large. Cela a-t-il fait peur à la bourgeoisie au point de lâcher un lest important pour conserver la maîtrise du dirigeable ? Pas du tout ! Elle savait parfaitement ce que le PCF et la CGT pouvaient faire, jusqu'où ils étaient prêts à ne pas aller trop loin, donc pas de problème. La bourgeoisie française a paniqué en 1936 devant une grève bien moins large ; mais complètement différente au niveau de qui déclenchait les opérations (les travailleurs directement) et qui avait la maîtrise de ce qui se passait (personne ; ni le PCF ni la CGT)

Actuellement, même une ou plusieurs grandes manifestations nationales, unitaires, prévues, organisées et dirigées par les syndicats ne posent aucun problème à la bourgeoisie ; il suffit d'attendre que cela passe. Pire même, on peut dire que la bourgeoisie d'un certain point de vue, le souhaite, parce que c'est une soupape de sûreté pour un éventuel possible mouvement d'un autre caractère qui pourrait partir d'un secteur de la base. La bourgeoisie entretient les syndicats à longueur d'année, c'est aussi pour qu'ils soient capables de canaliser la grève sur leurs bases, c'est fait pour cela.

Par contre, qu'une grève pique le coup de sang, se mette à devenir un centre de combativité et de lucidité pour se situer en position « leader » et s'adresser aux travailleurs (et pas aux syndicats) pour être l'étendard de la révolte, alors là, cela pourrait changer beaucoup de choses. Mais ce ne sont pas les mêmes forces sociales qui se mettent en branle dans un cas et dans l'autre. Le choix est entre un Comité de grève de travailleurs lucides et un « Comité de défense de l'emploi » avec les maires, les écharpés en tricolore, les curés et les représentants de l'Etat ; c'est cela le choix. Dans la deuxième possibilité, les travailleurs ne comptent pas et, finalement, ne sont pas partie prenante. Les beaux parleurs syndicaux, les professionnels de la politique, etc. sont eux tout à leur aise ; parlent au nom des travailleurs qui eux sont derrière.

Je vois d'ici la remarque que l'on va me faire « mais si les travailleurs ne veulent pas se battre, il faut bien faire quelque chose.. » Formulé autrement, mais tout aussi clairement, cela veut dire que si les révolutionnaires n'arrivent pas à gagner les travailleurs à la perspective du combat de classe, il faut bien faire le travail des « réformistes ». Et bien NON ! Les réformistes sont bien assez nombreux et influents pour que les révolutionnaires ne se mettent pas à les suppléer. Qui défendra la lucidité de classe, si les révolutionnaires l'abandonnent au nom de « il faut bien faire quelque chose. » ?

Le plus urgent est de combattre les illusions sur le gouvernement de gauche qui « devrait faire une loi pour interdire les licenciements ». Il faut avoir la franchise de dire qu'il n'y aura pas de loi ; que ni la gauche ni la droite n'empêcheront le Capital de faire ses affaires ; il faut avoir la franchise d'exprimer que les impasses syndicales et les défilés ridicules dans les rues ne changent rien ; que seuls les travailleurs en tant que classe et consciemment peuvent défendre leurs propres intérêts, etc.

Il faut avoir la clarté de défendre une politique révolutionnaire ; combattre les illusions, c'est donner de la force à la classe ouvrière. Taire les critiques, cacher la vérité, faire croire qu'on peut se servir des syndicats en faisant pression, etc. C'est affaiblir la classe ouvrière. Et puis, c'est bizarre, mais quand des militants veulent mener la politique de s'appuyer exclusivement sur la force et la conscience des travailleurs, il y a quand même des cas, et pas si exceptionnels que cela en proportion du nombre de situations dans lesquelles, c'est réellement proposé ou les travailleurs répondent « présents ».

Par contre, quand ce sont les adeptes des « Comités de défense » et autres « Comités de soutien » qui sont en position d'influence, comme par hasard, les travailleurs ne veulent jamais s'engager dans la voix de la lutte consciente et déterminée. J'affirme que dans les faits, ce sont les forces des militants organisés qui font carence ou qui ne proposent aux travailleurs la voie de la lucidité qu'avec la conviction que ce n'est pas possible. Cette question est fondamentale pour les militants de la conscience ouvrière. Il nous faut œuvrer à ce que les travailleurs soient maîtres et eux seuls de leurs destinées, en premier lieu de leurs luttes. Sans s'en remettre à tous les candidats « sauveur suprême » des syndicats, des mairies, des évêchés ou des parlements.

Ce qui se passe avec LU-Danone d'abord et avec les autres boîtes ensuite, depuis trois mois, traduit peut être le désarroi des travailleurs mais encore plus sûrement la débâcle des perspectives des militants d'extrême gauche. En arriver à mettre en place sans la moindre analyse politique critique, un cadre organisé que les bureaucrates syndicaux n'ont plus qu'à occuper pour prendre la direction des opérations ; voilà où conduit la déliquescence et la perte des références de classe : ramener et maintenir d'éventuelles luttes de la classe ouvrière dans le carcan des appareils syndicaux.

RADICALISER LA LUTTE AVANT QUE LES JEUX NE SOIENT FAITS

Travailleurs, camarades,

Le pavé lancé par le quotidien *Le Monde* a, pour l'instant, profité entièrement au patron. Pourquoi ? Pour comprendre, parcourons à nouveau le film des événements. Le quotidien du soir annonce une vaste restructuration de la branche Biscuits. Dix usines fermées, correspondant à 30% de la capacité de production de l'Europe de l'Ouest. 3000 à 6000 salariés au total à la rue, dont 1700 en France sur près de 4100 salariés employés dans l'hexagone (Lu-Belin et Heudebert). La riposte ouvrière a été immédiate pour exiger le retrait du plan. Calais s'est mis en grève en premier, suivi par plusieurs autres sites. Les différentes autorités locales ont aussitôt emboîté le pas des travailleurs en lutte. Eux aussi, se sont-ils unis au chœur des demandeurs du retrait du plan. Ils ont même dégainé plus vite que les syndicats en installant une coordination des communes visées par les fermetures d'usines. Entre temps, la direction de Danone observait. Puis, une fois la première vague d'indignation passée, elle a repris l'initiative. L'occasion était toute trouvée : la présentation des résultats annuels 2000 du groupe et des perspectives d'activité en 2001.

Quelles sont les “ raisons ” économiques de la restructuration ?

- La rentabilité de la branche Biscuits a connu une forte hausse l'an dernier, mais elle reste inférieure à la fois à celle des deux autres branches du groupe (boissons, produits laitiers frais) et, surtout, à celle des autres grands concurrents de Danone (Kraft/Philip Morris qui vient de racheter Nabisco ; Barilla avec la marque Mulino Bianco ; Keebler/Kellog's).
- Le taux d'occupation moyen des lignes de fabrication en Europe occidentale est de 44% (38% en France), ce qui signifie que les installations sont à l'arrêt plus de la moitié du temps. Les patrons calculent ces pourcentages en prenant le temps d'engagement réel des installations par rapport au temps théorique global (24 heures x 365 jours par an).

Quels sont les moyens dont Danone dispose pour réaliser la restructuration ?

- L'endettement du groupe a fortement augmenté en 2000. Il est passé de 865 millions de francs en 1999 à 1,274 milliard de francs en 2000. Emprunter aux banques dans ces conditions risque d'être plus difficile qu'auparavant.
- L'émission d'actions nouvelles n'est pas non plus une solution, compte tenu de la mauvaise passe actuelle de la Bourse et de l'action Danone.
- Il n'est pas à exclure que le groupe doive prochainement racler ses fonds de tiroir pour se payer une ou plusieurs acquisitions. L'an dernier déjà, Danone avait tenté - sans succès - de racheter la société américaine Quaker Oats.
- Les coûts de la restructuration de la branche Biscuits seraient compris entre 1 et 2 milliards de francs environ, dont la plus grande partie naturellement affectée à la refonte de l'outil industriel et pas à l'indemnisation des travailleurs.

Conclusion : c'est sûr, pour Danone il faut la restructuration, dans les dimensions annoncées ou peut-être davantage. Mais probablement pas sous la forme d'une fermeture immédiate de l'ensemble des usines visées. Le patron a besoin de temps et d'argent pour mener à bien son dessein. Se borner à critiquer la brutalité de la mise en œuvre du plan annoncé par *Le Monde* ne sert qu'à mieux cacher les vraies intentions de Danone. Et peut-être aussi à préfigurer un consensus de la dernière heure entre la direction, les syndicats et les collectivités locales autour d'une application du plan étalée dans le temps et assortie des habituelles mesures d'accompagnement “ social ”.

Il faut garder à l'esprit que Danone a déjà liquidé des milliers d'emplois sans susciter de réactions étendues de la part des salariés et surtout sans attirer l'attention des médias.

C'est la direction elle-même qui le confirmait dans l'une de ses publications de 1998 : “ *Suite à son programme de restructuration, Danone a réduit ses effectifs dans l'Union européenne d'environ 5000 unités en trois ans* ”.

Travailleurs, camarades,

Pour le patron, la restructuration est donc un impératif, même si l'entreprise fait des bénéfices confortables et en constante augmentation. Pour les ouvriers, en revanche, la logique patronale est inacceptable, quelles qu'en soient les raisons. Pour les salariés, la question n'est pas de savoir si les usines sont plus ou moins rentables que celles des concurrents de son employeur. La nature du capitalisme étant celle d'accroître sans cesse les profits.

Dès lors, rentrer dans le jeu de vouloir démontrer que telle ou telle usine présente une rentabilité suffisante pour essayer de sauver sa peau, chacun dans son coin, revient à s'aligner sur la position du patron. Si ce dernier parvenait à prouver le bien-fondé de la restructuration, les licenciements deviendraient-ils acceptables pour autant ?

De même, à quoi sert de se plaindre de la délocalisation de la production “ française ” à l'étranger, alors que toute restructuration de ce type ne peut se concevoir qu'à l'échelle mondiale ? S'il est vraisemblable que les usines rachetées en 2000 à United Biscuits, en Pologne et en Hongrie notamment, seront utilisées pour remplacer la production de certains sites français fermés, il ne faut pas oublier que trois usines candidates à la fermeture sont localisées hors de France...

Il ne faut pas se tromper d'objectif. Plus que jamais, il n'est pas possible d'utiliser les arguments patronaux à l'avantage des salariés. Il faut pouvoir affirmer une logique et des objectifs qui sont propres aux exploités. Sans faire la moindre concession aux contraintes économiques. La défense du salaire et de l'emploi ne peut jamais se faire au nom de la rentabilité d'entreprise ou de la charité publique.

Seul un rapport de force modifié à l'avantage des travailleurs peut payer.

Danone ne doit pas s'en sortir aux moindres frais.

Un groupe profitable est aussi un groupe plus vulnérable à la lutte ouvrière radicale.

C'est pourquoi il faut employer des formes de lutte qui frappent le plus au porte-feuille de l'entreprise. A cet égard, les débrayages tournants sont peut-être utiles pour faire circuler les raisons du combat au sein des usines, mais ils sont inefficaces pour modifier le rapport de force. Il ne faut pas oublier que les sites français tournent déjà au ralenti.

- *Etendre le combat aux usines à l'étranger et aux autres branches de l'entreprise plus rentables aurait un tout autre impact sur Danone.*
- *Entraver par tous les moyens la distribution des produits du groupe pourrait également conduire Frank Riboud à une attitude moins offensive.*
- *Se coordonner à d'autres travailleurs en lutte permettrait aussi d'élargir le front du mécontentement en l'intégrant dans le combat général des grèves qui sont en cours actuellement (Casino, Panzani, Unilever, les transports publics, la Poste, les hôpitaux, etc.).*

Pour ce faire, les syndicats, les maires et autres conseillers généraux ne sont d'aucune utilité. A coup sûr, le patron les emploiera davantage pour désamorcer la lutte.

La voie de l'auto-organisation et de la lutte est la seule praticable pour résister efficacement à l'agression de Danone.

POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

12 février 2001.

Discutez ce tract et faites-le circuler dans les ateliers.

Pour toute correspondance : PRIO, c/o C. Fletcher 19, rue de l'Alun 91630 Marolles-en-Hurepoix.

LE CAPITALISME ENGENDRE

> LA CRISE

> LES LICENCIEMENTS

> LE CHÔMAGE

> LA GUERRE

IL FAUT L'ABATTRE !

Des dizaines de milliers de licenciements programmés en France (Danone, Marks & Spencer, Moulinex, AOM, etc.), des centaines de milliers peut-être en Europe, sans parler des Etats Unis de l'Asie et du reste du monde : c'est la vie NORMALE du système capitaliste.

Que ce soit dans des secteurs en régression (sidérurgie) ou arrivés à maturité (c'est à dire où la demande solvable des marchés ne peut plus absorber les capacités de l'offre) ou promis à une forte croissance (téléphonie mobile) ; que ce soit dans des entreprises qui font des profits ou pas, chaque entreprise, pour se maintenir, doit être toujours plus profitable pour racheter ses concurrents, qu'elle augmente donc nécessairement sa productivité. Pour ce faire, il y a l'amélioration technique incessante des moyens de production (qui nécessite des investissements donc une accumulation suffisante et préalable de capital), leur adaptation aux impératifs du marché et la "compression d'effectifs", entendez licenciements, fermetures de site ou les deux à la fois.

Le fonctionnement du capitalisme, ça a toujours été cela, c'est cela et ce sera toujours cela. Pour chaque capitaliste (qu'il soit "petit" ou "gros", d'entreprise "privée" ou "d'Etat", PME ou multinationale, coté en Bourse ou pas) : faire mieux que les concurrents ou disparaître. Et pour les salariés : licenciements, régions sinistrées, misère.

Que faire ?

Pour les salariés, il s'agit certainement de ne pas se résigner, ni se laisser montrer en train de pleurer dans les médias bourgeois qui se nourrissent de ce désespoir pour mieux enterrer les velléités de révolte, mais surtout ne pas faire confiance à tous ceux qui leur proposent des faux remèdes, comme les marchands d'illusions de la "gauche" plus ou moins extrême qui agitent la solution miracle : une loi "pour interdire les licenciements".

Les plus bizarres vont même jusqu'à ajouter "dans les entreprises qui font des profits" ; comme si les travailleurs de Moulinex, AOM et autres pouvaient crever, parce que leurs patrons déclarent des pertes !

Mais qui ferait cette loi ? La gauche "plurielle", le gouvernement, les parlementaires et tous ceux qui rêvent d'en être ! Bon sang ! Mais, c'est bien sûr ! Quel est le travailleur qui ne soit pas anesthésié qui peut penser un seul instant que le gouvernement et l'Etat vont interdire les licenciements ! La gauche est au pouvoir dans 9 pays sur 12 en Europe ; c'est l'état-major conscient de la bourgeoisie qui est là pour faire tourner le système, le pérenniser et empêcher toute explosion sociale.

Certains voudraient faire croire que le sort des travailleurs dépend de cette Gauche et qu'il suffirait de faire pression sur elle pour qu'elle se fende d'une loi salvatrice. C'est comme demander à un cul-de-jatte de courir les 100 mètres.

La lutte de la classe ouvrière contre les méfaits du capitalisme et contre le capital lui-même, ce n'est pas avec un gouvernement de gauche qu'on peut le réaliser mais CONTRE LUI et ceux qu'ils représentent.

Depuis toujours, la gauche - comme la droite - a montré ce qu'elle était : un bon serviteur de l'aménagement du capitalisme contre la classe ouvrière.

Et c'est bien normal : ils n'ont jamais dit, quelle que soit leur "sensibilité", qu'ils étaient pour renverser le système capitaliste ; ce ne sont pas des "traîtres" ou des "salauds" ou quoi que ce soit ; ce sont des ennemis de classe, c'est tout.

LA REVOLTE CONTRE LES LICENCIEMENTS, c'est la moindre des choses, c'est refuser de se faire considérer uniquement comme des marchandises au gré des nécessités du capitalisme. Mais on ne peut lutter sans comprendre le pourquoi des choses ni se laisser bercer d'illusions sur de faux remèdes.

La lutte sérieuse est à mener contre les licenciements et les patrons ; mais pas les salariés de Danone contre la direction de Danone, pas les employés de Marks & Spencer contre leur propre direction, pas les travailleurs d'AOM contre leur propre employeur, etc.. C'est tous les travailleurs contre tous les patrons, que l'entreprise licencie avec "profits" ou pas, et même contre ceux qui ne licencient pas aujourd'hui mais qui le feront à coup sûr demain.

Pour ce faire, il faut s'organiser entre travailleurs, indépendamment de tous ceux qui veulent nous mettre à la remorque des porteurs d'écharpe tricolores, des curés, des syndicats et les politiciens asservis.

La lutte contre les licenciements ne peut se mener que si on abandonne l'appartenance aux catégories dans lesquelles on nous enferme sous prétexte d'appartenance à l'entreprise. Bref, si la lutte contre les licenciements se comprend comme point de départ de la lutte contre le capitalisme lui-même.

Car la seule façon de s'en tirer du mieux possible, de vendre le plus chèrement sa peau, c'est d'utiliser la force collective et de faire peur aux patrons et au gouvernement, pas de pleurnicher ou de se lamenter en leur implorant des miettes.

Depuis l'annonce des licenciements chez Danone, une quinzaine d'autres entreprises ont suivi. C'est une attaque en règle contre l'ensemble des travailleurs. Depuis un mois, on en reste au niveau de la protestation qui ne fait pas avancer grand-chose. Le choix que l'on a à faire, c'est d'aller consciemment vers la lutte d'ensemble, au moyen d'une organisation autonome des travailleurs eux-mêmes émancipée des marchands d'illusions patentés.

Ce n'est pas la première fois que ce choix là se présente à la classe ouvrière de ce pays ; on sait tous que quand on veut, on peut. Alors ?

DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES POUR LA REPRISE DE L'INITIATIVE OUVRIERE

Paris, le 1^{er} mai 2001.

Pour toute correspondance, écrire sans autre mention à :
C. Fletcher 19, rue de l'Alun - 91630 Marolles en Hurepoix.

FAIRE FACE AUX LICENCIEMENTS : REPLATRER LE SYSTEME OU S'Y OPPOSER FRONTALEMENT ?

Face à des licenciements économiques qui se multiplient, seul un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière, capable de s'attaquer aux racines du mal, peut faire face.

Depuis quelques années en France, et sur fond de campagnes électorales à répétition, l'accent est mis sur les licenciements collectifs¹¹ qui touchent des dizaines de grandes entreprises ; avec une polarisation sur certaines entreprises phares telles Michelin, Danone, Marks & Spencer, Moulinex, etc. Mais aussi quantité d'autres : EADS avec 1500 à 1800 suppressions d'emplois, GIAT industrie (environ 1200) ; Delphi équipements automobiles (6 100 prévus dans le monde en 2002 après 17 540 en 2001), Bull (de l'ordre de 1800), les pêcheries de Fécamp, les NMPP, etc.

En 2002, rien que pour le secteur habillement cuir textile, ce sont 80 plans sociaux qui sont annoncés ou en cours ; et encore faut-il savoir que les entreprises qui agrémentent les licenciements de ' plans sociaux ' sont une minorité (seulement 15 % des licenciements économiques), essentiellement celles qu'il est commun d'appeler les grandes entreprises.

Entre janvier et août 2002, le nombre de licenciés selon cette procédure s'élevait à environ 180 000, en hausse de près de 46% par rapport à la même période de l'année dernière. De plus, la part des licenciés économiques dans le nombre total des entrées à l'ANPE a augmenté d'un tiers depuis l'an dernier. Signe que les patrons font de plus en plus appel à cette procédure de 'dégraissage'. Sans atteindre tout à fait le chiffre de 350 000 de 1996, on s'achemine en 2002, selon certaines estimations patronales, vers un total d'environ 260.000 salariés licenciés économiquement, niveau comparable à celui de 1998. Ainsi, le nombre de licenciements économiques est en forte hausse pour la première fois depuis 1996.

« Parmi les facteurs d'accroissement des entrées à l'ANPE, les licenciements économiques retiennent l'attention : en baisse depuis 1996, ce motif de chômage avait atteint un niveau historiquement bas en 2000. En 2001, le volume d'entrées correspondant est certes en hausse, mais il n'atteint au total qu'un niveau bien inférieur à celui des années 1996 à 1999. En fait, l'augmentation des inscriptions suite à un licenciement économique n'intervient qu'à partir du second semestre, et s'accélère vivement en toute fin d'année. Le tarissement des entrées en convention de conversion contribue partiellement à ce phénomène dans la mesure où ce dispositif permettait à un certain nombre de salariés ayant perdu leur emploi d'éviter le chômage au moins temporairement. »

[2001, *Un marché de l'emploi en demi-teinte* - Juillet 2002 - Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du Ministère du Travail).]

Cependant ce type de licenciement n'est que la partie visible de l'iceberg puisque, en 2002, avec respectivement 780 000 et 280 000, les fins de CDD et les fins de missions d'intérim représentent 27 et 10 % des entrées à l'ANPE. Enfin, catégorie oubliée, les saisonniers : par exemple, 2 000 ne seront pas réembauchés cette année dans l'aviculture de l'Ouest.

¹¹ « Constitue un licenciement pour motif économique le licenciement effectué par un employeur pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne du salarié résultant d'une suppression ou transformation d'emploi ou d'une modification substantielle du contrat de travail, consécutives notamment à des difficultés économiques ou à des mutations technologiques. » (C. trav. Art. L.321-1, 1^{er} alinéa).

Les mesures de licenciement de masse vont se multiplier encore davantage au moins jusqu'au terme du premier semestre de 2003. Après l'économie américaine, c'est désormais au tour des économies européennes d'entrer en crise. Les dernières prévisions des instituts de recherche économique du patronat font état d'une imminente entrée en récession de l'Allemagne, qui représente à elle seule environ le tiers du PIB de la zone euro tandis qu'en Grande Bretagne quatre patrons sur cinq envisagent des licenciements.

Cette vague de licenciements qui a commencé en 2001, est mondiale et touche la plupart des secteurs de l'industrie et des services. En Chine, les entreprises d'Etat ont liquidé pas moins de 30 millions d'emplois depuis 1998. Aux Etats Unis, ce sont 9,9 millions de travailleurs qui ont perdu leur emploi lors des trois dernières années. Parmi eux 22 % n'en ont toujours pas retrouvé. Premiers secteurs touchés, les télécoms et l'informatique subissent des licenciements collectifs massifs. Deutsche Telekom prépare la liquidation de 55 000 emplois d'ici à 2005.

A l'échelle mondiale, Alcatel qui employait 99 000 salariés au début de 2002, a l'intention de se passer de 39 000 d'entre eux ; la fusion entre Compaq et Hewlett-Packard devrait produire 20 000 suppressions de postes ; les géants des télécoms liquideront respectivement, SBC 11 000 emplois, Lucent encore 35 000 (de 106 000 début 2001 les salariés ne seront plus que 35 000 en 2003), Nortel encore 7 000 (de 2000 à 2002, le nombre de salariés sera passé de 92 000 à 32 000 !), Worldcom 17 000, Siemens 20 000, tandis que Ericsson qui comptait 107 000 salariés début 2001 en aura moins de 60 000 fin 2003.

Rien qu'aux Etats Unis ce sont 2,5 millions de postes dans les hautes technologies et 600 000 dans les télécoms qui auront disparu en deux ans. L'industrie automobile continue elle aussi de supprimer des postes. Ford en aura amputé 35 000 d'ici 2005, Opel 3000 et Fiat en crise vient d'en annoncer 8000. Renault, plus hypocrite, va se débarrasser de 900 intérimaires à Sandouville et laisser son sous-traitant Matra liquider 800 postes. Les services financiers dégustent eux aussi : à Londres, la capitale financière européenne, ce sont 20 000 emplois qui vont disparaître, tandis qu'à New York 60 000 postes sont partis en fumée en deux ans; entre autres, l'assureur Aetna, 2750, la banque Dresdner, 10 000 et JP Morgan 4 000.

Graphique 3
Nombre d'inscriptions à l'ANPE, suite à un licenciement économique

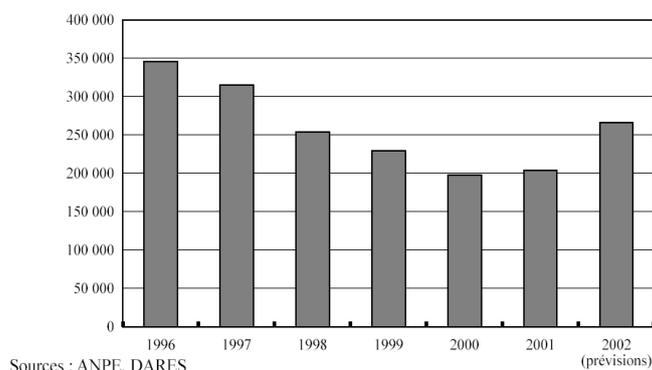


Tableau 4
Évolutions annuelles des volumes d'entrée et de sortie du chômage
(catégorie 1, données brutes)

En pourcentage

	Entrées en chômage	Dont :		Sorties du chômage
		Licenciement économique	Fin de CDD	
1998/1997	-4,6	-19,5	-12,3	-1,9
1999/1998	-2,4	-9,1	-3,9	+1,3
2000/1999	-4,3	-13,8	-5,7	+0,2
2001/2000	+5,1	+3,7	+2,0	-6,6

Lecture : au cours de 2001, le volume d'entrées enregistrées augmente de 5,1 % par rapport à celui enregistré en 2000.

Sources : ANPE, DARES.

En France, entre le premier trimestre 2001 et le deuxième trimestre 2002 le nombre d'emplois salariés dans l'industrie a continué de décroître, il a encore baissé de près de 2 %. Comme le montrent les graphiques et tableaux précédents, on assiste à une véritable inversion, dès cette année, du taux de chômage.

BIENVENUS DANS LA VIE NORMALE DU CAPITALISME

Les plans sociaux et les vagues de compressions d'effectifs des dix-huit derniers mois sont l'une des conséquences inévitables de la crise grave qui secoue le système capitaliste mondial. Quand les marchés se rétrécissent et que les usines tournent au ralenti, quand l'accès au crédit se fait plus difficile, lorsqu'il faut tailler dans les investissements en équipements de production, la seule manière de maintenir la rentabilité des entreprises est de détruire des postes de travail, de jeter à la rue la main d'œuvre devenue surnuméraire et de faire travailler davantage celle qui reste. Nécessaire auparavant, une partie de la classe exploitée devient brusquement superflue, au même titre qu'une portion des machines ou des dépenses improductives.

De par sa nature, le capital ne fait pas de distinction entre les coûts de reproduction de sa main d'œuvre et les autres frais de production et de circulation des marchandises qui sont créés dans le cadre de son rapport de production. Il est donc tout à fait normal qu'il fasse ses cures périodiques d'amaigrissement qu'on appelle des crises économiques au détriment, indifféremment, de l'outil de travail, des frais de gestion ou encore des salariés.

Le propre du développement du capital, c'est la recherche du profit maximum par la production de marchandises. Que le marché soit porteur ou pas, l'objectif capitaliste est toujours de rationaliser les procès de travail, de comprimer les coûts des facteurs de production et de circulation, de réduire au strict minimum les temps consacrés au cycle de transformation complet des marchandises fabriquées (achat de marchandises consacrées à en produire d'autres ; mise en œuvre ; production de marchandises nouvelles ; vente) de leur état physique à leur traduction en argent immédiatement disponible pour le capitaliste.

En général, lorsque la demande est au rendez-vous dans des volumes qui peuvent satisfaire l'ensemble des capitalistes concurrents, ce processus s'opère de façon moins douloureuse pour les salariés. Selon l'état du marché du travail, ces derniers peuvent

prétendre à des rémunérations supérieures en échange de l'aval donné aux transformations perpétuelles des conditions de production. En l'absence de luttes de classes, un accord plus ou moins explicite se dessine alors entre les ouvriers et les patrons : les premiers acceptent d'accompagner docilement la révolution permanente du procès de travail afin d'accroître sans relâche la productivité ; les seconds desserrent un peu les cordons de la bourse acceptant de distribuer davantage de revenus issus de la production et de la réalisation sous forme d'argent de la valeur nouvellement créée par les travailleurs. Ce marchandage entre capital et travail est à la base même de la paix sociale et du développement historique de l'intégration de nombreux organes ouvriers (les syndicats) à l'Etat capitaliste.

Mais, dans le capitalisme, toutes les belles choses ont une fin peu glorieuse. De façon récurrente, le mouvement concurrentiel qui est à la fois moteur et aliment du système actuel s'engouffre dans des crises. La course folle aux profits les plus élevés, donc, dans une certaine mesure et dans des rapports historiquement définis, à l'accroissement des volumes de production, dépasse avec une régularité désarmante la capacité des marchés finaux d'absorber l'intégralité des marchandises fabriquées aux prix de marché souhaités et dans les délais les plus courts possibles.

Le crédit, puissant accélérateur de l'accumulation du capital dans les périodes fastes du cycle économique, se mue en redoutable étrangleur des entreprises incapables de s'adapter, rapidement et à moindre coût, à la situation nouvelle de débouchés potentiels drastiquement réduits ou carrément fermés à leurs marchandises. Alors, les entreprises les moins performantes, les boiteuses, les mal gérées, etc. n'ont pas d'autre solution que de disparaître. A cet instant précis du cycle économique, l'une des premières traductions de la redoutable loi du marché, c'est la mort sans sursis pour les entreprises qui persistent à fabriquer des produits qui ne trouvent pas preneur au prix et dans des délais planifiés.

TRAVAUX PRATIQUES D'APPRENTISSAGE DE LA CRISE

Un exemple ? Celui de **LU Danone**. Que s'est-il passé ?

Pendant des années, Danone a racheté de petites marques de biscuits (LU, Belin entre autres) afin de devenir leader sur ce segment de marché. Ce faisant, nombre de petites unités de production se sont trouvées intégrées au groupe. Danone est devenu effectivement un grand de la biscuiterie, mais il y en a d'autres (UB, Nabisco, Barilla, etc.). Or, pour le capital, il ne suffit pas de siéger dans la cour des grands, il ne suffit pas d'avoir des centres de production modernes, il ne suffit pas de faire des profits, il ne suffit pas Il faut être le meilleur, dégager les profits les plus élevés, afficher la meilleure rentabilité, surtout dans un cadre de marché dit mûr (c'est-à-dire saturé), ce qui est le cas de la biscuiterie (+0,1 % de croissance par an sur dix ans d'après la direction du groupe).

Alors, en dépit de plusieurs plans précédents de compressions des effectifs et de diminutions de sites de production, Danone se retrouve encore avec des usines qui ne tournent qu'à 37% de leur potentiel de production. Position intenable dans la recherche constante de l'amélioration du taux de profit. Il faut concentrer les équipements, il faut réduire les coûts fixes des installations, il faut redistribuer rationnellement les productions, etc. Et on ferme cinq usines.

C'est le type même de suppressions d'emplois, de restructuration industrielle d'une entreprise qui n'est pas motivée par son incapacité à survivre, mais tout au contraire parce qu'elle est florissante et prospère. Et qui compte le rester... Le processus est sans fin dans le

cadre du capitalisme. D'ailleurs le DRH de Danone prenait bien soin de déclarer qu'il n'y aurait pas d'autres fermetures d'usine en France « *dans les années qui viennent* ».

La situation de Moulinex était opposée. Depuis plusieurs années, le marché du petit électroménager est aussi jugé mûr. Les entreprises en concurrence sont toutes de grande taille (cf. Seb, Philips et Fagor) et toutes se battent pour des parts d'un marché qui là encore évolue peu. Certaines tirent les prix à la baisse, d'autres s'engagent en permanence dans de nouveaux investissements pour accroître leur compétitivité, etc.

Sans exception, ces groupes, aux équipements et aux installations productives très modernes et efficaces¹², présentent des gammes de produits de bonne qualité, etc. Mais, comme partout ailleurs, les plus faibles doivent périr. Et l'un des plus faibles du secteur se trouve être Moulinex. La société affiche des pertes depuis cinq ans. A la longue, la course aux investissements est intenable, surtout quand le principal problème est de réduire à un rythme toujours plus soutenu à la fois les coûts de production et les volumes de marchandises fabriquées. A un moment, stop. On arrête. Exit Moulinex. Dans ce secteur d'activité, le capital a fait sa cure de jouvence aux frais de l'un de ses maillons faibles.

Les survivants s'empressent de s'approprier les parts de marché de la victime, ... jusqu'à ce que d'autres éléments viennent interférer dans leur accumulation de capital, d'autres crises pour appeler les choses par leur nom.

Voilà donc deux types de situations entraînant des plans de licenciements économiques par des entreprises à la santé financière opposée mais réunies par des marchés aux caractéristiques similaires. Mais il y a des contextes de marchés différents, où le mouvement spontané de la production marchande entraîne des chocs d'autant plus rudes que les marchés sont (ou plutôt ont été) bouillonnants.

Prenons le cas de la téléphonie mobile. A partir de 1997, et en moins de trois ans, ce marché a littéralement explosé. Des masses énormes de capitaux ont été levées, de nombreuses unités de production de masse ont été créées pour fabriquer cette marchandise nouvelle promise à un avenir radieux. Et la réalité a été jusqu'à il y a peu à la hauteur de la promesse. En une poignée d'années, le taux d'équipement des consommateurs de téléphones portables est passé de zéro à 65-75 % selon les pays en Europe. En Chine, devenue le premier marché mondial de la téléphonie sans fil, quelques 180 millions d'habitants en possèdent. La liste des récents succès industriels et commerciaux de cette marchandise est longue.

Puis c'est la crise. Brutale, générale, imprévue, comme l'avait été l'essor spectaculaire de ce marché. Des technologies nouvelles trop coûteuses et inefficaces, peu vendables aux prix souhaités, des coûts de production qui continuent de grimper, des endettements de plus en plus difficiles à financer avec des rentabilités en baisse pour les entreprises du secteur et voilà que le cocktail explosif de la crise a rassemblé tous ses ingrédients. Le prélèvement obligatoire des Etats européens pour l'attribution des licences UMTS à des montants démesurés (France Telecom a ainsi été racketté par son actionnaire principal, l'Etat, de 20

¹² Sauf dans le cas de l'usine d'Alençon, berceau du groupe, devenue techniquement complètement obsolète depuis 15 ans et maintenue artificiellement en survie tant que le fondateur était vivant, puis par ses premiers successeurs.

milliards de dollars, service public oblige) a enfoncé les derniers clous sur le cercueil d'un secteur moribond¹³.

En quelques mois, quelques trimestres tout au plus, le marché parvient à saturation et s'effondre. Des centaines de milliers de licenciements, des fermetures d'usines - ultramodernes bien évidemment -, des faillites se succèdent à un rythme endiablé. Ainsi, soudainement, le marché de la téléphonie mobile sera passé en quelques mois d'une expansion soutenue à la stagnation, où le seul véritable moteur est représenté par les remplacements des anciens appareils mobiles.

TIRER LES CONSEQUENCES

Pour les prolétaires, quelles que soient les raisons qui conduisent le capital à ces bouleversements, fermetures d'usines, licenciements, etc., c'est forcément le basculement dans la précarité. Le capital qui fuit un marché à temps pourra atterrir ailleurs. Le capitaliste qui abandonne une activité ou qui restructure son appareil productif, lui, gardera toutes ses chances de poursuivre son aventure.

Analysant ce processus, Marx avait employé cette image : « *le capitaliste ferme une usine comme il claque sa tabatière.* » Mais il reste un capitaliste. Même si une portion du capital total doit être sacrifiée car inapte à s'apprécier suffisamment, le capital en tant que totalité et son mode spécifique de production ne sont guère remis en cause. Plus, à l'aide des crises, à l'aide de la destruction d'une partie de la valeur accumulée en vue d'une nouvelle valorisation, le capitalisme raffermi sa domination en s'ouvrant à des nouveaux développements de la valeur en mouvement. Son cycle vital, composé de ses quatre temps : crise, marasme économique, croissance moyenne et boom, comporte nécessairement et intègre la destruction du capital qui ne peut pas ou plus agir en conformité à son essence : ***l'accumulation incessante de nouveaux capitaux.***

Pour les prolétaires, c'est une toute autre affaire. Les armées d'ouvriers précipités dans le chômage n'ont le plus souvent qu'une seule alternative : vieillir avec un niveau de vie au rabais ou se reconvertir en vitesse.

Mais ces fameuses reconversions s'avèrent de plus en plus problématiques. Plus le niveau technologique de la société se développe, plus les reconversions sont difficiles à réaliser. Un exemple ? Aujourd'hui, même pour des postes de magasinier ou de caissière il faut savoir pianoter sur un clavier d'ordinateur. Et ce alors que sont encore en activité les prolétaires de la génération qui ne connaissait, dans le meilleur des cas, que la règle à calcul et les tables de valeurs des lignes trigonométriques !

Les sorties de crise, les développements de nouveaux secteurs de production quand ils apparaissent, se font très souvent sur la base de technologies nouvelles ; ils nécessitent de la main d'œuvre à un tout autre niveau de qualification que celle qui est précipitée sur le marché de la force de travail par les vagues de licenciements.

Ces dernières années, l'essor des métiers liés aux technologies de l'information réclamait des masses croissantes de forces de travail sachant manipuler ces nouveaux outils, alors que les vagues de compressions d'effectifs des années 85-90 consécutives à

¹³ Et rappeler à tout ceux qui ne voyaient en lui qu'un agent du capitalisme collectif, qu'il était aussi un capitaliste individuel ne répugnant pas à forcer ses propres règles pour assurer sa survie, passant ainsi de la situation d'un ralentisseur de crise à celle d'un amplificateur de la même crise.

l'introduction massive des ensembles mécaniques automatisés dans l'industrie avaient surtout effacé des emplois d'ouvriers spécialisés.

Moulinex a supprimé 3 800 emplois dans les quatre usines de Normandie, il y a à peu près un an. Main d'œuvre essentiellement non qualifiée des chaînes de production. Aujourd'hui, moins de 15% des licenciés ont retrouvé un emploi. Pour la seule usine de Cormelles-le-Royal, sur 1 280 licenciés, à peine 125 ont retrouvé un poste de travail, dont seulement la moitié en CDI. Dans la téléphonie ou l'informatique, la situation est la même. Cette fois-ci, ce n'est pas l'adaptation aux nouveaux procédés productifs qui est en jeu, mais le résultat est tout à fait comparable à celui des travailleurs de Moulinex. Tout simplement, la capacité d'adaptation ne suffit pas. Encore faut-il que les compétences des travailleurs concernés puissent servir à accroître le capital dans les temps et la mesure voulus....

On retrouve ces mêmes difficultés de reconversion des ouvriers quand il y a des vagues de licenciements, y compris dans les périodes où l'emploi industriel ne recule pas dans son ensemble. En France, les mines ont été presque toutes fermées dans les années 70. Que sont devenus les dizaines de milliers de mineurs ? La sidérurgie a massivement licencié autour de 1980. Que sont devenus les sidérurgistes de Lorraine, les dizaines de milliers d'ouvriers de la grosse sidérurgie autour du Creusot et de Montceau-les-Mines ? Dans leur grande majorité, ils ne se sont pas reconvertis. Leur sort a été différent selon les cas (voir plus loin). Les régions concernées ont sombré dans la désindustrialisation pendant dix ans et plus, avant que de nouvelles implantations industrielles ou de services voient le jour dans des activités totalement différentes des précédentes et avec une autre génération de prolétaires, avec d'autres niveaux de qualification.

Le capitalisme se régénère toujours grâce aux crises périodiques ; c'est sa loi. Il ne peut en être autrement. Alors, ou bien on élimine le capitalisme et sa fondation : la production pour l'accroissement du capital au moyen du marché, ou bien il faudra se résigner à subir d'autres crises innombrables, accompagnées de licenciements, avec les prolétaires sacrifiés sur l'autel de la suprématie de leur irréductible ennemi capitaliste, sans que jamais la perspective d'un développement harmonieux puisse enfin s'imposer.

ALORS, QUOI FAIRE ?

Elections à répétition obligent, la gauche et l'extrême gauche ont fait de ce mot d'ordre attrape-tout leur cheval de bataille : *il faut une loi pour interdire les licenciements*. Opération politicienne lancée à l'occasion de l'annonce du plan de suppressions d'emplois chez Michelin en 1999 et reprise à tout bout de champ depuis. Mais cette loi, si elle était adoptée, ne serait vouée qu'à offrir quelques possibilités supplémentaires aux syndicats de partager les responsabilités de la gestion des tares du système et n'entraînerait, en tant qu'effet collatéral, qu'une petite rallonge d'argent aux travailleurs licenciés.

Si la classe ouvrière se mettait à croire à ces sornettes, elle n'aurait pas d'autre choix que de s'en remettre à l'Etat, cet état-major des exploiters, pour se protéger contre les méfaits du capital. Ces illusions-là visent à intégrer la classe ouvrière à la nation, à faire croire que l'Etat est l'arbitre au-dessus des classes, à lui faire admettre, en fin de compte, que les prolétaires et le capital ont des intérêts communs dans le cadre d'une entente cordiale régie par l'Etat bienfaisant. Un certain général nommé Charles de Gaulle appelait cela l'association Capital-Travail.

Les pires dictatures que la planète a connues, les régimes fascistes et staliniens, ont très bien réussi dans cette voie, avec les résultats qu'on connaît pour la classe ouvrière. Le régime franquiste avait fait une loi interdisant les licenciements en échange de l'institution des syndicats verticaux. L'Italie fasciste, pour protéger le travail italien, était allée dans le même sens. L'Allemagne nazie et le régime stalinien avaient résolu le problème eux aussi à leur manière : le travail à vie était garanti, ... avec une option de terminer dans un camp du même nom.

Intégrer au système d'exploitation les prolétaires nationaux pour peu qu'ils renoncent aux grèves, qu'ils renoncent à se considérer comme une classe indépendante et qu'ils rallient la dictature nationale contre les autres prolétaires, ça c'est envisageable dans le cadre capitaliste. Mais rien d'autre. Et si, par mésaventure, la classe ouvrière s'en remettait à l'Etat, à ses lois, sa justice et ses institutions comme sauveur suprême, c'est l'avenir qu'elle se préparerait.

NE PAS SE TROMPER DE COMBAT

Les prolétaires n'ont pas d'autre solution que la lutte face aux coups que lui porte le capital. Le spectacle des prolétaires effondrés à l'annonce d'un plan social de « leur » entreprise est à proprement parler affligeant. Des ouvrières en larmes, des travailleurs abattus par l'annonce des licenciements, de ça, les médias bourgeois s'en régale. La sombre cérémonie s'officialie lors des journaux télévisés, comme les flaques de sang sur le sol après une agression. La bourgeoisie, c'est comme cela qu'elle les aime les prolétaires : à genoux ; demandant une loi, en appelant aux « pouvoirs publics », aux ministres, aux conseillers municipaux, aux évêques, etc. Les travailleurs qui choisissent cette voie-là ne s'en tirent jamais bien.

Par son mouvement et sa simple existence, le capital entraîne des calamités pour la classe ouvrière. Sous sa coupe, personne n'empêchera les licenciements, les fermetures d'usines, etc. Mais ce n'est pas pour autant que les prolétaires n'ont d'autre choix que la résignation, les prières à Dieu ou les appels de détresse adressés à l'Etat. Tant qu'on n'abattra pas le régime de la dictature du capital, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de se battre pour vendre leur peau le plus chèrement possible, en mettant toutes leurs forces dans la bataille pour que, tôt ou tard, on parvienne à balayer l'ensemble du système. C'est vrai au jour le jour pour les salaires et la dignité, c'est vrai aussi face aux licenciements, c'est vrai toujours.

Il faut en finir avec les défilés pacifiques sous les banderoles « Non aux licenciements ! ». Le choix n'est pas d'être pour ou contre les licenciements, cette bonne blague ! Même les patrons sont contre les licenciements. Combien de fois on les a entendus dire qu'ils regrettaient sincèrement de devoir se séparer de leurs collaborateurs ? Le choix est de savoir si on se résigne à la misère des allocations-chômage ou si on se bat pour avoir les moyens de vivre, même en ne travaillant plus, en attendant de porter le coup fatal au capital.

Les sidérurgistes de la grande liquidation des années 80 dont on a parlé plus haut se sont battus avec vigueur. Ils n'ont pas sauvé la sidérurgie française comme le voulaient les syndicats et la gauche de l'époque, mais, dans l'ensemble, ils ont sauvé leur peau. Ils ont imposé d'accéder à des systèmes de retraite à 49 ans. Les licenciés ont obtenu des conditions matérielles qu'ils n'auraient jamais obtenues s'ils n'avaient pas fait trembler les pouvoirs en place. De l'attaque du commissariat de Longwy au bulldozer, aux manifestations agressives à Paris, en passant par les affrontements contre les CRS à Denain, ce qu'ils ont fait leur a permis de s'en tirer le moins mal possible. Pas bien. Cela ça n'existe pas. Mais le moins mal possible. Et ce n'est pas grâce aux opérations « ville morte » ou aux prêches du dimanche dans les églises.

Et il y a quantités d'autres exemples. Il y a quelques années, Renault et Peugeot ont décidé de fermer les usines de leur filiale commune Chausson. Quand ils ont décidé de fermer le site de Creil, dans l'Oise, on y dénombrait encore plusieurs milliers de travailleurs. Après des années de luttes, là aussi, les camarades s'en sont tirés le moins mal possible, avec des retraites anticipées à 49 ans, des propositions réelles de mutations dans d'autres unités productives, des indemnités, etc. A l'époque, on les a accusés d'être « des violents ».

Toutefois, qui peut affirmer que, s'ils n'avaient pas envahi à plusieurs reprises le tribunal de commerce et d'autres institutions étatiques (et pas pour demander de l'aide, mais pour le combattre), ils s'en seraient mieux tirés ? Ils n'ont certes pas empêché la fermeture de l'usine, mais ne se sont pas résignés pour autant. Plus, les craintes qu'ils ont suscitées au sein du camp adverse constituent encore aujourd'hui un puissant facteur d'encouragement à la lutte sans concessions pour les prolétaires combattifs.

Il fut un temps, pas si lointain, où les métallurgistes de Loire-Atlantique avaient fait leur une chansonnette bien significative :

*Pends l'patron pends l'patron
T'auras sa galette
Pends l'patron pends l'patron
T'auras son pognon
Si tu pends pas l'patron
T'auras pas sa galette
Si tu pends pas l'patron
T'auras pas son pognon
Pends l'patron...*

C'était bien plus réaliste que de compter sur les bons soins de l'Etat sauveur suprême contre les méfaits du capital. Les prolétaires n'ont qu'une démarche juste : la lutte au jour le jour pour la survie et l'union fraternelle de leur classe pour arriver à en finir avec le capital.

REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ? AUGMENTATION DE L'EXPLOITATION ! Le cas de l'usine Renault de Flins

UNE LONGUE SERIE DE REFORMES DU DROIT DU TRAVAIL CONTRE LES TRAVAILLEURS

Depuis les lois Aubry 1 et 2, les horaires de travail des ouvriers n'ont fait qu'empirer alors que leur exploitation n'a eu de cesse de s'accroître. Comme nous l'avions expliqué dans des publications passées¹⁴, ces lois se sont notamment traduites par :

- la fin d'une législation unifiée pour le droit du travail ;
- la création de plusieurs SMIC ;
- l'éclatement de plusieurs négociations et accords sur les horaires et les salaires entreprise par entreprise ;
- une adaptation accrue de l'emploi de la main d'œuvre aux besoins de la production, corrélée à une nouvelle dégradation des conditions de vie hors travail, dont la raréfaction des jours de repos unilatéralement choisis par les salariés ;
- l'ouverture en grand de la chasse aux temps morts et aux pauses ;
- la redéfinition du temps de travail effectif, tant de son contenu que de sa durée (la fameuse annualisation du temps de travail).

Sur ces nouvelles bases, on a bouleversé et rendu incompréhensibles les bases de calcul des salaires, ce qui a ouvert des opportunités inédites pour leur compression de la part des patrons.

Les lois Aubry représentent le point culminant d'un processus ouvert, en 1982, avec les lois Auroux dont celle sur les 39 heures. Au fil des ans, celles-ci ont été prolongées par plusieurs dispositifs légaux mis en place par les divers gouvernements de droite comme de gauche. L'objectif commun demeurait l'augmentation de la flexibilité, de la précarité, de l'individualisation du temps de travail.

Pour les ouvriers, cela s'est traduit par l'augmentation du temps de travail et la stagnation, voire la baisse des salaires réels. Le patron, en revanche, a obtenu une rationalisation accrue de l'outil de production sans investissements en équipements nouveaux, donc une augmentation de ses profits. A ce propos, l'exemple de l'usine Renault de Flins que nous allons décrire avec cette lettre est éloquent.

La droite fraîchement revenue au pouvoir a exprimé son intention de réviser les lois Aubry sur les 35 heures. Mais évidemment pas dans le sens de l'intérêt des travailleurs ! A la fin de cette publication, nous examinons les nouveaux dispositifs adoptés ou en phase d'introduction par le ministre Fillon.

RENAULT ET RTT : un laboratoire exemplaire de la flexibilité du travail

UN PEU D'HISTOIRE

Il faut se donner quelques repères. En France, le code du travail, et cela depuis les années 60, n'avait guère évolué, gardant inchangées plusieurs limites mises à l'exploitation des prolétaires. En matière d'horaires de travail, depuis 1936, c'était en cinq jours, horaires fixes et déposés à l'inspection du travail.

En principe, tout dépassement de l'horaire affiché (des heures supplémentaires par exemple) devait faire l'objet d'une demande auprès des services départementaux de la main

¹⁴ Voir les revues *Mouvement Communiste*, numéros 8, Eté 1999, et 9, Eté 2000.

d'œuvre dont fait partie l'inspection du travail¹⁵. Le travail du dimanche était interdit à la seule exception des secteurs expressément et nommément autorisés par le ministère du travail, dont les hôpitaux, les transports et des secteurs industriels particuliers, tels la chimie en feu continu, la sidérurgie, etc..

Obligation était faite de prendre intégralement les congés payés. Cela peut apparaître un détail, mais dans les périodes de recul de la contestation ouvrière des conditions d'exploitation, cela représentait une sorte de protection. L'employeur devait accorder au moins quinze jours entre le 1^{er} juin et le 30 septembre de l'année en cours. La totalité des jours de congés payés devait impérativement être prise avant le 31 mai de l'année suivante.

Par ailleurs, obligation était également faite de la prise d'une pause 'casse croûte' par tranche de cinq heures de travail maximum, etc. Les patrons qualifiaient ces dispositions légales de « *rigidités du code du travail* ». Progressivement, ces mécanismes 'contraignants' ont été levés. Les deux lois Aubry, tout comme les bricolages du nouveau ministre Fillon, n'ont fait que parfaire un long processus.

Les premières attaques légales ont débuté dès le début du premier septennat Mitterrand. En avril 1982, paraît l'ordonnance autorisant les horaires de travail spéciaux de fin de semaine, plus connus sous le nom de VSD (VSD pour vendredi, samedi, dimanche). La démarche pour un déroulement sans entraves vers la flexibilité des horaires était ainsi tracée : les horaires spéciaux ne pouvaient se faire qu'avec l'accord des syndicats.

Dès 1983, Auroux, ministre socialiste du travail de l'époque, introduisait dans le droit social la notion de dérogation au code du travail sous certaines conditions légales. Autrement dit, il y avait le code du travail et la loi présentés comme immuables, ... mais il y avait désormais la possibilité légale de les contourner.

Comment cette possibilité se manifestait-elle dans la pratique ? Par le biais, et uniquement par le biais, d'un accord entre les syndicats et l'employeur. Pour faciliter les choses, il n'était pas nécessaire que les syndicats signataires aient été majoritaires aux dernières élections du comité d'entreprise (CE). L'accord était applicable en toutes circonstances à une exception près : sa contestation par voie de justice par une ou plusieurs organisations syndicales majoritaires aux dernières élections du CE. Depuis lors, les démarches d'annulation ont été rarissimes.

La condition préalable d'un accord satisfaisait les deux parties directement concernées : les patrons parce que la porte d'une plus grande flexibilité du travail était enfin ouverte, et les syndicats parce que leur rôle en sortait renforcé. Les organisations signataires en tiraient un grand bénéfice car elles étaient ainsi créditées de pouvoirs de représentation supplémentaires indépendants de leur force électorale.

Les éventuels syndicats non signataires, de leur côté, n'étaient pas mécontents parce qu'il pouvaient jouer à la contestation verbale des accords signés sans conséquences pratiques fâcheuses pour le patron.

L'application de ces procédures a été exemplaire chez Renault Flins. Depuis plus de quinze ans, la direction privilégie le partenariat avec FO, la CFDT et la CFE-CGC. La CGT, auparavant en harmonie avec elle, s'est en revanche réservée la place du syndicat contestataire, qui ne souscrit aucun accord ou presque. Il faut savoir que, chez Renault, l'activité de négociation se passe à un rythme effréné. On est constamment en présence de discussions et d'accords en cours d'élaboration.

De la sorte, l'offre syndicale est complète. Quand les ouvriers se mobilisent, la CGT a beau jeu de renvoyer la responsabilité des maux sur les concurrents signataires, langage vitriolé à l'appui. Et les signataires, s'appuyant sur le statu quo et la part de résignation

¹⁵ A Flins, quand la Direction voulait faire travailler des ouvriers le samedi, les demandes de dérogation en heures supplémentaires étaient systématiquement affichées avec les noms et les secteurs concernés. En aucun cas, l'inspection du travail n'a donné d'avis défavorable.

toujours présente chez les travailleurs, peuvent aisément prétendre que les petits bouts d'avancées - quand il y en a - sont le fruit de leur réalisme et de leur engagement dans tel ou tel accord avec la direction de la société. Mais jamais, ni la CGT, ni la CFDT (qui, quelques rares fois, se permet de boudier la signature) n'ont demandé l'annulation en justice d'un accord conclu par d'autres syndicats.

Sur cette base, la direction de Renault a mis en œuvre un programme de tests pour apprécier la faisabilité des nouvelles dispositions légales. Elle a cependant adopté une tactique empreinte de prudence car elle avait bien en mémoire la longue lutte contre le travail obligatoire du samedi menée en 1975, qui avait débouché sur la suppression des samedis travaillés dans l'horaire de travail affiché de l'usine.

Premiers travaux pratiques. Une petite équipe d'une vingtaine de travailleurs démarre le VSD en 1985. Elle était chargée de la maintenance des presses, mission qui se poursuit encore aujourd'hui avec les mêmes horaires et presque les mêmes travailleurs qu'il y a plus de quinze ans. Mais la grosse innovation est venue en 1990. Après un an de négociations syndicats direction, un important accord voit enfin le jour. Il trace le cadre d'une gestion du temps de travail qui prévoit, en fonction de la demande du marché, la création d'une équipe supplémentaire en soirée gratifiée d'un horaire réduit.

Jusque là, la très grande masse des salariés de l'usine travaillait sous le régime qu'il est admis d'appeler des '2x8' : une équipe du matin et une équipe de l'après-midi. Le temps de travail des 2x8 se trouvait ainsi entièrement bouleversé. Le démarrage se faisait à 5 heures 30 le matin au lieu de 5 heures 45. Les 40 minutes de repas - obligatoires car plus de cinq heures de travail - ne pouvaient être prises qu'en fin de poste. En échange, la durée effective de travail baissait de deux petites minutes par équipe. La rotation des deux équipes s'achevait à 20 heures 18.

Les horaires ainsi compactés laissaient la place à une nouvelle équipe de 20 heures 18 à 2 heures 03, assortie d'une nuit complète le vendredi. Cette équipe n'avait pas le statut d'équipe de nuit. Les primes et la rémunération supplémentaire afférents au travail de nuit - apportant, chez Renault, un supplément de l'ordre de 20% du salaire - n'étaient donc pas reconnues pour les salariés de cette équipe. De plus, comme on l'a mentionné plus haut, l'activation de cette équipe était soumise à l'évolution de la demande de voitures.

Ce système a démarré réellement en 1993 avec le consentement de tous les syndicats, à l'exception près de la CGT. La CFDT a payé chèrement ce choix explicite de collaboration de classe, qui s'est soldé par la destruction presque totale de sa section de Flins après une longue bataille interne contre l'accord menée par la majorité des militants de l'usine. Les opposants ont été exclus du syndicat. Majoritaire après les grèves de 1982-1983, actuellement, la CFDT ne représente plus, sur le plan électoral, que 13% des salariés de Flins.

Forte de ce premier succès, très vite, la direction de Renault a proposé de nouveaux " *accords de variabilité* " pour compléter le dispositif. Plusieurs versions de l'accord initial ont été déclinées, de banques d'heures en capitalisation du temps, jusqu'à des ententes ponctuelles en fonction des opportunités offertes par le calendrier, etc..

Un accord global a finalement été ratifié en 1996 sous l'intitulé clair et net d'" *accord relatif à la variabilité des marchés* ". Avec ces nouvelles moutures des accords initiaux, en plus de la faculté d'activer l'équipe de soirée, les horaires de travail des '2x8' pouvaient varier selon les périodes de basse activité, d'activité moyenne ou forte. Les heures effectuées dépassant l'horaire de référence sont désormais cumulées dans des 'compteurs' et inversement. Entre-temps, se sont multipliés les horaires spécifiques à telle ou telle catégorie de travailleurs, à tel ou tel atelier. Ainsi, les fameux compteurs sont devenus totalement opaques.

Résultat, les horaires de travail sont totalement écartelés. Certains ne concernent qu'une poignée de travailleurs, d'autres une centaine de salariés, bien que l'essentiel de

l'usine - dont notamment les chaînes - reste en '2x8' avec ou sans l'équipe de soirée. Le modèle Renault sur les horaires de travail a déteint de différentes manières sur d'autres entreprises et a servi de test pour les lois Aubry.

LA MECANIQUE DES 35 HEURES A L'ŒUVRE DANS LES ATELIERS DE RENAULT-FLINS

Les lois Aubry sont venues se greffer sur ce terrain déjà défriché par ces types d'accords de flexibilité. La complexité a été tellement accrue que seule l'administration patronale gardait l'entière maîtrise des fameux compteurs. L'accord Renault sur les 35 heures a été l'occasion d'incroyables marchandages entre syndicats et patrons. En conformité parfaite avec la définition du temps de travail des lois Aubry, l'employeur classait la plus grande partie des pauses au chapitre de la réduction de temps de travail.

Le solde de la réduction de temps de travail prenait la forme de journées non travaillées (JNT), intégrées, elles aussi, aux compteurs. Certains compteurs comptabilisent les journées censées être à l'usage discrétionnaire des ouvriers. D'autres plaçaient des journées de congé à la disposition de la direction, habilitée à décréter des JNT collectives.

Ainsi, la mécanique du système est devenue encore plus incompréhensible pour les ouvriers. Ces derniers, qui - rappelons-le - n'avaient rien demandé, sont restés à l'écart de ce qui se magouillait d'un bout à l'autre du processus. Par contre, les milieux syndicaux rentraient en état de fébrilité permanente. On a assisté aux grandes manœuvres patronales pour obtenir la signature de la CFDT, qui, une fois de plus, a sombré dans la crise.

Crise qui cette fois-ci s'est étendue à l'ensemble du groupe. Les sections CFDT d'Aubevoie, Guyancourt, Rueil, Flins, etc. refusaient de signer. Cela a entraîné l'éclatement du syndicat dans plusieurs sites entraînant, entre autre, la création de SUD Renault. Malgré cela, les hiérarchies supérieures des syndicats (sauf la CGT) ont fini par apposer leurs signatures en bas de l'accord qui est ainsi devenu applicable.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation où la direction décide qui vient travailler ou pas : telle équipe et pas l'autre, sur telle chaîne et pas sur l'autre, et ainsi de suite. Pour les patrons, le système est formidable. En 2000, période de forte activité, l'usine sortait 2 000 voitures/jour. Avec les mêmes installations, en supprimant l'équipe de soirée en septembre 2001 et en passant en horaire de basse activité en septembre 2002, l'usine sort actuellement environ 1 520 voitures/jour et quelques 16 JNT - évidemment puisées dans les compteurs - ont été programmées pour novembre et décembre 2002.

Pour autant, les JNT ne représentent pas une nouveauté. Avant 1996, quand la demande était orientée à la baisse, on avait connu des JNT indemnisées dans une fourchette comprise entre 71 % et 76 % par diverses caisses dont le Fond de Régularisation des Ressources alimenté par des cotisations ouvrières réduites, les patrons et l'Etat.

Ici aussi, les choses ont bien changé. Les JNT sont désormais compensées par les heures effectuées dans les périodes d'horaires longs. Ainsi, ces dernières ne sont évidemment plus rémunérées quand elles sont effectuées.

EVOLUTION DU TEMPS DE TRAVAIL DEPUIS 10 ANS POUR LES DEUX GROSSES EQUIPES DE L'USINE, LES « 2X8 ».

En 1993 :

Equipe du matin : de 5h30 à 12h42, soit 7h12

Equipe d'après midi : de 12h42 à 20h18, soit 7h36

Moyenne : 7h24 par jour, soit **37h par semaine**

En 1996, suite à l'accord relatif à la variabilité des marchés :

Equipe du matin : de 5h25 à 12h55, soit 7h30

Equipe d'après midi : de 12h55 à 20h25, soit 7h30
Moyenne : 7h30 par jour, soit **37h30 par semaine**

En **Septembre 1999**, application de la première loi Aubry :
Equipe du matin : de 5h25 à 13h05, soit 7h40
Equipe d'après midi : de 13h05 à 20h45, soit 7h40
Moyenne : 7h40 par jour, soit **38h20 par semaine**

En **2000**, année de forte activité :
Equipe du matin : de 5h25 à 13h10, soit 7h45
Equipe d'après midi : de 13h10 à 20h55, soit 7h45
Moyenne : 7h45 par jour, soit **38h45 par semaine**¹⁶

Ces horaires recourent exactement le temps de travail réel chez Renault Flins. Ces chiffres sont sans appel. A ce temps de travail journalier, il faut enfin ajouter 40 minutes supplémentaires, qui correspondent au temps de casse croûte conventionnellement rémunéré dans le cadre du '2x8'.

Ainsi, d'accords de variabilité en accords d'application des lois Aubry, le temps de travail effectif a crû d'1 h 45' par semaine pour les travailleurs de cette usine. Et certains syndicats ont encore le culot de clamer que "ça, c'est du concret !".... Ne reste plus actuellement pour la direction qu'à réintroduire le travail obligatoire du samedi. Cela pourrait bien se produire dès que les ventes remonteront.

Actuellement, avec des JNT à répétition, les fameux compteurs sont presque tous négatifs. C'est à dire que les travailleurs sont débiteurs de journées de travail vis-à-vis du patron. L'idée commence à se répandre que les compteurs pourraient absorber les journées de la cinquième semaine de congés et qu'il faudra se résoudre à travailler certains samedis pour établir à nouveau un solde temps positif.

Ce n'est pas encore fait, mais c'est dans l'air. Si cela se concrétisait, l'usine de Flins reviendrait vingt-huit ans en arrière avec le travail du samedi obligatoire. Et cela avec le soutien actif et indispensable des syndicats et grâce aux différentes lois Auroux, De Robien, Aubry et, maintenant, Fillon.

BILAN PROVISOIRE DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL CHEZ RENAULT FLINS

Au total, qu'est-ce qui a changé depuis 1998 pour les travailleurs de l'usine de Flins ?

Avant tout, il n'est pas question des 35 heures hebdomadaires. Il n'y a pas non plus trace des 39 heures. Aujourd'hui, quand ils sont présents dans l'usine, les ouvriers de Flins travaillent en moyenne plus de 39 heures par semaine (42 heures 05 si on inclut les 40 minutes de casse-croûte qui doivent être normalement comptées en temps de travail). Les heures supplémentaires ne sont plus reconnues comme telles, donc ne sont plus majorées. Elles sont incorporées dans l'un des compteurs.

Dès cette année, la limite impérative du 31 mai 2003 pour solder intégralement le stock total des congés payés 2002 a sauté, annualisation du temps de travail aidant. De mémoire d'ouvrier, les congés d'été chez Renault étaient de quatre semaines d'affilée. En 2001, l'usine de Flins n'a cessé de fonctionner que pendant trois semaines consécutives. Aujourd'hui, il est fortement question de n'arrêter les chaînes que pendant quinze jours. Explication : les ventes de véhicules sont meilleures pendant la belle saison. Les congés, en revanche, peuvent attendre....

¹⁶ Depuis septembre 2002 : retour à l'horaire de 38h20 par semaine.

L'activation de l'équipe de soirée dont le fonctionnement est décrit plus haut, exige l'emploi de 700 à 800 travailleurs intérimaires. Aussitôt désactivée cette équipe, tout ce monde doit rentrer à la maison. Bonjour la précarité ! N'oublions pas que l'emballage publicitaire des lois Aubry avait été la lutte contre le chômage. Or, à Flins, ce sont les emplois précaires qui ont grimpé ces trois dernières années.

LE POINT DE VUE DES OUVRIERS SUR LA RTT

Jusqu'à présent, les innombrables péripéties liées à la RTT se sont produites sans la moindre intervention autonome des travailleurs. Dès 1997, quand on a commencé à entendre parler des projets de la gauche sur les 35 heures, les ouvriers n'ont pas caché leur méfiance. Avant même de connaître les intentions des différents gouvernements, les prolétaires demeuraient extrêmement sceptiques.

Ils ne comprenaient pas pourquoi on voulait leur faire cadeau des 35 heures, alors qu'ils ne demandaient rien à ce propos. Il faut garder en mémoire qu'avant 1997, aucune grève ou manifestation ouvrière n'a revendiqué « *les 35 heures* ». Il s'agissait en revanche d'une vieille lubie des syndicats, mais jamais des ouvriers. Comme ça, sans grève, gratuitement, allait-on nous faire un si joli don ? Alors que d'habitude, pour quelque revendication que ce fut, c'était à tous les coups la bagarre ? C'était louche.

L'expérience et le bon sens des ouvriers ne se trompaient pas. La suite leur a donné évidemment raison. Et les grèves ont fusé, mais contre les modalités d'application de la RTT, nullement pour exiger son introduction sur la base de la législation en vigueur. L'un des côtés les plus sordides, c'est que plus on descend dans la hiérarchie des couches sociales, davantage se manifestent les aspects rédhibitoires de l'application des lois Aubry. A la chaîne, travailler une heure et demie ou deux heures de plus par semaine est ressenti bien autrement que dans le cadre d'autres procès de travail moins pénibles. Bien entendu, ceci ne justifie nullement l'adoption de la flexibilité des horaires dans ces autres secteurs de la main d'œuvre salariée.

Les lois Aubry ont légalisé et généralisé les mesures que patrons et syndicats avaient concoctées pour accroître encore davantage l'exploitation des prolétaires. Depuis 1983 et jusqu'aux lois Aubry, ces dispositifs avaient le statut de dérogations, donc d'exceptions au code du travail. A partir de l'adoption de la législation sur la RTT, ces exceptions sont devenues loi, votée et adoptée par l'Etat.

Il n'est évidemment nullement question ici de s'agenouiller devant quelle que loi que ce soit émanant d'un Etat quel qu'il soit. Pour autant, il ne faut oublier que la barbarie de l'exploitation capitaliste connaît des degrés. Et pour les prolétaires, au quotidien, les degrés en question changent parfois bien des choses. La gauche a bien fait sa part de travail, dans la plus pure tradition social-démocrate. Elle l'a fait au sommet de l'Etat, comme sur les innombrables terrains d'application, au travers de ses multiples relais politiques, associatifs et syndicaux.

Maintenant c'est au tour de Fillon. Sa tâche est cependant plus réduite. Il s'agit pour lui de peaufiner des aspects de la législation en vigueur afin de minimiser ses coûts pour les patrons et de maximiser les nouvelles opportunités offertes à l'exploitation. L'un de ses chantiers concerne les heures supplémentaires. Il vise l'élimination pure et simple de leur supplément résiduel de rémunération.

QUELQUES DONNEES SUR L'APPLICATION DES LOIS AUBRY ET FILLON

LES LOIS AUBRY EN QUELQUES POINTS

1. Une durée légale du travail effectif (hors temps de pauses, temps de casse croûte, etc.) de 35 heures, soit 1 600 heures par an. Le temps de travail effectif est défini comme suit : “ *le temps pendant lequel le salarié est à disposition de l'employeur à l'exception du temps pendant lequel il peut vaquer librement à ses occupations.* ”.

Cette définition a représenté et représente l'os à ronger jeté aux syndicats dans les négociations des accords d'application. Avec les résultats minables qu'on connaît.

2. Le quota d'heures supplémentaires est fixé à 130 par an, soit en moyenne 2 heures 30 par semaine. Il est de 90 heures lorsque l'entreprise adopte la modulation des horaires de travail. Prioritairement, la majoration des heures supplémentaires est 'payée' en temps équivalent et pas en argent.
3. L'annualisation des horaires. Le temps de travail peut varier de zéro à 48 heures par semaine. Seules conditions : pas plus de 10 heures par jour et pas plus de 44 heures par semaine sur douze semaines consécutives (46 heures pour les entreprises qui ont conclu un accord dès la première année de la loi Aubry 1).
4. La réduction du temps de travail annuel peut se faire sous forme de journées ou demi-journées non travaillées. La formulation " *pour partie au choix du salarié, pour partie au choix de l'employeur* " laisse toute latitude de manœuvre aux patrons.
5. Sur les salaires, modération ou gel des salaires pendant un, deux ou trois ans selon accord.

... ET LEURS RESULTATS

1. La dernière enquête des services statistiques du ministère du travail chiffre à 38 heures en moyenne la durée hebdomadaire de travail effectif des salariés soumis à la législation sur les 35 heures. Les travailleurs concernés par l'annualisation et la modulation du temps de travail s'élèvent à environ 38% du total des employés des entreprises du secteur concurrentiel de plus de vingt salariés (72% dans la construction). En 1994, le régime de l'annualisation du temps de travail, ne concernait que 4% à 8% des travailleurs du privé des sociétés de plus de vingt salariés.
2. La moitié des entreprises au temps de travail annualisé présente une amplitude moyenne de variation des horaires hebdomadaires de 19 heures. A titre d'exemple, en semaine de basse activité, la durée hebdomadaire de travail peut n'être que de 25 heures, alors qu'en semaine de forte activité l'horaire culmine à 44 heures.
3. Concernant les salaires, un tiers des salariés passés à la moulinette des lois Aubry ont subi un gel des rémunérations et 14% du total ont dû faire face à une modération des augmentations pour des durées moyennes de 23 à 29 mois, en fonction de la date de mise en application.

LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR FILLON

1. La notion d'annualisation du temps effectif de travail devient explicitement la seule référence. Exit la durée hebdomadaire. Plus de 35, 39 ou 40 heures par semaine. Seules restent les 1 600 heures par an, réparties en fonction des exigences de la production capitaliste. Le voile hypocrite des lois Aubry est levé, où la durée hebdomadaire figurait encore mais pour mieux être contournée à coups de modulations et d'annualisation.
2. Le volume maximum total des heures supplémentaires sur l'année passe de 130 à 180 heures. Cette disposition a fait couler beaucoup d'encre chez les commentateurs attitrés de la gauche parlementaire aujourd'hui reléguée à l'opposition. L'objectif visé par ces défenseurs de la social-démocratie est de dénoncer la volonté de la nouvelle équipe gouvernementale de casser le cadre favorable aux travailleurs des lois Aubry. Mais voilà, cette mesure n'a pas d'incidence pratique pour les salariés, surtout de ceux des entreprises qui sont régies par des accords sur la RTT. En effet, comme nous le notions plus haut, les patrons disposent déjà des outils légaux de l'annualisation et de la modulation du temps de travail effectif pour comprimer au strict minimum les heures supplémentaires reconnues comme telles.

3. Les heures supplémentaires, jusqu'en décembre 2005, ne seront majorées que de 10% dans les entreprises de moins de vingt salariés. Pour les autres, la majoration reste, pour l'instant, de 25%. Mais il y a possibilité de descendre jusqu'à 10 % s'il y a accord entre le patron et les syndicats.
4. Sur la question du salaire minimum, les lois Aubry ont créé cinq SMIC différents. La loi Fillon les réunifie au moyen de progressions différentes sur trois ans dont aucune ne devrait être inférieure à l'évolution du coût de la vie indice officiel. La décision d'assembler les différents régimes ne fait que restaurer la situation précédente, à l'avantage, cependant, d'une meilleure lisibilité et planification des coûts de la force de travail pour les employeurs.

Que reste-t-il au bout du processus ?

La flexibilité des horaires de travail, un point c'est tout. C'est-à-dire la soumission complète – en 'temps réel' - des conditions de l'exploitation aux exigences ponctuelles et aux évolutions particulières des marchés.

Enfin, sur le plan politique, on a eu un bel exemple de la division du travail entre gauche et droite d'Etat au service du capital.

Bruxelles-Paris, le 10 janvier 2003.

COMBATTRE LA LOI CHEREQUE-FILLON SUR LES RETRAITES ! Les prolétaires n'ont rien à gagner de la cogestion de l'exploitation et des salaires. Ni répartition, ni capitalisation !

Depuis plus de dix ans, des voix se sont élevées du côté des gestionnaires de l'Etat pour affirmer l'impérieuse nécessité de réformer les régimes de retraites. Tous les gouvernements qui se sont succédés ont cherché à entreprendre lesdites réformes avec plus ou moins de réussite. Des mesures Balladur en 1993 concernant les salariés du privé à la charge d'Alain Juppé en 1995 - qui déclencha la grande grève des transports de novembre décembre et qu'il dût remballer avant d'être renvoyé à ses chères études - et maintenant la réforme lancée par François Fillon, inspirée par la CFDT de Nicole Notat et François Chérèque, que le gouvernement promet de mener à son terme. Profitant de la situation consécutive à la tragi-comédie de l'élection présidentielle de mai 2002 qui élut Jacques Chirac avec un score gaullien, son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin proclame que, cette fois, il ne reculera pas, tandis que ceux qui permirent à ce gouvernement de se prévaloir de son succès électoral, sont en guéguerre pour tenter de faire aménager le projet.

Un regard sur le passé

D'abord, il ne faut jamais perdre de vue que cette question des retraites ne se pose que pour une toute petite partie de la population mondiale. Un bout de 'luxe' strictement réservé aux pays du capitalisme développé, où la progression de la productivité (surtout dans le dernier demi-siècle) a permis au prolétariat, par ses luttes, de contraindre les patrons et leur Etat à quelques aménagements pour pérenniser le système d'exploitation.

Pour ce qui est de la France, les premiers systèmes de prise en charge des prolétaires usés par l'exploitation ont vu le jour après la deuxième guerre mondiale, dans un consensus général entre les patrons, l'Etat et le Parti Communiste français, seule organisation politique capable d'encadrer la classe ouvrière pour éviter toute vague révolutionnaire. Cela a abouti à la fondation de la Sécurité Sociale dont un des volets prenait en charge le financement d'une retraite à 65 ans, après 37 ans ½ de cotisations sur la base de 50 % du salaire moyen des dix meilleures années.

Evolution de l'âge légal du départ à la retraite. (Source : Livre blanc sur les retraites)

<i>Textes de base</i>	<i>Champ</i>	<i>Age minimum et conditions d'octroi</i>
1945	Plupart des régimes	L'âge est de 65 ans et une pension n'est versée que si l'on a cotisé au moins 30 ans
1955	Fonction publique	Abaissement à 15 ans de la durée minimale requise pour partir à 65 ans
1971	Invalides, inaptes au travail, etc.	Taux plein offert dès 60 ans
1972	Travailleurs licenciés de plus de 60 ans	Garantie de ressources (début des systèmes de préretraite)
1975	Régime général et régimes alignés	Suppression de la condition de durée pour les liquidations à 65 ans
1975	Travailleurs manuels. Ouvrières mères de famille	Age : 60 ans (à taux plein)
1980	Exploitants agricoles	Suppression de la condition de durée pour les liquidations à 65 ans
1982	Professions libérales	Suppression de la condition de durée pour les liquidations à 65 ans
1982-1983	Salariés du secteur privé	Age du taux plein abaissé à 60 ans sous condition d'une durée légale de cotisations à 37,5 années
1984	Artisans et commerçants	Age du taux plein abaissé à 60 ans sous condition d'une durée légale de cotisations à 37,5 années
1986 (et jusqu'en 1990)	Exploitants du secteur agricole	Age du taux plein abaissé à 60 ans sous condition d'une durée légale de cotisations à 37,5 années
1993	Régime général, Salariés agricoles, Régime d'Alsace	La retraite à taux plein reste possible à 60 ans mais sous conditions de durée de cotisation qui sera relevée de 37,5 à 40 ans entre les générations 1934 et 1942

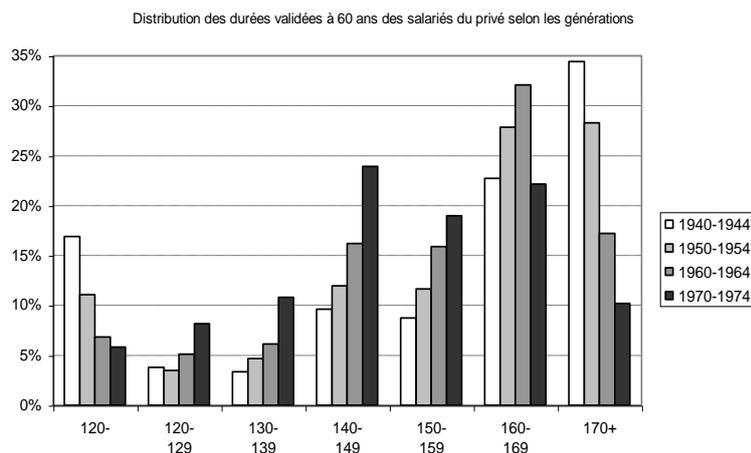
C'est en 1993 que Balladur s'attaqua à la réduction du montant des retraites des salariés du secteur privé par deux mesures principales :

- Prise en compte, pour le calcul de la pension, du salaire des vingt-cinq meilleures années et non plus des dix meilleures comme auparavant.
- Alignement, pour le calcul de la réactualisation des pensions, sur l'évolution des prix et non plus sur l'évolution moyennes des salaires.

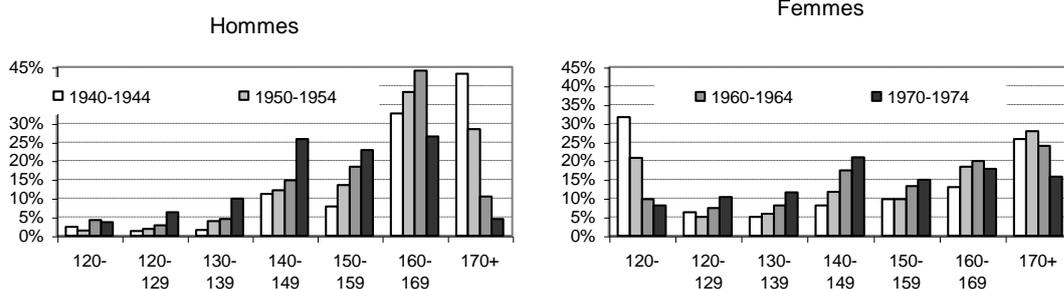
A elles seules, ces deux mesures ont entraîné, d'après la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV), une perte de 6 % à 10 % pour les salariés liquidant leur retraite en 2003. Le salarié qui a liquidé sa retraite après les mesures Balladur a perdu, au total, 16 % sur les 10 ans, dont 9,5 % par la réévaluation des pensions selon l'indice des prix et non plus selon l'évolution des salaires. En effet, depuis 1994, les salaires ont progressé de 23 % alors que l'indice des prix n'a augmenté que de 13,5 % (*Vie Ouvrière* du 9 mai 2003). Sans compter qu'en 1996 et en 2001, les régimes de retraites complémentaires ont, eux aussi, modifié leur mode de calcul, entre autre pour aligner l'évolution de la valeur des points en fonction de l'évolution des prix et non plus des salaires.

Ainsi, fallait-il désormais cotiser pendant 40 ans et non plus 37 ans et demi, et être âgé d'au moins 60 ans pour faire valoir ses droits à la retraite. C'était une attaque de taille, massive, contre les retraites du privé (les deux tiers des salariés de ce pays) mais il n'y a pratiquement pas eu de protestation, mis à part quelques tracts syndicaux dans les entreprises pour que l'on ne puisse pas reprocher aux organisations syndicales de n'avoir rien dit. Aucune grève n'a été organisée, aucune initiative de combat n'a été prise alors par les syndicats. Il faut le dire, on n'a pas eu non plus des réactions grévistes du côté du prolétariat.

L'application des réformes en question, bien que très dures, était étalée dans le temps et la question des 37 ans et ½ passant à 40 concernait très peu de travailleurs à l'époque. Aujourd'hui encore, dix ans plus tard, les travailleurs du privé, dans leur très grande majorité, arrivent à 60 ans avec bien plus de 40 ans de cotisations. Quelque 59 % des salariés de la tranche d'âge 1940-44 ont plus de 40 ans de cotisations à 60 ans. Et le pourcentage monte à 83 % pour les hommes (44 % pour les femmes).



Pour l'instant, seules deux catégories du secteur privé ont été concernées par cette histoire des 40 au lieu des 37 ½ : les femmes salariées, qui n'ont accédé massivement au travail salarié que récemment sur un plan historique, et les travailleurs immigrés naturalisés dans les dernières décennies. A l'heure actuelle, seulement 40 % des femmes salariées liquident leur retraite à 60 ans. Elles vont le plus possible jusqu'à 65 ans, alors que 77 % des hommes liquident dès que possible à 60 ans et seulement 10 % vont jusqu'à 65 ans.



La fin programmée des préretraites

Sur ce point, la volonté proclamée par l'Etat et le MEDEF depuis cinq ans de mettre fin aux préretraites est inquiétante. Les données exposées plus haut concernent les liquidations des retraites CNAV et complémentaires. Mais, depuis 1972, différentes possibilités ont été développées pour la cessation d'activité avant l'âge de la retraite.

Salariés en préretraite (1992-2002).

Année	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Entrés durant l'année	50354	66691	71744	53191	97488	97060
Total en préretraite	175672	191807	210129	207551	232637	238677
Année	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Entrés durant l'année	89609	86099	77498	64532	38000	NC

Total en préretraite	231800	217747	215974	204532	160000	NC
-------------------------	--------	--------	--------	--------	--------	----

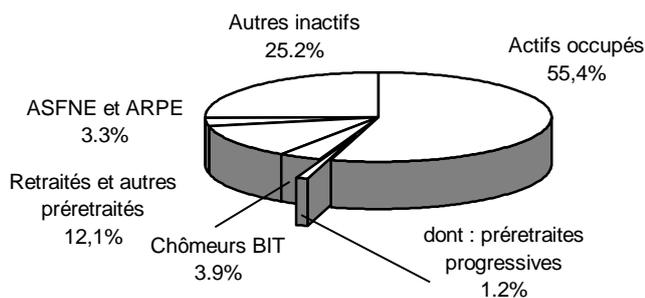
Source : UNEDIC

C'est d'ailleurs l'une des contradictions insurmontables de la situation créée par la nouvelle réforme Fillon-Chérèque. Le MEDEF, le gouvernement et la CFDT affirment qu'il faut repousser l'âge de la retraite et cotiser plus longtemps. Mais les patrons, massivement, font tout ce qu'ils peuvent pour se débarrasser des salariés qui dépassent la cinquantaine, surtout des plus de 55 ans.

Depuis 1998, les bénéficiaires des préretraites n'ont cessé de décroître, et le mouvement s'accélère. En 2001, les derniers chiffres publiés montrent que la baisse des nouveaux bénéficiaires a été de 25,9 % par rapport à 2000. La volonté affirmée par le gouvernement d'en finir avec l'Allocation spéciale du Fonds national pour l'emploi (ASFNE) entre dans la réalité des faits, malgré une remontée, en 2002, après cinq ans de baisse consécutive. La préretraite Unedic dans le cadre de l'ARPE cesse en 2003. Et même si en 2000 les CASA (Cessation d'Activité des Salariés Agés) et CATS (Cessation d'Activité de certains Travailleurs Salariés) ont été créés par accord de branche d'activité (pas toutes) entre syndicats patrons et Etat, le dispositif devrait s'arrêter en 2005. Néanmoins, en 2001, encore 44.6 % des salariés du privé sont hors activité dans la tranche d'âge 55-59 ans.

Moins de préretraites mais plus de chômeurs. Jusqu'au début de l'année 2003, les Assedic servaient aussi de solutions de préretraite puisque licenciés à 55 ans, les chômeurs recevaient des allocations jusqu'à 60 et étaient dispensés de recherche d'emploi (leur nombre étant loin d'être négligeable). Mais depuis la convention du 20 décembre 2002 sur la situation financière de l'Unedic, les durées d'indemnisation ont été réduites, notamment pour les chômeurs de plus de 55 ans....

Situation sur le marché du travail des personnes âgées de 55 à 59 ans en mars 2001



Les salariés du public frappés en premier par la réforme Chérèque-Fillon

Grâce à la défaite d'Alain Juppé en 1995, l'ensemble des salariés du secteur public - fonctionnaires, salariés de l'Etat, des collectivités territoriales, etc. - n'avaient pas changé de régime jusqu'ici. C'est pourquoi, pour dure que soit l'attaque subie par les salariés du privé avec la réforme Chérèque-Fillon, dans l'immédiat, cette dernière est bien plus douloureuse pour les salariés de l'Etat et du secteur public en général.

La réforme Fillon vise à réduire de beaucoup l'écart de régime entre les salariés du public et celui du privé.

1. 40 ans de cotisations pour tous en 2008, puis allongement à 41 ans en 2012 et 42 ans en 2020.

Dans la fonction publique, la durée de cotisation va donc augmenter d'un semestre tous les ans pendant cinq ans. Il sera possible, à partir de 2004 et sans limite d'âge, de racheter au plus trois années maximum de cotisations pour une somme comprise entre 7.000 et 10.000 euros....

C'est évidemment le point le plus important qui sous prétexte d'équité repousse de 4,5 ans la perspective de retraite pour les salariés du public ; et quand même de deux ans pour ceux du privé. Aggravation d'autant plus durement ressentie par les salariés à mesure qu'ils approchent de l'échéance. C'est, avec une louche de mieux, la réforme Juppé avortée en 1995. Outre les salariés du secteur public (hommes et femmes), sont particulièrement visées les femmes, pénalisées par les interruptions de carrière motivées par les exigences de famille, les prolétaires ayant commencé tard à travailler (études et/ou chômage), les salariés à contrat partiel (intérimaires ; CDD ; temps partiels ; etc.) et les immigrés régularisés après l'âge de 18/20 ans.

2. Dans le public comme dans le privé, les pensions seront indexées sur les prix et non plus sur les salaires.

Le nouveau système comprend également la création d'un régime de retraites complémentaires pour intégrer les primes des fonctionnaires à concurrence de 20 % du traitement.

L'intégration de 20 % des primes dans le calcul des pensions à venir, apparaît comme une sucrerie en rapport à la baisse des pensions que va engendrer l'alignement de l'évolution des pensions sur les prix. Rappelons que pour les salariés du privé, cette mesure prise isolément a engendré 9,5 % de manque à gagner sur les retraites entre 1994 et la fin 2002. Remarquons aussi qu'il n'est toujours pas question de faire entrer les primes liées à l'intéressement dans le salaire de référence pour les retraites du privé. Au contraire, ces dernières années, des assouplissements ont été offerts aux patrons pour sortir de l'assiette de cotisations des salariés en activité, certaines primes qui l'étaient jusque-là (primes d'équipe entre autres), ce qui diminue d'autant les retraites à venir.

3. 85 % du SMIC net (environ 83 % aujourd'hui) au moment de la liquidation après une carrière complète dans le privé.

Cette mesure est applicable dans cinq ans. Pour parvenir à cela, on procédera à une revalorisation de 3 % au 1^{er} janvier 2004, puis 3 % en 2006 et 3 % en 2008.

Ce point a été présenté par certains commentateurs comme concernant un salarié sur quatre dans le privé. Mais en fait, leur très grande majorité n'est concernée que par des sommes dérisoires. Car il y a peu de salariés qui ont été au SMIC pendant les 40 ans de leur vie active (jusqu'en 2008, cela ne concernera au maximum que 200 000 travailleurs !) Surtout quand on connaît le niveau dérisoire du SMIC (ancêtre du SMIC) avant 1968 : il ne concernait en effet que 200 000 travailleurs tellement il était bas.

Cette augmentation de la retraite minimum, si elle concerne des masses plus importantes de retraités dans l'avenir, voudra dire que ce qu'on nous prépare aujourd'hui est d'être de plus en plus nombreux à être payés au SMIC ou moins. Bel avenir !

4. Départs anticipés.

Pour les salariés du privé : 42 ans de cotisations pour ceux qui ont commencé à travailler à 14 ou 15 ans départ à 56 ou 57 ans, et 58 ans ceux qui ont 41 ans de cotisations. Ceux ayant commencé à 16 ans pourront partir, avec 41 ans de cotisation, à 59 ans.

C'est le véritable point d'orgue de la réforme, qui a permis le ralliement officiel de la CFDT au projet de loi gouvernemental (qui est une émanation de la réflexion et des propositions de ce syndicat). Cela concerne plusieurs centaines de milliers de travailleurs dans les dix ans à venir. Mais ses effets positifs vont, très rapidement, aller en diminuant, compte

tenu, à la fois, de l'évolution de la scolarité obligatoire dans les années '60 (tranche d'âge des salariés notamment visés par cette réforme) et, surtout, avec la fin programmée des préretraites. L'arrêt de tout départ anticipé subventionné est un objectif clé de la bourgeoisie et de son Etat. Objectif soutenu par toutes les organisations capitalistes transnationales. La directrice adjointe de l'Emploi et des Affaires Sociales de l'OCDE a déclaré, selon un communiqué de l'AFP du 19 mai 2003, que « *le plus important pour la France serait de supprimer tout dispositif de subvention des mécanismes de départ anticipé à la retraite* ».

5. Décote. Tout salarié n'ayant pas cotisé la totalité de ses annuités verra sa pension minorée s'il part en retraite avant 65 ans. Minoration de 5 % par année manquante pour tous à partir de 2015. Dans le privé, la décote passera de 10 % aujourd'hui à 6 % en 2009 et 5 % en 2013. Dans le public, ce sera 3 % en 2011 et 5 % en 2015.

Surcote. A partir de janvier 2004, au-delà des 60 ans, toute année travaillée en plus de la durée requise pour la retraite à taux plein majorera la pension de 3 %.

Le droit de partir à 60 ans est certes garanti sur le papier, mais avec décote. Le droit de liquider sa retraite à 65 ans est maintenu quelle que soit la durée de cotisations. Quant à la surcote, le nombre de ceux qui veulent s'accrocher au travail salarié alors qu'ils ont la possibilité d'une retraite à taux plein est tellement dérisoire que nous n'avons pas trouvé trace de cette catégorie dans la masse de documents que nous avons consultée. Le seul assouplissement compris dans le projet concerne les années à temps partiel des fonctionnaires, qui seront comptabilisées comme des années pleines.

Ce point contient toute la philosophie du projet gouvernemental : il n'est pas question de retenir au travail les salariés qui voudront arrêter à 60 ans, mais il est question de baisser les pensions.

6. Salaire de référence.

Confirmation de la réforme Balladur de 1993. Pour le privé : moyenne des 25 meilleures années en 2008. Pour le public : on garde le principe d'une moyenne des 6 derniers mois, mais pour combien de temps ?

7. Cotisations salariales.

Statu quo dans le public (7,85 %) et hausse de 0,2 % dans le privé à partir de janvier 2006. Il est d'ores et déjà prévu de relever de 3 % en 2008 les cotisations salariales du privé. A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler les niveaux actuels de cotisations salariales. Dans le privé : (base et complémentaires) 10,35 % pour les non cadres ; 9,75 % pour les cadres. Dans le public : 7,85 %.

Si l'on se réfère au total des cotisations salarié + employeur, on parvient à 25,7 % pour le privé et à 41,5 % pour la fonction publique civile (estimation de la commission d'orientation des retraites citée dans *Les Echos* du 3 février 2003).

Les "services actifs" de la fonction publique ne sont pas affectés par la réforme. La réforme ne touche pas au statut des fonctionnaires qui peuvent partir à 50 ou 55 ans dits en "service actif" (régimes spéciaux).

Enfin, le gouvernement et les syndicats signataires se sont engagés à redéfinir la cartographie des emplois pénibles. Pour les infirmières et les aides-soignantes, 10 ans de travail vaudront 11 ans de cotisations. Des discussions de cette nature vont être menées pour les enseignants des zones d'éducation prioritaire (ZEP).

La réforme Chérèque-Fillon colle à l'évolution du marché du travail

La réforme des retraites part du présupposé idéologique de l'exigence d'une plus grande solidarité entre générations de travailleurs, compte tenu de l'évolution démographique. Dans les années à venir, le nombre de retraités va progresser sensiblement. Les salariés en vie sont au travail et vieillissent d'un an tous les douze mois ! On peut donc prévoir très

précisément que la très nombreuse génération d'après 1945 partirait en retraite dès 2005-2006. Cet effet démographique est accentué par l'allongement de l'espérance de vie.

- En 2000, l'espérance de vie à 60 ans était de 15,2 années pour les hommes et de 22,7 années pour les femmes.
- En 2035, elle pourrait atteindre 25 ans pour les hommes et 30 ans pour les femmes.

Sauf élément imprévisible à ce stade, du type d'une crise économique d'une gravité comparable à celle de la Russie dans les années '90, d'une bonne guerre ou d'épidémies de pneumonie atypique, de virus du Nil ou d'Ebola qui purgerait la population de quelques dizaines de millions d'individus, le vieillissement de la population va se poursuivre. Les tenants de la réforme Chérèque-Fillon en appellent au fameux rapport entre retraités et population active. En 2002, ce ratio est de 0,38. En 2020, il serait de 0,54. En 2050, il atteindrait 0,78. (*Direction des études de synthèse économique*, juillet 2002).

Toujours d'après ce même organisme, les nouveaux besoins de financement du système de retraites sont évalués entre 4 et 6,5 points du PIB en 2040. Et ce, dans un scénario 'optimiste' de stabilisation du chômage à 4,5 % à partir de 2010 (il dépasse les 9 % actuellement) et comportant une augmentation annuelle de la productivité du travail de 1,6 %.

Ainsi, si en 2002, la CNAV et les caisses de retraites complémentaires ARRCO et AGIRC sont à peu près exactement en équilibre financier, à partir de 2005-2006, les engagements financiers des régimes de retraites vont grimper et dégager des déficits croissants. Cette réalité, dans les conditions indiquées, est incontestable. C'est sur cette réalité que se sont fondés les arguments gouvernementaux et syndicaux (y compris des organisations opposées à la loi Chérèque-Fillon) pour appeler à une réforme du système de retraite.

Sans contester ces chiffres, notre raisonnement est radicalement différent. Et ce pour plusieurs raisons.

1. La retraite n'est d'autre qu'une portion de salaire différé, dont le niveau correspond historiquement à la fois au développement des forces productives et à l'état des rapports de force entre les classes. Nous considérons ainsi les cotisations salariales et patronales comme un tout qui compose une fraction du salaire, de la même manière que les entreprises les inscrivent aux coûts salariaux dans leurs bilans. Coût de production pour le capital, salaire pour l'ouvrier, voilà résumée notre conception des retraites. Toute atteinte au salaire – et celle visant à réduire la période de rémunération des prolétaires sortis définitivement de l'astreinte au travail en est une – doit être fermement combattue.

2. Il n'est nullement question de solidarité entre générations. L'acceptation de ce principe revient à faire endosser aux travailleurs en exercice une partie du salaire différé de ceux qui ne sont plus comptabilisés dans la population active. Derrière le discours de la solidarité intergénérationnelle, la vérité est toute autre : lier plus étroitement les prestations fournies à la retraite avec le montant réel des cotisations versées. Ce que le gouvernement définit comme convergence entre prestations et cotisations. Face au creusement progressif des déficits des caisses de retraite, l'Etat ne veut pas être amené à faire l'appoint quand ses défauts de couverture apparaîtront. Et les patrons ne veulent pas accroître les coûts salariaux par une augmentation des cotisations patronales.

3. La réforme des retraites prend en compte le fait que le montant total des cotisations pour chaque salarié va se réduire sur l'arc complet de la vie. Elle anticipe aussi que la hausse du montant mensuel des cotisations provoquée par la revalorisation des rémunérations ne sera guère suffisante pour compenser la baisse du montant total des cotisations versées sur l'arc d'une vie. Et ce en raison de la modification en profondeur du marché du travail.

4. Après l'adoption de la loi Chérèque-Fillon, peu de travailleurs ira au-delà de 40 ans et les retraites seront de plus en plus faibles. En 2001, environ 40 % des salariés du privé partis à la retraite avait cotisé pour moins de 40 ans. Actuellement, l'âge moyen de départ à la retraite n'est pas 60 ans, mais 57. Dans la fonction publique, la durée moyenne de cotisation est inférieure à 34 ans.

Les femmes, très représentées chez les fonctionnaires, en sont à 32 annuités. Leur afflux en masse sur le marché du travail dans les trente dernières années n'a pas été accompagné par un allègement de leur travail domestique, ce qui se traduit par une plus forte proportion d'années non travaillées, donc n'ajoutant pas de droits supplémentaires à la retraite. Aujourd'hui, quelque 30 % des salariés nés après 1960 ont moins de 10 ans de cotisations¹⁷. La période des études s'allonge, avec une entrée dans la vie active en moyenne à 22 ans actuellement. L'âge moyen de fin d'études était de 15 ans pour les générations nées avant 1930, de 17,5 ans pour celles de 1950 et de 21 ans pour celles de 1980. Souvent, l'acquisition d'un poste de travail stable et à temps plein est pour les 25 ans et plus. A l'autre bout de la vie active, les patrons se défont de plus en plus tôt des travailleurs les plus âgés, trop chers, trop lents et pas assez au fait des nouvelles technologies à leur goût. C'est encore des cotisations en moins...

Les gains de productivité, la précarisation et la flexibilité du travail sont positifs pour les capitalistes parce qu'ils permettent de comprimer les coûts salariaux, mais génèrent moins de cotisations à la retraite. D'après un calcul simple, si les travailleurs cotisaient réellement pendant 40 ans à taux plein, selon les règles en vigueur avant la loi Chérèque-Fillon et, les salariés se paieraient 20 ans environ de retraite à 75 % de leur rémunération brute, soit cinq ans de plus que la moyenne d'espérance de vie (de 75 ans aujourd'hui pour les hommes). Mais combien de travailleurs peuvent prétendre à des cotisations à taux plein pendant 40 ans ? Et combien dans dix ou vingt ans ? C'est tout le problème auquel tente de donner une réponse favorable à l'Etat et aux patrons la loi Chérèque-Fillon.

La répartition, c'est un piège pour les travailleurs. Ceux qui présentent ce mode de financement et de gestion des retraites comme une conquête des prolétaires oublient que, par ce biais (comme par d'autres ailleurs), les classes dominantes sont parvenues à ponctionner le salaire ouvrier pour différer la jouissance d'une de ses parties à beaucoup plus tard, après la fin de la période du travail.

Répartition, égale partage des 'frais' de financement des retraites entre les bénéficiaires, les travailleurs, et ceux qui ont profité de l'intégralité des fruits de leur travail, les patrons.

Répartition, engendre cogestion et paritarisme entre les organisations patronales et les syndicats, réunis pour 'administrer' conjointement (y compris sur un mode conflictuel) une portion du salaire.

Répartition donc, c'est l'extension de la démocratie sociale du capital au détriment de l'autonomie de classe.

Alors, si le niveau des retraites et l'âge de départ du travail concernent réellement les travailleurs et méritent qu'on se batte pour les défendre, voire les améliorer, le mode de gestion et de financement des régimes de retraite n'est pas un terrain propre et propice à la lutte de classe. Répartition plus ou moins à la française, capitalisation, épargne salariale, financement, trou financier, etc. ce sont des thèmes qui profitent exclusivement au capital pour co-responsabiliser (c'est-à-dire soumettre davantage) la classe ouvrière dans la gestion de son exploitation.

¹⁷ Source INSEE

Capitalisation ? Répartition ? Quoi ?

Tous les bien-pensants présentent le système par répartition comme le fin du fin de la solidarité inter générations et de la justice sociale. Mais la situation actuelle, celle du déficit prévisible du système de retraite, est le fruit direct du système par répartition qui s'avère n'être pas plus une bonne solution pour les travailleurs que les autres mécanismes qui n'en sont pas non plus.

Ceux qui se placent sur le terrain de la gestion des caisses plaident à l'unisson pour l'augmentation des entrées d'argent des organismes de retraite. Que cela passe par « faire payer les patrons » et/ou « faire payer l'Etat » ou « augmenter la durée et/ou le montant des cotisations salariales », ce sont toujours les prolétaires qui vont casquer. Jusqu'à nouvel ordre, nous ne connaissons pas d'autre création de valeur que le travail productif des salariés. Quand la proportion de retraités par rapport aux actifs augmente, quel que soit le cheminement de la plus-value extirpée et réalisée sur le marché à ceux qui travaillent, ce sont tout de même toujours eux qui payent.

Si les syndicats veulent absolument sauver ce système (la CFDT et la CGC ont signé avec Fillon en jurant leurs grands dieux que c'était dans ce but), ce n'est pas parce qu'il est LE bon, mais simplement parce qu'ils en sont cogestionnaires.

Coté patronat et gouvernement, pour ne pas se couper de leurs alliés syndicaux, ils veulent bien laisser le système en l'état et faire face au mécontentement des salariés en prenant en charge la réforme pour en assurer le financement. Et il faut avoir un sacré culot pour présenter le régime par répartition comme le sommet de la solidarité alors que les retraités les plus maltraités par la vie et le système d'exploitation sont contraints d'essayer de survivre avec le minimum vieillesse à 578 euros par mois.

Cette opposition entre répartition et capitalisation présentée comme le bien contre le mal, est une usurpation. La répartition n'est rien d'autre que l'achat par le salarié - tout au long de son activité et sous la forme de salaire différé - d'annuités qui lui donneront droit à retraite en fin de carrière pour le régime CNAV, et d'achat de points pour les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC.

Faire converger cotisations et prestations, voilà le mot d'ordre partagé par l'ensemble des forces qui plaident pour la répartition 'à la française'.

D'ailleurs, en fin de carrière, au moment des liquidations, on parle couramment de points capitalisés aux régimes de retraites complémentaires. Le salarié qui n'aurait pas acheté, par cotisation, des points de retraite (ça existe encore, bien que ce soit obligatoire depuis 1972) aurait zéro de retraite complémentaire.

Et là encore, la farce du système prétendu le plus égalitaire vole en éclat. L'affiliation aux régimes ARRCO et AGIRC se fait sur la base d'un taux minimum de cotisations. Mais il n'est pas le même pour tout le monde. Les salariés cotisent et les patrons aussi, mais à des taux différents selon les entreprises. Ainsi, les entreprises dites 'sociales', où les patrons sont prêts à distribuer quelques miettes pour essayer d'acheter la paix sociale, accordent des taux de cotisations patronales élevés et font valoir auprès des ouvriers qu'ils auront droit à une bonne retraite parce qu'ils sont dans 'une bonne entreprise'. Dans ces cas là, les retraites complémentaires peuvent presque atteindre la pension CNAV. En revanche, les ouvriers des 'sales boîtes' - où les patrons pratiquent une politique salariale différente et choisissent de payer le minimum des minimums - se retrouvent, en fin de carrière, avec des retraites complémentaires dérisoires. Si cela n'est pas exactement la définition de la capitalisation, qu'est-ce c'est ?

La diabolisation de la capitalisation opposée à l'idéalisation de la répartition conduit à des paradoxes cocasses.

Pour les fonctionnaires, en plus des retraites, il existe la PREFON. C'est une retraite par capitalisation en gestion collective de portefeuille d'actions. Le salarié individuellement

place pendant sa vie active les sommes qu'il décide. Or, la PREFON a été créé par les syndicats, et ce sont eux qui la gèrent directement.

Dans le privé, l'option de l'épargne salariale existe depuis bien longtemps dans les grandes entreprises (et depuis trois ans dans les autres). En 2000, près de 40 % des salariés du privé travaillaient dans des sociétés ayant signé des accords dits d'épargne salariale. C'est tout simplement une épargne long terme individuelle, assortie d'incitations patronales et étatiques par le biais de l'abondement et des déductions fiscales, placé en Fond Commun de Placement (FCP) ou en Fond Commun de Placement en titres de l'Entreprise (FCPE), formule presque identique aux fonds de pension anglo-saxons. Les syndicats, grands pourfendeurs des fonds de pension, sont dans les comités de gestion ! Récemment, à un congrès de syndicats CGT, on a abordé la question de s'en retirer. Mais décision a été prise de continuer.... Bizarre, comme c'est bizarre. !

Il n'y a pas de bon système de financement et il ne peut pas y en avoir, parce que les pensions de retraites sont un salaire différé, dépendant, à l'instar du salaire direct, du rapport des forces entre travailleurs, patrons et Etat. Il ne peut y avoir de juste salaire – même différé - dans un système basé sur l'exploitation du travail humain qu'on appelle capitalisme.

Il faut vraiment que le capitalisme soit maudit pour arriver à cette aberration que le salarié, le prolétaire en termes clairs, celui qui vend sa force de travail pour un salaire, soit amené à considérer toute activité laborieuse comme une coercition et que son souhait le plus cher soit d'en sortir le plus vite possible. Vieillir vite en travaillant pour arriver le plus vite possible à la retraite, voilà la règle imposée par l'exploitation.

Le prolétaire est contraint, par des rapports de production fondés sur son oppression et son exploitation, de refuser de concevoir toute activité productive collective comme un élément fondateur de sa vie et, plus largement, de celle de l'être humain. L'obligation de travailler est longtemps corrélée à l'exigence de sa survie et de celle des siens. Sa vie semble donc commencer là où s'arrête le travail. Donc, il faut y échapper le plus vite possible. A l'inverse, pour le capitaliste, le prolétaire n'est digne de considération que dans la mesure où il est au travail, il produit bien et vite et qu'il y revient le lendemain. Lorsque, pour des raisons variées, ce dernier n'est plus en mesure d'assurer au capitaliste un taux de plus-value compétitif, il ne sert plus à rien. C'est vrai pour les handicapés, c'est vrai pour les prolétaires âgés, pour les travailleuses avec des enfants, etc.

Bien sûr, les Etats des pays les plus riches peuvent, si nécessaire, s'imposer quelques contraintes. On ne tue pas les vieux, on leur assure une retraite. Mais c'est vraiment sans intérêt pour le capital.

Nous, qui sommes des communistes, avons l'audace de parler d'une société humaine, dans laquelle la notion de travail comme contrainte aurait disparu, parce qu'elle-même émane du salariat qui devra disparaître. En conséquence, la notion de retraite perdra de son sens. Nous prétendons que toutes les fonctions de la vie, y compris les fonctions productives, peuvent être intégrées dans un ensemble où elles seraient vécues comme un élément de la vie, comme manger, boire ou dormir, faire l'amour, écouter de la poésie ou étudier la botanique.

Nous sommes des rêveurs ? Voire ! Car cela est tout de même plus réaliste que de croire le monde actuel immuable, ce monde où les prolétaires passent le plus clair de leur jeunesse sous le joug du travail forcé, animés par le seul espoir de pouvoir profiter quelques années d'une retraite rebut.

En attendant, bien sûr, il faut se battre contre toute atteinte à nos conditions d'existence, donc, dans l'immédiat, il faut s'opposer à la loi Chérèque-Fillon. Mais sûrement pas au nom de la défense de la répartition 'à la française' !

Ne pas céder au nouveau mythe du printemps 2003

Le printemps 2003 aura été marqué par ce qu'il est convenu d'appeler « *les mouvements sociaux* ». D'abord la grève de l'éducation nationale, commencée à l'initiative de quelques établissements de province (mi-mars au Havre), puis la Réunion, le Nord, la Seine Saint-Denis, le Gard, etc. Elle s'est développée de façon chaotique pour toucher jusqu'à 200 000 salariés, très majoritairement des enseignants. De recul en redémarrage, elle aura duré plus de deux mois. Grève qui a débuté sur la question du projet gouvernemental de décentralisation entraînant le changement de statut des personnels non enseignants, déplacés dans la fonction publique territoriale¹⁸. Il s'agissait d'une véritable rupture de contrat de travail pour les travailleurs visés, avec, à la clé, des conditions de travail et, à terme, de rémunération, détériorées.

Depuis plus d'un an, les milieux enseignants sont aussi en rogne contre différentes mesures gouvernementales qui vont de la suppression annoncée de 20 000 emplois jeunes d'aides éducateurs et de 5 à 6 000 surveillants, à la réduction des dotations globales d'heures de cours. En toile de fond, il y a le désarroi généralisé d'entretenir des chômeurs afin qu'ils n'apparaissent pas trop tôt dans les statistiques du chômage et dans les livres de comptes des Assedic.

L'annonce de la réforme des retraites s'est greffée sur cette situation, en la rendant encore plus explosive, sachant que les enseignants figurent parmi les plus touchés par l'alignement à 42 ans de cotisations pour accéder à une retraite à taux plein.

Dans l'Education Nationale, une vraie grève de masse, quoique minoritaire, laissera des traces, aussi bien dans les rapports avec l'Etat-patron que dans les consciences des grévistes. Son ampleur et sa dureté ont été les deux facteurs décisifs qui ont permis d'obtenir notamment que le gouvernement cède sur le transfert du personnel non technique et non enseignant à la fonction publique territoriale et le paiement des jours compris entre deux journées de grève.

A plusieurs reprises, la situation a échappé des mains des organisations syndicales. Dans bien des secteurs, les enseignants ont fait grève sans contact ou presque avec 'leurs' syndicats, ont mené des opérations qui n'avaient pas forcément la bénédiction de leurs appareils, qui, d'ailleurs, le plus souvent, n'étaient même pas au courant.

A peu près en même temps, les organisations syndicales opposées à la loi Chèreque-Fillon, en s'appuyant sur les bataillons nourris d'enseignants en colère, ont lancé nombre de mobilisations contre le projet de réforme, des journées d'action interprofessionnelles à répétition, d'immenses rassemblements à Paris et dans les villes de province et des grèves qui se voulaient 'tournantes' entre secteurs de travailleurs.

Certaines initiatives ont été très suivies dans plusieurs secteurs de la fonction publique, notamment la SNCF et les transports urbains, avec les syndicalistes locaux, toutes tendances confondues, aux commandes pour tenter, le lendemain, de reconduire les grèves qui avaient bien marché la veille.

Malgré cette profusion d'activisme souvent sincère, il faut cependant bien constater que rares ont été les expériences de poursuite de la grève entre les journées nationales d'action orchestrées par les confédérations. Il y a eu les éboueurs de Marseille, Brest et Bordeaux, quelques compagnies de transport dans différentes villes, mais bien peu de grévistes à la SNCF et ailleurs, même si des perturbations ont été ressenties par les « usagers ».

Ne nous y trompons pas. L'ampleur des perturbations n'est pas forcément le reflet d'une participation numériquement significative à la grève. Or, en matière de lutte, si la détermination est un facteur important, le nombre de grévistes l'est encore d'avantage, surtout

¹⁸ C'est l'ensemble des fonctionnaires qui ne travaillent pas directement pour l'Etat mais pour les instances, régionales, départementales et communales.

quand il s'agit de faire reculer un gouvernement qui joue son va-tout sur les mesures contestées.

Et, surtout, comme en novembre-décembre 1995 et même comme en 1993, la grande masse des travailleurs de l'industrie et du secteur privé en général n'est pas allée au combat, aussi bien en termes de participation aux défilés que lors des grèves. Même les journées d'action syndicales ne se sont traduites que par des débrayages, dont ceux avec une certaine ampleur se comptent sur les doigts des deux mains.

Des premiers éléments de réflexion

Les luttes de la classe ouvrière, le plus souvent, échappent aux raisonnements qui tentent de la rationaliser. Comprendre la nature et l'ampleur d'une grève représente, pour les révolutionnaires, un élément central de jugement de l'état de combativité du prolétariat. Il ne faut pas se tromper sur le constat, ni dans un sens, ni dans l'autre. C'est rarement parce qu'il y a toutes les bonnes raisons d'arrêter la machine qu'on l'arrête. C'est bien plus aléatoire que cela.

Une chose est certaine, en 1968, les premières usines qui ont arrêté - et pendant plusieurs jours - ne formulaient pas de revendications. Le facteur déclenchant était ailleurs, il était tout autre. Exactement même constat peut être fait pour ce qui est du début des agitations ouvrières autonomes aux usines Fiat de Turin, en Italie, à l'automne 1969.

En ce printemps 2003, les travailleurs qui ont pris l'initiative de tenter de gagner leurs camarades de travail à la grève ont eu raison, cent fois raison. Mais, globalement, ils n'y sont pas parvenus. Les centaines de milliers de participants aux rassemblements à Paris et ailleurs sont une chose. Ce qui se passe le lendemain matin à l'usine, au bureau ou sur le chantier en est une autre. Et c'est celle-là qui est déterminante. En aucun cas, l'ampleur des grands rassemblements syndicaux n'est un élément d'appréciation suffisant qui permet de comprendre la lutte de classe. La grève est une chose, l'action syndicale, même puissante, en est une autre. Les rapports entre ces deux pôles sont bien moins étroits que les réformistes de tous poils essayent de le faire croire.

Ce ne sont pas les syndicats qui ont initié la grève de l'éducation nationale mais des enseignants (dont beaucoup étaient certes syndiqués) qui ont pris l'initiative qui correspondait à leur perception de la colère et de la conscience de leurs camarades à cet instant. La grève s'est développée, avec des hauts et des bas, parce que des dizaines et des centaines de milliers d'enseignants se sont gagnés à l'idée qu'il fallait agir et que c'était possible. Les hésitations, les reculs, les convictions, les moments d'euphorie et des doutes n'ont pas manqué, ... mais la grève c'est précisément cela. Les grands rassemblements syndicaux traîne-savates n'ont pas grand-chose à voir.

Alors, ceux qui ont appelé à grands cris à la grève générale (surtout les quinze derniers jours, en plein recul du mouvement, y compris à l'Education nationale) se trompaient profondément, voire sciemment, quant à l'analyse de la situation. Le fait de se réfugier derrière l'argument bêtement imparable qui voulait qu'« *il faut pousser les syndicats à la grève générale* » n'a rien changé à la donne. Partant de la réalité - mal comprise - qui veut que les syndicats soient un facteur majeur de la stabilisation et de normalisation des rapports entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, ils en ont conclu que si la grève n'était pas allée plus loin, c'était la faute des syndicats.

Or, demander à d'autres de faire ce qu'on n'est pas capable de faire par soi-même est un signe d'impuissance et du défaut de compréhension de la dynamique propre à la lutte de classe. Cette erreur conduit très logiquement à tenter de convaincre les prolétaires qu'ils doivent s'en remettre aux syndicats pour organiser les grèves. Ce cheminement va en sens inverse de la formation de la conscience de classe. N'en déplaise à tous les syndicalo-gauchistes de la planète et de la galaxie, les travailleurs ne sont jamais aussi forts que

lorsqu'ils sont capables de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires, sans recourir à l'aide des dieux et des syndicats.

Puisqu'on parle de mai 1968...

Des vieux militants à la mémoire étonnamment sélective, ou des plus jeunes qui ne l'ont pas vécu, ont cru pouvoir faire le rapprochement avec mai 1968 ; conséquence directe de la confusion ambiante et des appels impuissants à la grève générale.... Il est donc nécessaire de revenir sur le démarrage de ce fameux mai 1968.

D'abord, il y avait le puissant mouvement politique de contestation étudiante qui, en quelques semaines, avait chamboulé la donne. Les étudiants s'affrontaient dans les rues avec la police et les CRS. Ils ne combattaient pas pour obtenir davantage de places assises dans les facs ou pour augmenter leurs points de retraite, mais pour changer le monde, renier l'autorité, balayer la morale, vivre ensemble enfin libres. Pendant des semaines, le PCF, à travers son organisation militante, et l'UEC (Union des étudiants communistes), qui avant la vague soixante-huitarde était une formation puissante et influente dans les milieux étudiants, se sont trouvés débordés et complètement écartés des combats. Car, rappelons-le, la politique du PCF était de condamner violemment la contestation étudiante, les gosses de riches (les étudiants) qui s'étaient choisis un « *Allemand* » comme leader.

Cette propagande ordurière influençait profondément l'opinion que les ouvriers se faisaient des luttes estudiantines. Pour le PCF, la classe ouvrière ne pensait pas à la grève, ne contestait pas, faisait preuve de responsabilité et - pourquoi pas ? - de patriotisme. Le fossé, bien réel, était méticuleusement creusé par les staliniens. Puis, progressivement, cet état d'esprit a commencé à changer parmi les plus jeunes ouvriers (qui souvent avaient des copains étudiants) et, le vendredi 10 mai 1968 au soir, quand les étudiants ont dressé des barricades au Quartier Latin, des jeunes prolétaires, qui entendaient à la radio que ça bagarrait sec avec les flics, ont rejoint les lieux. Le PCF, qui était encore, faut-il le préciser, un vrai grand parti de masse, solidement implanté au sein de la classe ouvrière, a senti le courant d'air. S'il avait été rayé de la carte du milieu étudiant, il n'était guère question pour lui de laisser la situation filer parmi les ouvriers.

Le samedi 11 mai donc, dans la matinée, la CGT a pris l'initiative d'appeler à une journée de grève générale, le lundi 13 mai. Les autres syndicats, CFDT et FO (très peu représentatifs au demeurant) ont suivi. Le 13 mai, la grève générale a été très moyennement suivie. Par contre, la manifestation de l'après-midi, dans les environs des gares de l'Est et du Nord, s'est transformée en un formidable rassemblement. De toute évidence, les bataillons de la classe ouvrière parisienne étaient présents (rappelons qu'en 1968 toute la ceinture parisienne était truffée de grandes concentrations industrielles). Bien difficile d'ailleurs de parler de manifestation au sens classique. C'était noir de monde de Barbès à République et de la porte Saint-Martin à Stalingrad. Là, il se passait réellement quelque chose dans la conscience collective. Les 14 et 15 mai, quelques usines se sont mises en grève, dont notamment Renault à Cléon et Sud-Aviation à Nantes. Les NMPP étaient déjà en grève depuis quelques jours.

C'est le 16 mai que tout a basculé. Jusque-là, la CGT et le PCF étaient contre la grève à quelques exceptions près (à Cléon, par exemple, la CGT était en effet dans le coup). Le 16 au matin, des grosses usines de la région parisienne ont débuté la grève. Très tôt, les chaînes de l'île Seguin, puis l'Alsthom de Saint Ouen. Une fois de plus, la CGT était opposée à ces mouvements. Là où il y avait vote, tout l'appareil militant votait contre. C'est ce fameux 16 mai, entre 10 et 12 heures, que tout a basculé. Le PCF a joué le tout pour le tout. S'il combattait la grève, elle aurait quand même lieu. S'il chevauchait le mouvement et en prenait la tête, il pouvait en revanche espérer canaliser la révolte. Malheureusement, c'est ce deuxième choix qu'il fit. Partout, dès l'après-midi, l'immense appareil militant CGT/PCF

était aux avant-postes pour généraliser la grève. Même les boîtes où les travailleurs n'étaient pas prêts, de gré ou de force, les mêmes qui deux heures avant avaient voté unanimement contre la grève, prenaient en mains l'organisation des occupations d'usines. A leur manière, bien sûr, bien bureaucratiquement et sans laisser à d'autres l'initiative. Ils prenaient ainsi la direction des opérations. Ils n'allaient plus la lâcher. Et ce, pratiquement sans débordement, jusqu'à la reprise.

Qu'on se comprenne bien ! Que la CGT/PCF ait pris le virage comme nous le décrivons ici, c'est ce qu'il pouvait nous arriver de pire, pas de meilleur ! A partir de cet instant, la grève était sur des rails que la bourgeoisie connaissait. Elle savait où elle se dirigeait, et cela rendait le clivage entre prolétaires et staliniens infiniment plus difficile. Si la CGT/PCF avait persisté à condamner la révolte, à combattre la grève, il y aurait quand même eu un mouvement de classe d'ampleur. Celui-ci avait démarré AVANT leur revirement.

On ne refait pas l'histoire. Cependant, encore faut-il la comprendre. Revenons-en à aujourd'hui. Quand on lit, en ce printemps 2003, un tract de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême gauche qui se conclut ainsi : « *il faut faire reculer le gouvernement et obliger les syndicats à agir* », on est bien obligé de constater que ceux qui manifestaient en juin 1968 contre l'élection législative au cri d'« *élections pièges à cons* » ont vraiment changé... et ce dans un bien mauvais sens.

1995 : le retour 2

En fait, le mouvement qui a servi de référence implicite n'est pas mai 1968 mais plutôt novembre-décembre 1995. Pour le comprendre, il faut rappeler le contexte de ce dit mouvement.

D'abord, un gouvernement élu sur un pseudo-programme aux accents populistes qui n'a rien fait de concret pendant les six premiers mois et qui est pris soudain d'une frénésie de réformes.

Ensuite, les salariés de la SNCF inquiets de la remise en cause de leurs « avantages acquis » et principalement de la clé de voûte du pacte social à la SNCF : les retraites à 50 ans pour les roulants, et 55 ans pour les autres.

Puis, les salariés des autres entreprises du secteur dit « public » qui vivent peu ou prou les mêmes inquiétudes que leurs collègues de la SNCF (particulièrement les agents de la RATP au sujet des régimes spéciaux de retraite) quant à la dégradation des conditions de travail (salaires, emploi, productivité accrue, etc.) et qui expriment un sentiment général de ras-le-bol

Enfin, les appareils syndicaux, depuis des années en perte de vitesse (fonte des adhésions, déperdition des militants de base), débordés sur leur propre terrain (par les coordinations), de plus en plus incapables de justifier leur fonction sociale, celle de gardien du troupeau ouvrier, et qui vont être contraints de réagir car le gouvernement veut assécher une partie de leur rente, principalement pour FO, en leur enlevant la gestion de nombreuses caisses de Sécurité sociale

Et ceci sur toile de fond de mouvement étudiant. A la SNCF le mouvement va démarrer le 24 novembre et durera jusqu'à ce que la CGT, estimant les revendications satisfaites, appellera « à poursuivre l'action sous d'autres formes » le 13 décembre. Des secteurs continueront jusqu'en janvier 1996 (RTM à Marseille, Centre de tri à Caen, Traminots à Limoges).

Ce mouvement aura été marqué par de gigantesques manifestations lors des journées d'action hebdomadaires et les samedi, jusque dans les plus petites villes et avec des manifestants plus nombreux qu'en mai 1968. Mais un million de manifestants, ce n'est pas un million de grévistes !

Cela n'a donc été qu'un immense dévouement dans un pays où la politique traditionnelle ne remplissait plus son rôle et où les syndicats étaient en passe de représenter le seul contre-pouvoir aux délires libéraux du gouvernement, que la manifestation du « peuple de gauche » qui, pour la première fois depuis 15 ans, avait l'impression d'avoir l'initiative

Pour les salariés impliqués (SNCF et RATP), le mouvement aura été une victoire, le plan Juppé étant retiré. La chute ensuite de Juppé (fait rare) a fait penser que le mouvement avait une dimension politique. C'est aussi parce qu'il a laissé s'exprimer (dans les discussions informelles mais pas dans les revendications organisées)-au-delà des revendications spécifiques et corporatistes- des contenus qui allaient à l'encontre de la logique du système : le rejet de la rationalité économique libérale, la question de l'avenir et de la jeunesse et la paupérisation sociale croissante. Mouvement pris en charge par les grévistes eux-mêmes et non par des « consommateurs » déléguant ou laissant faire en leur nom les syndicalistes d'appareil.

Alors en quoi faut-il y voir une occasion manquée ? La lutte des cheminots et des autres salariés du « service public » pour la défense des conditions présentes d'accès à la retraite a été pleinement justifiée, mais cette base revendicative - étreinte et très particulière - était loin de suffire à mobiliser les salariés du secteur privé. Les faiblesses du mouvement, dont celles, indéniables, de l'absence totale d'une organisation autonome et d'objectifs définis, clairs et opposés à ceux qui ont été avancés par les syndicats d'Etat (« *défense du service public à la française* ») la recherche frénétique d'une unité de pacotille (« *Tous ensemble, tous ensemble, ouais, ouais* ») avec les salariés du « privé » dans laquelle bon nombre de syndicalistes de base se sont lancés en toute bonne foi, alors même qu'aucun des objectifs posés avec force dans certaines entreprises industrielles au printemps 1995 (Renault, Belin), n'avaient été repris par les syndicats, ne sont pas l'expression d'une dimension politique dans laquelle se seraient exprimés des contenus qui allaient à l'encontre de la logique du système mais bien l'expression de l'incapacité du mouvement à se poser les problèmes pour aller au-delà.

En schématisant à l'extrême, le mouvement de novembre-décembre indique plusieurs éléments à la fois, très nettement contradictoires, qui ne peuvent pas être oubliés ou, pire, enjolivés :

- Les grèves les plus dures ont été déclenchées pour la défense des régimes spéciaux de retraite, et, à la SNCF, contre la mise en chantier du contrat de plan dont la conséquence la plus néfaste aurait été, pour les cheminots, le gel des salaires.
- Les manifestations ont progressivement fourni aux syndicats l'opportunité de « coiffer » le mouvement de grève en le noyant dans la perspective de la négociation centralisée entre organisations syndicales autorisées et gouvernement.
- La grande liberté de parole des assemblées, l'exercice pointilleux de la « démocratie à la base », l'ouverture aux salariés d'autres boîtes, aux chômeurs, aux parents d'élève, etc., tout ça n'a été -à quelques rares exceptions près- qu'une pâle parodie de l'auto-organisation indépendante de la classe.
- Les formes de lutte « choisies » par la « base », toujours à quelques rares exceptions près, ont relevé plus de la grève de « témoignage » que d'une détermination à frapper durement l'employeur. Les grèves de décembre ont plus durement grevé les salaires des grévistes que les chiffres d'affaires et les profits des entreprises.

Une de ces raisons ne repose pas sur la « ruse » des directions syndicales, qui se seraient appuyées sur un syndicalisme de délégués qui aurait remplacé le syndicalisme d'appareil, et le « piège » de la délégation.

En ce qui concerne les grèves de décembre 1995, il faut reconnaître que les syndicats (appareils et délégués de base confondus) ont été à même de représenter « fidèlement » ce mouvement, qui, dans son immense majorité, n'a, à aucun moment, remis en cause le

patriotisme d'entreprise, le patriotisme tout court, le respect de l'outil de travail et l'encadrement bourgeois de la lutte. Cette fois-ci, même le gauchisme s'est « dissout » dans le « mouvement » syndical, satisfait d'avoir été admis ici ou là dans la cour des grands (SUD, AC ! DAL...). La « défense du service public », le « combat pour le maintien de l'exception française » et contre le Traité de Maastricht ont été le ciment de leur incorporation pure et simple dans les rangs de l'encadrement syndical.

Un autre aspect a été que la sympathie pour la grève s'est très tôt traduite en coopération sociale pour le travail (la tant louée « solidarité » entre travailleurs.. afin de se rendre au boulot), précisément parce que, après le 05/12, la grève ne parvenait plus à s'élargir. Car il faut bien constater que la division entre salariés du public et du privé a fonctionné : la grève reste limitée au seul secteur dit public. Au sein de ce secteur, elle est restée minoritaire, sauf à la SNCF (et là encore, il faut nuancer : seuls les roulants ont été massivement en grève ; sur l'ensemble du personnel, elle n'était qu'à 40 % et n'est passée à 56 % qu'après deux semaines de grève), et à la RATP (avec les mêmes nuances qu'à la SNCF).

De plus, dans ces deux entreprises, dont le personnel a été le fer de lance de la grève, le mouvement n'a pas été homogène, cohérent, centralisé mais au contraire tronçonné tant géographiquement (peu de contact entre les établissements à l'intérieur d'une région ou d'un réseau, pour la SNCF ; pas de contact entre les machinistes, les conducteurs de métro et les ouvriers de maintenance, pour la RATP) que catégoriellement (mis à part, Paris Saint Lazare, Rouen et Chambéry, pour la SNCF, il n'y a pas eu de grève commune à toutes les catégories de salariés, mais des grèves juxtaposées, au mieux, ou une profonde méfiance entre les catégories de grévistes produite des luttes passées, comme à Villeneuve-Saint-Georges).

Ce qui restera le plus grave, c'est le fait que la plupart des grévistes (à la SNCF et à la RATP) consommaient leur grève, votaient le matin la continuation puis s'en retournaient à leurs affaires privées, déléguant aux syndiqués de base l'organisation concrète de la lutte, laissant ainsi à l'appareil toutes les latitudes pour organiser une reprise sans trop de casse. Il existe certainement des contre-exemples mais ceux-ci sont restés désespérément minoritaires.

Néanmoins, il restera aussi les premières tentatives de « grève active » pour la première fois en France à La Poste (ouverture sélective des bureaux aux chômeurs et retraités, distribution du courrier pour les seuls chômeurs, action commune auprès des ASSEDIC) et à EDF-GDF (baisse du tarif pour les particuliers, tentative de rebranchement des abonnés ayant été coupés, etc.). Ce sont ces exemples-là qu'il faut recenser et populariser. Ce sont aussi ces secteurs qui ont été rapidement victimes de la frappe sélective de l'Etat (référés, expulsions, etc.).

Le paradoxe de ce mouvement aura été de voir si peu de grévistes (150 000 au maximum), soutenus par tant de manifestants (jusqu'à 1,5 millions) et, pour la première fois depuis 50 ans, les syndicats sortirent, sinon victorieux, du moins en bon état d'un mouvement qui avait les potentialités d'aller au-delà.

Bruxelles-Paris, le 30 juin 2003.

SYNDICATS ET LUTTE POLITIQUE

Ce texte ne se veut pas une histoire du syndicalisme, pas plus que des différentes tendances syndicalistes. Il constitue simplement un rappel de positions communistes sur le sujet.

DEUX CONCEPTIONS OPPOSEES, UN COMBAT PERMANENT

Les communistes n'attendent plus rien des syndicats. Et cela depuis bien longtemps. Mais se cantonner à rappeler qu'ils sont les freins actifs des luttes n'est ni toujours juste ni suffisant. Deux conceptions radicalement différentes s'opposent sur la dite question syndicale.

La première, la nôtre, part du constat que les syndicats, dans certaines circonstances, sont capables de prendre l'initiative et d'organiser la défense de certains intérêts matériels des exploités (Cf. en novembre/décembre 1995 en France, lors de la mobilisation contre la première réforme des retraites), parce qu'ils ont besoin, dans leurs relations avec les autres composants de l'Etat, de faire la démonstration de leur utilité à encadrer la classe ouvrière. Mais, y compris dans ces cas, les syndicats ne propagent pas moins l'idée fausse qui voudrait que l'émancipation des opprimés soit possible dans le cadre de la démocratie du capital. Les syndicats oeuvrent ainsi à l'extension au domaine dit social de la démocratie politique bourgeoise classique. La possibilité de cette extension aux lieux de travail du domaine d'application de la démocratie du capital dépend à son tour de l'accroissement historique de la productivité sociale du travail, et donc de la valeur totale générée par le travailleur collectif.

La seconde conception de la question syndicale, très répandue dans les milieux politiques prolétariens, part de l'idée que si l'outil syndical tel qu'il existe est peu ou pas capable de porter les revendications ouvrières, il demeure, en soi, un organe utile à la classe exploitée et à la transformation communiste de la société. Cette conception, quand elle est pleinement intégrée, tient traditionnellement des approches du syndicalisme révolutionnaire et du bolchevisme.

Au cours du mouvement d'octobre 1993 à Air France, une poignée de salariés de cette compagnie aérienne écrivaient fort à propos dans l'un de leurs tracts :

« Faire pression sur les syndicats, c'est encore leur reconnaître une utilité qu'ils n'ont pas, même pour les négociations. On ne le répétera jamais assez : que celles-ci aient lieu au vu et au su de tout le monde, que les discussions soient retransmises en direct, sans manipulation. Nous avons également laissé aux syndicats le monopole des convocations d'assemblées générales (AG), de certaines initiatives. Nous n'avons pas besoin d'eux pour convoquer des AG, réfléchir sur le sens de la lutte et nous donner les moyens en conséquences. »

Par ces quelques phrases écrites dans le feu de la bagarre, ils ont montré avoir perçu tout l'enjeu de la question syndicale telle qu'elle se pose à l'époque de la domination du capital sur le marché mondial. En effet, depuis l'intégration des syndicats à l'Etat, leur rapport à la classe révolutionnaire ne peut être qu'antagonique. L'inimitié radicale entre révolution et capital passe désormais par la destruction des organismes syndicaux intégrés ainsi que par le dépassement des expériences du syndicalisme de classe. La constitution du prolétariat en sujet indépendant, donc l'apparition de son expression politique adéquate, est désormais à ce prix.

LA MARCHANDISE FORCE DE TRAVAIL AU CŒUR DE LA QUESTION SYNDICALE

La reproduction de la classe exploitée, de la marchandise dont elle est porteuse exclusive - l'aptitude au travail génératrice de nouvelle valeur -, est à l'origine de la question syndicale. Il y a un siècle et demi, Karl Marx écrivait :

« La valeur de la force de travail constitue la base rationnelle et déclarée des syndicats, dont il importe de ne pas sous-estimer l'importance pour la classe ouvrière. Les syndicats ont pour but d'empêcher que le niveau des salaires ne descende au-dessous du montant payé traditionnellement dans les diverses branches d'industrie, et que le prix de la force de travail ne tombe au-dessous de sa valeur. Ils savent, certes, que si le rapport entre l'offre et la demande change, le prix de marché change aussi. Mais, d'une part, un tel changement est loin d'être le simple fait unilatéral de l'acheteur, dans notre cas du capitaliste; d'autre part, il existe une grande différence entre, d'une part, le montant du salaire déterminé par l'offre et la demande (c'est-à-dire le montant résultant de l'opération 'honnête' de l'échange de marchandises, lorsque acheteur et vendeur traitent sur un pied d'égalité) et, d'autre part, le montant du salaire que le vendeur - l'ouvrier - est bien forcé d'accepter, lorsque le capitaliste traite avec chaque ouvrier pris isolément et lui impose un bas salaire, en exploitant la détresse exceptionnelle de l'ouvrier isolé, indépendamment du rapport général de l'offre et de la demande.

En conséquence, les ouvriers se coalisent afin de se placer en quelque sorte sur un pied d'égalité avec les capitalistes pour le contrat de vente de leur travail. Telle est la raison (la base logique) des syndicats. Ce qu'ils recherchent, c'est d'éviter que, sous la pression directe d'une détresse qui lui est particulière, l'ouvrier ne soit contraint de se satisfaire d'un salaire inférieur à celui qui était fixé auparavant par l'offre et la demande dans la branche d'activité déterminée, de sorte que la valeur de la force de travail tombe au-dessous de son niveau traditionnel dans cette industrie. Remarquons que cette valeur de la force de travail 'représente pour l'ouvrier lui-même le minimum de salaire, et pour le capitaliste le salaire uniforme et égal pour tous les ouvriers de l'entreprise'. Les syndicats ne permettent donc jamais à leurs membres de travailler au-dessous de ce minimum de salaire.

Ce sont des sociétés de sécurité créées par les ouvriers eux-mêmes. L'exemple suivant montre comment ces organisations formées par les ouvriers eux-mêmes s'y prennent pour défendre la valeur de la force de travail. Dans toutes les entreprises de Londres, il existe ce qu'on appelle des 'sweaters'. Un sweater, 'c'est quelqu'un qui se charge de fournir à un premier entrepreneur une certaine quantité de travail au salaire habituel en le faisant exécuter par d'autres à un prix moindre', de sorte que la différence - son profit - 'est pris sur la sueur des ouvriers qui, en fait, exécutent l'ouvrage'. Ce profit ne représente rien d'autre que la différence entre la valeur de la force de travail payée par l'entrepreneur et le prix inférieur à la valeur de la force de travail payée aux ouvriers par l'intermédiaire qui fait suer ceux qui travaillent. » (Karl Marx, *Un chapitre inédit du Capital*)

La marchandise force de travail possède donc deux propriétés spécifiques :

1. D'une part, elle est la seule marchandise ayant la faculté, dans certaines conditions objectives de la production, d'accroître la richesse en forme de capital. Ceci est un fait généralement connu et accepté.
2. D'autre part, elle est la seule marchandise qui est vendue systématiquement en dessous de sa valeur. La valeur ajoutée ne sert pas à rémunérer la force de travail en tant que telle mais seulement à acheter les éléments nécessaires à sa reproduction. Celle-ci est considérée par les capitalistes comme une ressource objective de la production, une valeur d'usage innée, au même titre que la terre.

Même sur ce terrain, celui de l'échange marchand d'équivalents, la force de travail ne se situe pas tout à fait sur le même plan que les autres marchandises. Cela n'est pas un détail.

C'est au contraire la raison profonde de l'intérêt des ouvriers pour des organisations qui, malgré leurs compromissions politiques avec les classes dominantes et leur intégration à l'Etat, essayent de rendre ce rapport de vente plus équitable, plus équilibré. Le syndicalisme, comme tout autre cartel de vendeurs de marchandises, n'aurait aucune raison d'être si la réalité permanente de l'échange inégal entre capital et travail n'existait pas. Ce dernier fait se

charge également de pointer les limites de l'exercice syndical en tant que tel. En effet, comme vendeur collectif de la marchandise force de travail, le prolétariat organisé en association, s'il poursuit le but de la réévaluation du prix de marché de sa marchandise, constate par là même que la valeur qui se valorise par son truchement représente sa limite infranchissable. Il est alors astreint à requalifier ses revendications économiques par le seul moyen de lutte qui lui reste accessible, celui de l'indépendance politique, celui de l'incompatibilité avec la valorisation du capital. En un mot, il doit dépasser la forme marchande de sa force de travail et, ainsi, renverser la dictature de la valeur. Sa lutte devient alors politique, sans pour autant perdre son ancrage, sa dimension et ses revendications économiques. D'ailleurs, dans certaines circonstances (comme celle de la crise), ces dernières ne peuvent aboutir que par le renversement politique des rapports de production capitalistes.

Cette dynamique sociale de l'Economique, qui, tôt ou tard, est vouée à s'exprimer par le Politique, a été bien comprise par l'adversaire de classe. Historiquement, ce dernier lui a ouvert le débouché de l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat. Une fois nationalisée, l'entraide ouvrière a été développée par l'Etat comme *protection sociale* et étendue à toute la société civile. Ceci lui a été possible en s'appuyant sur l'extraordinaire accumulation de capital à l'époque de la grande industrie mécanisée. L'essor formidable de la productivité du travail a fait en sorte que, durant les longues périodes de croissance économique, le salaire réel (direct et indirect) des ouvriers augmente alors que le salaire relatif (à la valeur ajoutée produite) diminuait.

Avec cette nouvelle phase historique, le réformisme politique ouvrier, désormais privé de son fondement matériel autonome (la contre-société ouvrière des coopératives, des sociétés ouvrières, des syndicats, des organismes récréatifs et sportifs), se retrouve tiraillé entre le capital et la révolution. La majorité acceptera la soumission à l'Etat en échange de la cogestion de fractions du salaire ouvrier (ex. salaire indirect). Une minorité s'accrochera pendant un court moment au train en marche de la révolution prolétarienne pour, ensuite, revenir au bercail de la démocratie sociale triomphante.

UNE QUESTION DONT LES PARAMETRES ONT PROFONDEMENT CHANGE

Les syndicats ne sont pas une création machiavélique des patrons. Formés dans les premiers combats de classe, d'emblée, ils ont visé l'établissement de conditions d'exploitation moins rudes en réunissant les énergies les plus larges (ouvriers, artisans et paysans pauvres en très grande majorité). En dépit de leur caractérisation primordiale d'organes éminemment défensifs, dès leur origine, les coalitions d'entraide socialistes ont rompu avec le syndicalisme confessionnel (essentiellement chrétien en Europe) sur le terrain de la PERSPECTIVE POLITIQUE DES LUTTES DEFENSIVES DE LA CLASSE. Celui-ci est, aujourd'hui, encore et toujours (et, peut-être, plus que jamais) au centre des préoccupations des révolutionnaires.

Frederich Engels, dans une lettre à August Bebel de mars 1875, rappelle que le syndicat est « *une organisation du prolétariat en classe au moyen de laquelle il mène sa lutte quotidienne contre le capital et fait son apprentissage pour la lutte suprême* ». La lutte politique est vue comme l'issue naturelle de la lutte quotidienne et défensive. Dans une lettre à F. Bolte du 23 novembre 1871, Karl Marx définit précisément les caractéristiques d'une lutte politique autonome de la classe ouvrière dans les conditions de son époque.

« *Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi, l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine, ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est politique, lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc..*

C'est de cette manière que, de tous les mouvements économiques isolés, se développe partout un mouvement politique, autrement dit un mouvement de classe en vue de réaliser ses intérêts sous forme générale qui ait force de contrainte pour la société toute entière. »

En 1912, Lénine précise à son tour que, dans ces circonstances particulières de la lutte politique indépendante, « *le prolétariat joue non seulement le rôle d'une des classes de la société bourgeoise, mais encore celui de force dominante, c'est-à-dire de dirigeant, de guide et d'avant-garde* » globale. Préfiguration, s'il en est, de la période de transition, la lutte politique prolétarienne creuse les fondations de la dictature des classes opprimées sur les classes jusqu'ici dominantes. Aucune mention n'est faite ici de la forme du processus de dépassement du capitalisme, pouvant aussi bien se matérialiser par des réformes capables de démanteler pièce par pièce l'édifice des rapports de production et de l'Etat ou encore par une rupture révolutionnaire de type insurrectionnel. Et ce n'était pas un hasard. Jusqu'au déclenchement du premier conflit impérialiste mondial, le socialisme gardait les deux fers au feu. Le mouvement socialiste, pourtant divisé alors en courants réformistes et révolutionnaires, n'avait pas encore été confronté à l'intégration pleine et durable de l'une de ses parties à l'Etat. C'est pourquoi, la première fracture traversant de bout en bout le corps prolétarien organisé n'a pas eu comme enjeu réformes ou révolution mais bien le développement politique des combats défensifs. Dans le livre consacré aux origines du mouvement ouvrier italien, l'historien Gastone Manacorda décrit, en 1963, les contours du problème.

« L'histoire de l'organisation ouvrière est une histoire politique, l'histoire de la lutte politique qui s'est déroulée autour de l'apparition d'une nouvelle classe dans la vie du pays. D'un côté, cette lutte se présente comme une bataille entre les courants politiques préexistants afin d'affirmer leur prédominance sur les travailleurs : ou bien en excluant de la politique les associations ouvrières (les modérés), ou bien en tentant d'en faire la base d'un parti démocratique (les mazziniens, puis les radicaux). De l'autre, elle apparaît comme la difficile affirmation de l'autonomie politique du mouvement ouvrier, qui s'arrache de la soumission aux partis bourgeois. » (Gastone Manacorda, *Il movimento operaio italiano*)

Action à double détente de la part de la classe, par conséquent. Acquérir d'emblée la capacité d'agir dans la sphère politique en combattant les fractions qui en son sein la vouent à la simple action syndicale. Et devenir, simultanément, un sujet politique autonome, pour soi. La première Internationale était l'organe unitaire des courants politiques convaincus de la nécessité, pour les travailleurs, d'exister comme force politique. On y retrouvera, côte à côte, les anarchistes, les démocrates radicaux et les socialistes de toutes obédiences. On y retrouvera également une grande partie des organismes de défense et d'entraide ouvrière s'inscrivant dans cette ligne. Mais la première Internationale a également été le premier lieu du combat pour l'affirmation de l'autonomie ouvrière. Lutte qui s'est très rapidement soldée par la scission entre socialistes et démocrates radicaux, puis entre socialistes et anarchistes.

Le processus d'autonomie politique de la classe ouvrière naît ainsi au sein des syndicats, afin de les sortir de la voie sans issue de la lutte purement économique. Les socialistes, réformistes et révolutionnaires confondus, défendaient à la fois la nécessité des combats défensifs et l'exigence de leur subordination à la lutte politique indépendante tendant au dépassement des sociétés divisées en classes.

« Syndicats : leur passé, présent et futur

A. Leur passé

Le capital est une force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force de travail individuelle. Le contrat entre le capital et le travail ne peut donc jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot 'équitable' le sens altéré qu'on lui connaît dans une société où les conditions matérielles sont d'un côté et l'énergie productive vitale de l'autre. La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la

force du nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable qu'ils se font les uns aux autres. Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou, du moins, atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils pussent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objet immédiat des syndicats était toutefois limité aux nécessités des luttes journalières, à des expédients contre les empiétements incessants du capital, en un mot aux questions de salaire et d'heures de travail. Cette activité n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne peut y renoncer tant que dure le système actuel ; qui plus est, les syndicats ouvriers doivent généraliser leur action en s'unissant dans tous les pays. D'un autre côté, les syndicats ouvriers ont formé, sans même en être vraiment conscients, des centres d'organisation de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du Moyen Âge en avaient constitué jadis pour la classe bourgeoise. Si les syndicats sont indispensables dans la guerre de guérilla du travail et du capital, ils sont encore plus importants comme force organisée pour supprimer le système du travail salarié et la domination du capital.

B. Leur présent

Les syndicats s'occupent trop exclusivement des luttes locales et immédiates contre le capital, et ne sont pas encore tout à fait conscients de la force qu'ils représentent contre le système lui-même de l'esclavage salarié. Ils se sont trop tenus à l'écart des mouvements sociaux et politiques plus généraux. Néanmoins, dans ces derniers temps, ils semblent s'éveiller à la conscience de leur grande mission historique, comme on peut en conclure, par exemple, de leur participation aux récents mouvements politiques en Angleterre et de l'idée plus haute qu'ils se font de leur fonction aux États-Unis, ainsi que de la résolution suivante, adoptée par la grande conférence des délégués des syndicats à Sheffield : 'Cette conférence, appréciant à leur juste valeur les efforts faits par l'Association internationale des travailleurs pour unir dans une confédération fraternelle les ouvriers de tous les pays, recommande avec force à toutes les sociétés représentées ici de s'affilier à cette organisation, dans la conviction que l'Association internationale forme un élément nécessaire au progrès et à la prospérité de toute la communauté ouvrière.'

C. Leur futur

À part leur œuvre immédiate de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, ils doivent agir maintenant comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation complète. Ils doivent soutenir tout mouvement politique et social tendant dans cette direction. En se considérant et en agissant eux-mêmes comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, ils réussiront à regrouper dans leur sein tous ceux qui ne sont pas organisés. Ils doivent s'occuper avec le plus grand soin des intérêts des métiers les plus mal payés, notamment des ouvriers agricoles que des circonstances particulièrement défavorables empêchent d'organiser une résistance organisée. Ils doivent faire naître ainsi la conviction dans les grandes masses ouvrières qu'au lieu d'être circonscrites dans des limites étroites et égoïstes, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. » (Karl Marx, Instructions pour les délégués du conseil central provisoire de l'A.I.T. sur les différentes questions à débattre au Congrès de Genève du 3-8 septembre 1866)

Depuis toujours, pour les communistes, juger de l'opportunité de la présence organisée au sein de formations syndicales dépend avant tout de leur capacité à s'inscrire dans la perspective de la lutte politique autonome de la classe ouvrière. La question du degré d'efficacité dans leur domaine spécifique d'action (la lutte économique) relève d'une mauvaise approche. Une approche apolitique, de type syndicaliste, que nous réfutons catégoriquement. L'autonomie ouvrière n'est pas représentée par le syndicalisme de classe..

« La classe ouvrière reste pauvre au milieu d'un accroissement de richesses et végète misérablement au milieu d'un luxe toujours croissant. La misère matérielle débilite l'ouvrier, moralement aussi bien que physiquement. La classe ouvrière n'a rien à espérer d'une autre classe. C'est pourquoi il est absolument nécessaire qu'elle défende elle-même sa cause. Elle doit modifier son attitude envers les capitalistes et les propriétaires fonciers, et cela signifie qu'elle doit transformer toute la société. Tel est, pratiquement, le but général de toute l'organisation ouvrière : les ligues ouvrières et paysannes, les syndicats et sociétés de secours mutuel, les coopératives de production et de consommation ne sont tous que des moyens pour atteindre ce but. » (Interview de Karl Marx par le Woodhull & Claflin's Weekly)

La séparation, puis l'opposition, entre luttes défensives et mouvement politique de la classe est l'idée contre-révolutionnaire contre laquelle se battait le premier socialisme. Cette idée fautive perdue dans les conditions du capitalisme mûr. Elle doit être combattue avec la même vigueur d'antan. En '68 et '69, le CUB (Comité unitaire de base) de l'usine Pirelli de Milan, en Italie, poursuivait ce même combat.

« Toute revendication peut être résorbée par le capital. Toutefois, si la perspective de la lutte ouvrière est politique, il est possible de refuser la subversion sans lendemains et de créer des moments et des lieux de lutte révolutionnaire. Dans la situation actuelle, nous sommes confrontés à une division entre le moment économique de la lutte, géré par les syndicats, et le moment politique, géré par les partis ouvriers. Mais c'est précisément l'union entre la lutte économique et celle politique qui peut mettre en crise la société capitaliste. En effet, la lutte économique n'est féconde que si l'on se bat contre le plan général de la politique patronale, dans l'usine et dans la société (lutte politique). De plus, la lutte économique n'est féconde que lorsqu'elle jaillit de la lutte politique. Inversement, le combat politique ne peut pas se séparer, sous peine de dépérir, des luttes économiques. En outre, c'est au travers de la prise de conscience des ouvriers de leurs propres intérêts et droits sur les lieux de travail qu'on peut parvenir à la lutte générale dans la société, et vice-versa. Quand, comme maintenant, le combat politique est confié aux dirigeants de parti et le combat économique à leurs homologues syndicaux, il y a le risque que la classe ouvrière devienne étrangère aux deux processus. Sans compter, en plus, que les dirigeants se transforment en bureaucratie de parti et de syndicat. Le CUB représente une tentative de redonner à la classe ouvrière son rôle de sujet aussi bien de la lutte économique que de la lutte politique. »

En commentant les affrontements du 3 juillet 1969 à Turin (Italie) - connus sous le nom de Corso Traiano -, l'assemblée des ouvriers et des étudiants de la ville du nord de la péninsule, premier organisme autonome du pays surgi des luttes aux usines Fiat de l'année précédente, relevait que :

« La richesse politique de la lutte chez Fiat, sa force de masse, permettent aujourd'hui à l'ensemble de la classe ouvrière italienne de passer à une phase de lutte sociale générale sur des objectifs, des formes et des temps de la lutte qui ne soient plus fixés sur la base des exigences du développement du capital, du syndicat et du parti mais entièrement déterminés par l'organisation autonome des ouvriers. »

C'étaient des considérations et des jugements de toute première importance car ils ont jailli du point le plus haut atteint par le dernier cycle politique prolétarien dans l'Occident capitaliste développé.

L'INTEGRATION DES SYNDICATS A L'APPAREIL D'ETAT

Dès la pleine affirmation du prolétariat en tant que classe, au 19^{ème} siècle, une double tendance s'est manifestée. D'une part, la bataille pour l'amélioration de sa condition dans le cadre du capitalisme ; d'autre part, la forte aspiration à une société sans classes, plus juste, où l'activité créatrice de l'homme serait enfin reconnue comme le moteur et le centre de la société.

Pour améliorer sa condition, la classe ouvrière s'est organisée en syndicats. Ceux-ci, dans le contexte historique du 19^{ème} siècle, étaient une expression ouvrière. Cependant, très rapidement, les capitalistes ont compris l'intérêt d'acheter la paix sociale par des améliorations à la condition ouvrière. Mais, pour mettre en place la paix sociale, il fallait avoir en face des spécialistes de la négociation, partageant la finalité de la conservation du système. Le mouvement de bureaucratisation et d'intégration à l'Etat capitaliste des vieux syndicats de classe était ainsi lancé. Il aboutira à la constitution d'appareils syndicaux légaux. Si, au début du 20^{ème} siècle, malgré les déjà nombreuses trahisons des grèves, on pouvait encore envisager le redressement énergique de certains de ces vieux syndicats, il ne pouvait plus en être ainsi après le 2 août 1914, date incarnant leur passage politique dans le camp de la bourgeoisie belliqueuse. En France, en Allemagne et en Grande-Bretagne, les syndicalistes ont participé à la planification industrielle de l'effort de guerre. Durant la vague révolutionnaire mondiale de 1917-1927 (de la Révolution d'octobre à la Commune de Shanghai), tous pays et toutes nuances politiques confondues, les bureaucraties syndicales sociales-démocrates et staliniennes ont agi en auxiliaires de l'écrasement de la révolution.

Dans la période présente marquée par la reconnaissance et l'intégration des syndicats à l'Etat, et ce depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale (bien avant en France), il ne peut y avoir d'organes permanents de défense des intérêts des ouvriers. Si plusieurs luttes autonomes ont abouti à la formation d'organes indépendants, ceux-ci n'ont désormais plus aucune chance de survie en l'état. Une alternative simple leur apparaît. Ou bien l'organisation autonome est à même de dépasser ses limites originelles, au prix de se retrouver minoritaire, pour se placer essentiellement sur le plan politique, ou bien elle est vouée à enrichir les instituts de la démocratie sociale du capital en se cantonnant à la défense des intérêts immédiats des travailleurs. En réalité, il y a une troisième issue qui, au demeurant, s'est produite le plus souvent : la disparition pure et simple de l'organisation autonome à la fin d'un cycle politique prolétarien, accélérée ou pas par la répression. C'est le cas italien des années 1968/1978.

On comprend bien alors que la question de l'autonomie ouvrière ne doit aucunement être réduite à une banale affaire de techniques et de formes d'organisation. Il ne suffit pas de proférer les paroles magiques de comité, coordination, Cobas ou autre syndicat révolutionnaire pour changer la donne. Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, on a eu affaire à toutes sortes de combinaisons : des partis ouvriers sans ou avec syndicats, des syndicats plus ou moins politisés sans ou avec un parti, des conseils ou des milices sans ou avec parti et/ou syndicat. Aucune alchimie organisationnelle n'a démontré être un gage suffisant de la victoire. Lorsque la lutte de classe engendre des organes *ad hoc*, la dynamique du mouvement, si elle n'est pas interrompue, tend toujours à leur unification, à leur fusion au service de la concentration maximale des forces disponibles.

La relation entre luttes défensives et combat politique est tout sauf linéaire. S'il est vrai que la lutte quotidienne représente l'école du communisme, elle peut se dresser contre celui-ci quand le capital parvient à la figer dans ses limites de marchandage du prix de l'utilisation de la force de travail. Frein potentiel aux possibles développements révolutionnaires autant que base des combats politiques de la classe ouvrière, les luttes dites économiques demeurent un sujet de réflexion de tout premier ordre au sein du mouvement communiste.

Une fois bien compris le caractère à la fois organique et contradictoire des deux formes concrètes d'expression du prolétariat en tant que classe (lutte défensive, le préservant comme classe de la société du capital ; lutte politique, l'affirmant comme sujet de la transformation radicale du mode et des rapports de production), on peut enfin aborder la nature profonde du syndicat. Produit historique nécessaire de la condition ouvrière, le syndicat définit sa raison d'être par la négociation des modalités d'échange de la marchandise

force de travail. Sa qualité s'est progressivement muée en sa limite fondamentale dès lors que son statut social et politique a été redéfini par les classes dominantes. Ils deviennent ainsi des articulations de l'Etat visant une certaine répartition d'une partie de la valeur ajoutée globale. Cette dernière, le salaire, sert, à la fois, à la reproduction de l'aptitude au travail des ouvriers et au monnayage des poussées indépendantes des travailleurs. Or les syndicats d'Etat ne défendent le salaire qu'en tant que capital variable, c'est-à-dire du capital capable de générer de la nouvelle valeur. Autrement dit, ils ne se battent pour le salaire qu'à la condition que le rapport salarial ne soit pas remis en cause et, au contraire, en sorte renforcé.

Il n'est pas rare que les syndicats ne défendent pas le salarié, même en tant que condition subjective de la production. En revanche, les syndicats se sentent autorisés à revendiquer des améliorations de la situation des travailleurs quand il est clair que le commandement d'entreprise et d'Etat ne va pas être remis en cause. « *Contestation (et même lutte dure) peut-être, révolution jamais* » est leur unique devise. Les syndicats d'Etat défendent le travailleur en tant que *variable dépendante* du mode de production capitaliste, afin qu'il en demeure toujours ainsi. Les communistes, pourtant soucieux de l'amélioration de la condition matérielle de la classe ouvrière et de son salaire, savent que la meilleure façon de se défendre est d'attaquer les fondations du capitalisme, le rapport d'exploitation lui-même. La lutte économique n'a de sens qu'encadrée dans la perspective de la révolution prolétarienne.

Pour les communistes, les revendications matérielles ne sont donc pas une fin en soi. Elles ne sont comprises qu'en tant qu'expression d'un rapport de forces entre travailleurs en lutte et capital. En dehors des luttes, ils se cantonnent pour l'essentiel à la propagande des idées communistes. Et ce parce que, en ces moments creux du conflit de classes, les ouvriers ne s'expriment pas en tant que classe sociale agissant pour la défense de ses intérêts exclusifs.

Quand, au contraire, les prolétaires se redressent, l'intervention révolutionnaire tend vers l'établissement d'un rapport étroit et continu avec les salariés en lutte. S'il ne faut pas agir alors en donneurs de leçons, en avant-gardes autoproclamées, de même et inversement, il s'agit d'éviter à tout prix d'employer la flatterie populiste. Contribuer à l'avancement du mouvement en lui proposant certains moyens jugés indispensables dont il ne dispose pas immédiatement pour atteindre le plus rapidement possible son indépendance politique, voilà résumée notre tâche.

Ce que nous poursuivons, c'est la fin du travail salarié, alors qu'aujourd'hui, au mieux, on ne peut obtenir que *moins de travail et plus de salaire*. Le passage de la lutte défensive à l'amorce d'un processus révolutionnaire ne dépend nullement de la satisfaction d'une revendication particulière, mais, d'après Karl Marx, de « *l'union grandissante des prolétaires* ». La satisfaction des revendications ouvrières est toujours éphémère, car les concessions faites par le capital peuvent à tout instant être retirées par ce dernier en fonction exclusive de ses impératifs de valorisation. Si les luttes défensives quotidiennes restent l'école du communisme, à l'échelle historique, elles devront dépasser l'horizon borné de la catégorie, de l'entreprise, de la nation, des prix et de la valeur.

TRAVAILLER DANS LES SYNDICATS ?

Les syndicats d'aujourd'hui, peuvent-ils servir la révolution ? Au vu de leur désormais très longue histoire d'intégration aux Etats, la réponse est nette : Non, car inaptes à tout emploi en tant qu'organes de classe. Depuis très longtemps, il n'y a pas eu une lutte aux potentialités radicales qui n'ait pas été dévoyée, freinée, sabotée, et ce de la moindre grève locale aux mouvements d'ampleur comme en mai 1968. De plus, périodiquement et selon les nécessités conjoncturelles de leurs maîtres, les syndicats ne défendent même pas toutes leurs prérogatives. On les a vus aller jusqu'à accepter le recul du droit de représentation du personnel, à établir une réglementation consensuelle du droit de grève.

L'existence des syndicats s'alimente, en période de paix sociale, de la passivité des salariés, avec lesquels ils entretiennent des relations électorales clientélistes fondées sur la prolifération des conseils juridiques et des démarches légales, stimulant la passivité et la délégation parmi les travailleurs. En France, les syndicats sont bien davantage financés par les dons étatiques et des entreprises que par les cotisations de leurs adhérents. Pour justifier de ces subsides, l'appareil syndical doit démontrer sa capacité d'encadrement des salariés.

Les révolutionnaires n'ont donc rien à faire dans les syndicats d'Etat, rien à espérer d'eux, et surtout pas à propager l'illusion de leur possible redressement.

A l'époque de la démocratie sociale développée et de l'intégration syndicale accomplie, il est inenvisageable de tabler sur la survie des organes autonomes issus des luttes. Mais, après la lutte, tous les ouvriers ne retombent pas nécessairement du jour au lendemain dans l'individualisme et l'isolement. Des instruments minoritaires de classe pourront encore se constituer, mais exclusivement sur le terrain politique. La formalisation d'un réseau de ces comités ouvriers est l'une des conditions favorisant la formation d'une organisation politiquement centralisée et de masse du prolétariat révolutionnaire. Dans ce cadre, ce que les communistes peuvent et doivent faire, c'est contribuer au surgissement d'une conscience politique indépendante en accroissant la confiance des ouvriers en eux-mêmes. Il s'agit de montrer que, y compris pour contrer des faits mineurs de l'exploitation, les prolétaires n'ont pas besoin de préposés à la tâche.

Une alternative à la ligne des comités politiques est représentée par la constitution de nouveaux syndicats. Tentatives systématiquement vouées à l'échec car, à l'époque de la démocratie sociale, le réformisme ouvrier ne peut plus se constituer en structure indépendante permanente. L'illusion sincère de pouvoir améliorer durablement la condition des exploités n'a aucune chance de déboucher sur la création, puis le maintien de syndicats de classe. Seule est finalement laissée au réformisme ouvrier l'issue de la participation au jeu démocratique du capital.

L'autre articulation de la ligne syndicaliste est celle de l'entrisme dans les syndicats existants. Mais, peut-on sérieusement croire qu'une poignée de militants ouvriers pourraient rejoindre une structure syndicale officielle pour bénéficier de certains avantages légaux encore en vigueur aujourd'hui (délégation, heures hors production ...) sans payer, à la longue, le prix fort de la soumission, passive ou active, au patron et à l'Etat ? Evidemment, tous les militants qui s'engagent dans l'activité syndicale - et quelles que soient leurs démarches pour la concevoir - sont prêts à jurer la main sur le cœur qu'ils seront du bon côté quand les combats de la classe ouvrière mettront à nouveau à l'ordre du jour la nécessaire rupture avec les syndicats. Mais ceux-là devraient tout de même se poser la question de ce que sont devenus les gauchistes de l'après mai 1968 qui ont emprunté, toutes tendances confondues, cette voie. Quand on parle des appareils syndicaux en 2003, il faut avoir à l'esprit qu'ils sont en grande partie constitués justement d'éléments issus de mai 1968 engouffrés par la suite dans le syndicalisme dit contestataire. Et pourtant, certains des courants d'extrême gauche issus de mai 1968 étaient autrement plus virulents à l'époque contre les bureaucrates syndicaux que ne le sont aujourd'hui les syndicalistes alternatifs, les mêmes qui prétendent que eux ne se laisseront pas reconvertir.

La nécessité d'une critique en profondeur du syndicalisme ne doit cependant pas se solder par un rabâchage obsessionnel d'exhortations permanentes à la révolution ou, pire, par la négation de toute revendication particulière. Ce qu'il faut viser par la critique ce n'est pas la recherche de l'amélioration de la condition d'exploité mais le syndicalisme qui sépare les combats défensifs de la perspective politique communiste afin de les incorporer dans les multiples dispositifs de la démocratie sociale du capital.

Le syndicalisme fait de la lutte économique un choix, un horizon voulu et conçu comme indépassable, se suffisant à lui-même. C'est cela qui doit être attaqué. Le syndicalisme est l'une des idéologies les plus pernicieuses pour la perspective révolutionnaire.

QUELLE CRITIQUE DU SYNDICAT ?

Revenons sur les termes de la question syndicale telle qu'elle a été posée à l'orée du 20^{ème} siècle. Lénine, dans son ouvrage *Que faire ?* (1902), reprend une thèse erronée, largement inspirée par la social-démocratie de la deuxième Internationale. D'une part Lénine nie que la conscience révolutionnaire puisse surgir spontanément de la lutte quotidienne contre l'exploitation. « *La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons* », écrit-il. D'autre part, il établit que toute lutte défensive ne peut générer qu'une conscience politique de type trade-unioniste, réformiste. Tout en reconnaissant que « *l'élément spontané n'est au fond que la forme embryonnaire du conscient* », Lénine dessine une césure entre spontanéité et révolution quand il affirme que les mouvements prolétariens qui ne sont pas dirigés par les communistes - porteurs exclusifs de la conscience révolutionnaire - ne produisent que du réformisme ouvrier. « *L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc.* »

En poursuivant ce raisonnement, on arrive, peu ou prou, au résultat suivant : de la stricte défense collective des intérêts matériels des prolétaires n'émanerait qu'une expression politique réformiste et non révolutionnaire. La révolution relèverait alors du Politique dans son acception la plus abstraite, c'est-à-dire extérieur aux rapports de production. La conscience ne pourrait donc surgir qu'en étudiant le marxisme, à l'abri des rapports de production. Où en est-on du « *communisme qui surgit spontanément du sous-sol de la société* », selon l'expression de Karl Marx ? Qu'en est-il de la lutte défensive en tant qu'*école de communisme*, dont le résultat le plus important est *l'union grandissante des prolétaires* ?

Chez Lénine et Bordiga, le réformisme ouvrier se voit créditer d'une supériorité objective sur la révolution car le premier naît et se reproduit sans cesse au sein même des rapports capitalistes de production. D'une certaine manière, le réformisme n'aurait pas besoin d'investir le champ de la Politique institutionnelle. Il peut rester sur le terrain syndical sans en être nullement diminué. Le Politique, comme à la belle époque des *Unions* anglaises, se voit réduit à un simple appendice parlementaire, certes utile mais exclusivement fonctionnel à l'obtention d'un cadre légal aux rapports contractuels entre capital et travail.

Chez Marx, la question de la corrélation entre les bases du réformisme ouvrier et de la révolution est posée d'une façon autrement plus complexe et apparaît dans ses écrits sous plusieurs facettes. La critique de l'économie politique (et des *Unions* anglaises, pourrait-on ajouter) vise entre autres à « *détruire cette séparation, pour démontrer comment une forme économique apparemment pure et le pouvoir, c'est-à-dire le Politique, sont en relation* ».

Marx fournit les catégories permettant de comprendre le lien entre lutte économique et lutte politique. Premièrement, selon lui, la reproduction de la société capitaliste réside dans l'acte de consommation productive de la force de travail, c'est-à-dire au sein de l'usine, lorsque le capitaliste met en mouvement et utilise la puissance créatrice de l'ouvrier collectif dans le procès de travail (procès de production immédiat). Si tel est le cas, il est erroné d'aller chercher le fondement de la conscience ailleurs que dans les ateliers de la production sociale, donc ailleurs que dans les luttes quotidiennes contre la machine, le commandement d'usine, l'organisation du travail concret. Deuxièmement, dans le domaine de la circulation, de la lutte sur le marché du travail pour s'assurer un meilleur traitement, la mystification de la marchandise et des lois de l'échange d'équivalents agit pleinement, souligne-t-il.

D'où la place objective pour un combat limité au terrain de l'obtention d'un salaire meilleur. D'où aussi l'existence de conditions matérielles pour le réformisme ouvrier. La lutte défensive peut en effet se borner à cela et rester à la surface du rapport de production capitaliste, contestant uniquement les termes de l'échange entre marchandises. Dans ce cas, la critique pratique des ouvriers de leur propre condition n'investit la force de travail que comme valeur d'échange tandis qu'elle ne touche que très marginalement sa nature de valeur d'usage particulière capable de créer une nouvelle valeur. Dans ce contexte, son expression la plus adéquate est le syndicalisme réformiste. C'est le scénario décrit par Lénine. A l'inverse, quand l'ouvrier collectif réagit massivement, non seulement contre les conditions particulières de la location de sa force de travail par le patron, mais aussi contre l'emploi de sa puissance productive dans le procès de travail, là, en radicalisant son combat, en pointant toujours davantage les caractéristiques spécifiques de son exploitation, il peut enfin développer sa conscience révolutionnaire.

Bien sûr, en soi, ce n'est nullement une question quantitative (combien d'heures de grève, quelle extension du conflit ...), mais du degré concret d'indépendance vis-à-vis de la production de marchandises. Ce n'est pas non plus essentiellement une question d'objectifs : on peut lutter pour le salaire et pour la défense de sa condition de plusieurs façons. Et, pour finir, ce n'est pas non plus une question de formes d'organisation car celles-ci sont le produit des luttes plutôt que leurs instigatrices. L'organisation politique indépendante du prolétariat n'est autre que la forme aboutie du combat de classe, le produit politique mûr de la lutte radicale. Organisation et lutte politique donc parce que l'économique frappée de pureté n'existe pas. Au même titre que le Politique comme sphère séparée, étanche. Bien entendu, cette vision n'a rien à voir avec un quelconque dépassement des limites syndicales réformistes de la lutte ouvrière par « *l'initiative extérieure d'une organisation politique indépendante du prolétariat.* » (Lénine, *Que faire ?*)

Toute lutte défensive est à la fois économique et politique ou encore tout combat économique est finalement politique. Aussi, si la radicalité du combat de classe peut varier, toute lutte ouvrière défensive affiche un signe politique dominant, réformiste ou révolutionnaire, ce qui n'exclut pas, au demeurant, leur coexistence. Jusqu'à un certain point et pendant un temps donné, tout conflit ouvrier peut voir cohabiter ces deux expressions politiques plus ou moins formalisées. Naturellement, cette cohabitation n'est – ne peut être – rien moins que conflictuelle. Le développement des luttes peut aussi bien aboutir au dépassement ou non des positions réformistes. Comment interpréter autrement, par exemple, l'*automne chaud* italien de 1969 ? Voilà, très succinctement, des grèves initialement suscitées par les syndicats d'Etat sur des objectifs jugés raisonnables qui se sont rapidement transformées en un formidable creuset pour l'autonomie ouvrière et dont l'épilogue a engendré un résultat *trade-unioniste* résumé par l'adoption d'un *Statut des travailleurs*.

Peut-on alors, à la mode des léninistes, en fondant l'analyse du mouvement uniquement sur son issue, décréter que celui-ci n'était que syndical ? Peut-on, à la mode de certains pseudo-ouvriéristes, qualifier ce mouvement de combat politique offensif qui n'aurait été stoppé que par la répression et la trahison de la gauche du capital ? Bien évidemment, la réponse est négative dans les deux cas. Ces jugements simplifient à l'excès une réalité qui s'est avérée autrement plus complexe. Le réformisme ouvrier, toujours remis en avant par la dynamique propres aux luttes défensives (Cf. la formation de *Solidarnosc*, du *NUM-COSATU*, du *KCTU* coréen ou encore des embryons de syndicats clandestins en Chine), à l'époque de l'épanouissement de la démocratie sociale, ne parvient qu'exceptionnellement et pendant des périodes courtes à se doter d'une structure et d'un programme opposés aux classes dominantes. Avec l'extraordinaire accumulation de capital qui a suivi les deux guerres mondiales et l'introduction massive du machinisme dans le procès de travail, les instituts réformistes ouvriers se sont progressivement transformés en organes de l'Etat. Ainsi associés

à la gestion de portions de salaire et de l'exploitation, ces organes contribuent généralement à moderniser et élargir le champ d'application de la démocratie bourgeoise.

Le développement de la démocratie sociale dans l'entreprise avec son dense réseau d'instituts propres au 20^{ème} siècle introduit des mécanismes de nivellement politique des salariés. Désormais, au sens de l'idéologie dominante, l'ouvrier acquiert au sein même de l'usine certaines des facultés propres au citoyen. Fort de ses nouvelles prérogatives établies par les lois et protégées par l'Etat, le salarié est à même d'apporter des éléments d'égalité politique sur son lieu d'exploitation, aptes à faire reculer la dictature du patron. Ainsi, selon cette thèse, dans l'atelier s'exercerait la nouvelle bataille civique décisive visant à émanciper politiquement le salarié via l'extension d'un épais tissu de *nouveaux droits*. Par ce processus, la dichotomie classique entre démocratie dans la société et dictature dans l'usine s'estomperait. La réalité est tout autre.

L'ouvrier est désormais confronté, y compris sur son lieu d'exploitation, à la mystification démocratique qui s'ajoute au traditionnel despotisme de la machine et du surveillant de la production. La dictature du capital dans l'usine devient plus complexe en s'enrichissant de l'application du principe démocratique jusque dans l'atelier. De prime abord, naturellement, cette nouvelle donne rend plus difficile le démarrage de la lutte ouvrière autonome, mais, lorsqu'elle éclate, cette dernière exprime une plus grande maturité, davantage capable d'investir l'ensemble des rapports sociaux basés sur la valorisation.

Le combat contre la démocratie dans l'entreprise devient ainsi un front crucial dans la guerre de classes. Mené avec cohérence, il trace une ligne de démarcation nette et infranchissable entre le parti ouvrier et le parti du capital. L'extension de la mystification démocratique aux lieux d'exploitation renforce l'idée qui veut que l'ouvrier dispose directement sur son lieu du travail de tous les éléments nécessaires pour parvenir à la critique de la totalité de la société du capital. Il suffit qu'il observe sans les œillères de l'idéologie dominante ce qui se passe là même où on l'exploite.

Du coup, le réformisme en tant qu'expression indépendante du capital devient une perspective de plus en plus improbable. La tentative des trotskistes de faire passer les syndicats et les partis de gauche ralliés à l'Etat pour les héritiers légitimes du réformisme ouvrier d'antan n'est alors qu'une misérable falsification. Loin de toute reproduction des schémas frontistes du passé (qui ont, par ailleurs, systématiquement échoué), les révolutionnaires considèrent les différents organes de la démocratie sociale, les instituts de l'intégration capitaliste des prolétaires en guise de première ligne de l'adversaire de classe devant être traités en conséquence. C'est le principal enseignement de la vague mondiale de luttes ouvrières autonomes des années 1960 et 1970.

L'ANARCHO-SYNDICALISME SUR LA CORDE RAIDE DE LA DEMOCRATIE SOCIALE

A la marge de l'intégration à l'Etat des grosses centrales et confédérations syndicales, existe encore aujourd'hui un petit courant qui se prétend l'héritier de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire d'antan qui se concevaient comme la cellule élémentaire de l'association des producteurs à venir. Il y a plus d'un siècle, cette tendance révolutionnaire était apparue en réaction à la dégénérescence réformiste et politicienne de la social-démocratie qui se commettait toujours plus ouvertement avec l'aile progressiste de la bourgeoisie. Quelques militants internationalistes de la Première Guerre mondiale tels Pierre Monatte, Alfred Rosmer et le groupe en France de *La Révolution prolétarienne* s'y rattachaient. Mais la contre-révolution des années 1920 est également venue à bout de ce courant. Il disparut aux alentours de la Seconde Guerre mondiale au même titre que la quasi-totalité des oppositions de gauche.

L'anarcho-syndicalisme, après de grands mouvements en Argentine, en Italie et au Japon, se prévaut d'une ultime page glorieuse lors de la guerre d'Espagne. Après avoir mené vaillamment l'insurrection prolétarienne, les anarchistes de la CNT-FAI ont fini en cogérant les usines et l'Etat républicain dans son combat contre les franquistes. En Catalogne, ayant de fait pris le pouvoir grâce à l'insurrection qu'elle avait dirigée, la CNT n'a su que le remettre entre les mains de la bourgeoisie progressiste. Les ministres anarchistes ont siégé au gouvernement de la république bourgeoise. Cette grave compromission s'est illustrée notamment par les désarmements des insurgés par les chefs 'anarchistes' lors des événements de mai 1937 à Barcelone, ouvrant ainsi la phase de la répression stalinienne.

Après ce dernier combat à l'issue tragique, l'anarcho-syndicalisme a presque complètement disparu et n'a survécu qu'au travers une nébuleuse d'organisations microscopiques ressassant un passé révolu. Aujourd'hui, ses descendants agissent comme leurs grands frères des centrales établies du syndicalisme d'Etat. Certains se font reconnaître et élire dans les différentes instances et structures de base de la cogestion étatique (représentants aux comités d'entreprise, membres des commissions sécurité et hygiène et, dans une mesure nettement moindre, les délégués du personnel). Groupes de pression sur les autres syndicats et de propagande libertaire, lorsqu'ils agissent sur le terrain des luttes ouvrières, ces formations anarcho-syndicalistes s'alignent avant tout sur les positions de fond et les pratiques de leurs aînés institutionnalisés (Cf. la défense des services publics en France).

LES IWW, DEPASSEMENT DE L'OPPOSITION ENTRE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Il en va historiquement tout autrement d'un courant, officiellement créé à Chicago en 1905, et connu sous le sigle des IWW (*Industrial Workers of the World*). Cette formation internationaliste organisée sur la base des secteurs industriels a constitué, pour les révolutionnaires du monde entier, un joli contre-exemple du syndicalisme d'Etat. Les IWW se constituent en opposition radicale au syndicat AFL (*American Fédération of Labor*, devenu AFL-CIO). Les IWW unifient dans le concret du combat quotidien revendications politiques révolutionnaires (l'abolition du salariat) et revendications dites économiques, poursuivies au moyen d'actions directes. Lors de mouvements comme l'opposition révolutionnaire à l'entrée des USA dans la Première Guerre mondiale, les IWW montrent leur spécificité d'organisation non réductible à un syndicat ou à un parti. Les IWW ont incarné l'organisation politique autonome des ouvriers qualifiés (les cheminots de Chicago, les dockers de la côte ouest, les ouvriers de Boeing), déqualifiés (de la grande industrie textile de la côte ouest, régions de Boston et New York) et des mines de cuivre, argent et zinc (du Colorado et des Montagnes Rocheuses se battant à coup de dynamite contre les milices patronales). Ils s'opposaient farouchement aux discriminations de métier, de qualification, de sexe, de nationalité et raciales. L'AFL, par contre, refusait d'organiser les femmes, les Noirs, les Chinois et les ouvriers non qualifiés, ce qui est conforme à la substance corporatiste du syndicalisme. De nombreux militants révolutionnaires d'obédience anarchiste et marxiste ont rejoint les IWW. Les *Industrial Workers of the World* préfigurent également l'apparition d'une tendance dite unioniste aussi présente en Allemagne au début des années 1920 avec les AAUD et AAU-E. Les IWW ont ainsi représenté la tentative la plus aboutie de dépassement de la dichotomie social-démocrate entre Politique et Economique, entre combat défensif et offensif de la classe exploitée. Toute perspective révolutionnaire ayant finalement disparu après moult tentatives d'assaut à l'édifice capitaliste dans les années 1920, depuis, les IWW ont cessé d'exister – non sans combattre et endurer une répression féroce (massacre d'Everett en 1917, répression de la grève générale à Seattle en 1919) – comme expression politique du prolétariat. Leur disparition leur a évité d'être phagocytés par l'Etat capitaliste. Mais leur expérience n'a pas été inutile. L'*automne chaud* italien de 1969, avec son réseau riche et dense d'organismes

politiques autonomes prolétariens, a fait siens les enseignements des IWW, ... jusqu'à reproduire certaines de leurs limites.

LA REVOLUTION COMME PROCESSUS DE RUPTURE

Les luttes ouvrières qui éclatent actuellement semblent se cantonner rigoureusement à l'enceinte de l'entreprise, du secteur ou de la région, sans exprimer - même en forme embryonnaire - le besoin du communisme et de l'organisation politique révolutionnaire.

C'est comme si les luttes défensives ne fonctionnaient plus comme école de communisme, ne forgeaient plus d'elles-mêmes leur dépassement politique. D'où, entre autres, un certain regain d'intérêt auprès des fractions les plus combattives de la classe exploitée pour le syndicalisme dit de combat, considéré comme l'unique voie d'action praticable.

Quoique raisonnable en apparence, cette tentative est fautive et entraîne les éléments prolétariens les plus conscients vers le piège de la démocratie sociale. Rien ne serait plus néfaste que de considérer que nous serions prisonniers de l'étape de la lutte économique et que nous pourrions entamer l'étape du combat politique dans l'usine seulement une fois achevée complètement celle-ci. Cela reviendrait à défendre l'idée que la lutte politique révolutionnaire est indépendante des rapports de production et des tensions qui les traversent. Une lutte politique abstraite du chaudron de l'affrontement quotidien, incessant, entre ouvrier et machine, entre prolétaires et capital, ne connaîtrait d'autre issue que le terrorisme façon Brigades rouges ou l'électoratisme façon Lutte ouvrière. La prolifération d'un syndicalisme plus ou moins *alternatif* ne constituerait, en aucune manière, une étape dans ce processus. Ce dernier représente, au contraire, un obstacle majeur sur le chemin indiqué.

Les structures prolétariennes indépendantes, lorsqu'elles existent, doivent éviter le piège de la délégation de la lutte défensive à des organes préposés ou prédisposés à cette fin par l'adversaire. Les comités ouvriers doivent s'approprier le combat politique révolutionnaire en le reliant à sa base matérielle : la bataille quotidienne pour la défense des intérêts immédiats des prolétaires. C'est seulement lorsqu'un tissu suffisamment solide, étendu et représentatif d'organes de cette nature aura fait son apparition que nous aurons accès aux clés de la solution de la question de l'organisation politique indépendante du prolétariat. Alors, renvoyer à des temps meilleurs, où les conflits de classes seraient plus porteurs de communisme, le démarrage du processus d'autoconstitution politique du prolétariat, signifie tout bonnement y renoncer pour toujours.

Aujourd'hui, une telle conscience des choses n'est malheureusement que trop rarement partagée. Ces temps-ci, nombreux sont ceux qui préfèrent réduire leur action au syndicalisme dit *alternatif*, se trouver un espace dans la cage syndicale et jeter toutes leurs forces dans la multiplication de luttes très minoritaires, de propagande, ayant pour but d'entraîner d'autres dans le combat. Aux faux raccourcis syndicaux, s'ajoutent les fragiles soupapes d'une colère exprimée de façon inoffensive et éphémère par des actions coup de poing menées à quelques-uns au nom de ceux qu'on prétend représenter. ... Et en espérant que les médias s'en fassent la caisse de résonance. La passivité politique du repli sur le syndicalisme se marie ici avec la protestation velléitaire et l'avant-gardisme. Pire, elle se réduit à une imitation grotesque, à une caricature de la lutte de classe. Le tout accompagné par une criante méconnaissance du terrain et des rapports de forces réels.

Bruxelles-Paris, octobre 2003.

COMMENT ET POURQUOI LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS ?

PRESENTATION

La question de savoir que faire face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises revient régulièrement à l'ordre du jour des préoccupations des camarades. Comment s'en étonner ? Non pas que les délocalisations soient particulièrement plus nombreuses qu'elles ne l'étaient à d'autres périodes du passé. Seuls ceux qui ne veulent n'avoir qu'une mémoire à l'échelle d'une seule génération peuvent penser de la sorte car il en a toujours été ainsi dans différents secteurs industriels, et pas seulement lors des cinq ou dix dernières années. De l'industrie textile aux mines de fer puis de charbon, de l'industrie de la chaussure à la sidérurgie... C'est en permanence que le capital réorganise sa production, ferme ici et transfère là, abandonne des technologies devenues obsolètes pour s'engouffrer vers de nouveaux débouchés qui, à leur tour, se retrouveront plus tard dépassés....

C'est la nature même du capitalisme, son principal moyen d'assurer sa survie à travers ses cycles de développement. Il n'y a pas de miracle. Tant que le capitalisme dominera, il en sera ainsi. Oui, mais cela étant, des dizaines de milliers de travailleurs, des centaines de milliers à certains moments, sont confrontés aux problèmes de fermeture ou de déplacement de leur lieu d'exploitation ; et à chaque fois, les mêmes questionnements se font jour : que faire pour se défendre ?

Parce que même les prolétaires les plus conscients de l'intrinsèque lien entre le capital et les fermetures d'entreprises, sont bien obligés de défendre leur peau quand les décisions patronales leur tombent sur le dos. C'est la société capitaliste qui est la cause, mais en attendant qu'on l'abatte, il faut bien défendre ses moyens de subsistance aujourd'hui. On ne peut se contenter d'abstractions générales fussent-elles parfaitement justes, il faut survivre. Et l'annonce aux prolétaires de la fermeture de l'entreprise où ils travaillaient, qu'elle qu'en soit la cause, est toujours ressentie comme un coup dur, voire comme une catastrophe !

POURQUOI LUTTER ?

Mais là commence pour les travailleurs le vrai problème, ce n'est pas la fin, c'est le début ! Souvent les salariés sont effondrés par l'annonce des fermetures d'entreprises. A de multiples reprises, on a vu ces dernières années des hommes et des femmes de notre classe pleurer au sens propre devant les caméras de télévisions qui, bien sur, se régalaient du spectacle de prolétaires désespérés. C'est le pire de ce qui peut nous arriver : pas les fermetures d'entreprises, mais des prolétaires qui sombrent dans le désespoir. Dans ce cas, il n'y a hélas pas grand chose à faire. Comme toujours, si les prolétaires ne relèvent pas la tête, ils s'enfoncent. Mais il y a bien d'autres situations également dans lesquelles nos frères et nos sœurs de classe veulent chercher la solution pour se tirer de la mauvaise passe dans laquelle ils se trouvent. Et dans ce type de situation, les ouvriers conscients ne doivent pas se tromper d'objectif.

On ne viendra pas à bout des fermetures d'entreprises et des licenciements sans abattre les intérêts de leur classe, bien sur ! le mode de production capitaliste, évidemment ! Mais lorsque les travailleurs confrontés à ce genre de situation veulent prendre le mors aux dents, ce serait une grave erreur que de se contenter de rabâcher qu'il n'y a pas de solution dans le cadre de la société capitaliste. Parce que là, les prolétaires concernés n'en sont pas à se battre pour tuer le système d'exploitation, mais pour sauver leur peau. Et ils ont raison. Si le combat des prolétaires s'engage résolument, contre la fermeture de l'entreprise, les communistes que nous sommes sont résolument à leur côté, et sans réserve. Mais également sans démagogie. Il ne s'agit pas de pleurnicher comme les syndicalistes gauchistes de toutes obédiences sur « les capacités de notre entreprise qui est en parfait état pour produire » ou « notre savoir-faire

qui sera perdu » ou autres balivernes qu'on entend hélas bien trop souvent. La première force de la classe ouvrière, c'est sa conscience collective. En premier lieu, la compréhension qu'à partir du moment où le patron, dans sa recherche permanente de gains de productivité, a fait le choix de sacrifier tel ou tel secteur de production, tel site de fabrication, cela signifie qu'il n'en a absolument rien à faire de « notre compétence » ou de ce que le site qu'il choisit de fermer est en parfait état ; il s'en fout éperdument. Il a fait ses comptes, et pris ses décisions. Notre savoir-faire, nos compétences, nos efforts passés, il s'assoit dessus. La compétence des travailleurs, le savoir-faire, le parfait état des installations, ou pire, le berceau historique de l'entreprise, tout cela, le patron nous le dit par ses actes, cela ne compte pas dans la prise de décision. Et pour être capables de se défendre efficacement après le coup asséné par la décision de fermeture, il nous faut bien assimiler les raisons du capital, non pour les admettre mais pour pouvoir mieux combattre ses conséquences concrètes.

Ailleurs aussi, là où le patron veut transférer sa production, il y a de la compétence, il y a du savoir-faire, il y a des installations qui sont ou qui seront au top des innovations technologiques. Croire que l'on est irremplaçable ici parce que nous sommes les meilleurs, c'est une vanité stupide qui ne peut que nous conduire à l'impasse car c'est accepter de jouer le jeu de la concurrence entre travailleurs dans lequel le patron veut nous enfermer. Ceux qui s'engagent dans cette voie, vouloir prouver qu'on est les meilleurs, qu'on est meilleur que les autres, que « notre entreprise » est la plus performante..., sont battus d'avance. Nous avons déjà pu le constater des centaines de fois.

Non, dans le cas où les travailleurs prendraient un coup de sang contre la fermeture, ce ne sont pas ces arguments là qu'il faut mettre en avant ; ils nous condamnent par avance. Par contre, les travailleurs conscients se doivent de défendre des arguments à la fois justes et parfaitement convaincants.

« Messieurs les patrons, nous avons, nous travailleurs, fait le boulot que vous nous commandiez. C'est vous qui dirigez l'entreprise, c'est vous qui dirigez le monde. Vous avez le pouvoir et l'Etat est à votre service. Et maintenant, avec des arguments plus ou moins fallacieux dont nous ne discuterons même pas, vous voulez nous condamner à la misère ? Vous, Messieurs, vous allez vous reconvertir. Vous allez continuer à faire croître vos capitaux sur l'exploitation d'autres travailleurs ailleurs. Mais nous, que vous avez exploité depuis tant d'années, nous n'avons aucune possibilité de vivre autrement que par notre salaire. Le jour viendra, quand nous aurons démoli votre système, d'en être autrement. Mais, pour le moment, nous n'avons que notre paye. C'est vous qui vous êtes appropriés les fruits de notre travail mais nous, nous n'avons pas de réserves. Et il faudrait qu'on accepte les licenciements que vous nous présentez comme absolument nécessaires et inéluctables ? Nécessaires pour quoi et pour qui ? Pour vos capitaux, mais sûrement pas pour notre vie à nous, les travailleurs. Alors nous allons vous imposer de continuer à nous payer et cela même si vous décidez que nous n'avons plus de fonction. C'est vous qui avez pris la décision, pas nous ; et donc nous n'avons pas à subir les conséquences de vos décisions. Que l'on ait un travail ou que vous l'ayez supprimé, nous exigeons notre paye un point c'est tout. Jusqu'à quand ? C'est tout simple, jusqu'à la retraite. Et cela, on va vous l'imposer comme vous nous avez imposé un travail avant de le retirer. » C'est sur les bases politiques de ce raisonnement qu'il faut bâtir la défense, pas sur celles de l'économie et de l'entreprise.

Evidemment, cela n'a de sens que si les travailleurs ont vraiment la volonté de se défendre. Tout est là.. Parce que ce genre de position, pour ne pas être que de la fanfaronnade propagandiste, nécessite la lutte consciente et décidée des prolétaires. Il y a en effet un lien intrinsèque : pas de discours juste sans la lutte de classes, mais pas de lutte de classe sérieuse sans objectifs justes et clairs. A priori, les travailleurs ne sont pas convaincus qu'ils pourront imposer d'être payés sans travailler ; parce que toute leur vie, la morale, l'éducation, le mode

de vie, leur enseigne l'inverse : « il faut bien travailler consciencieusement pour progresser dans la vie et être respectables. »

Mais le monde qui les entoure est peuplé de gens qui, comme les rentiers, par exemple, ne travaillent pas. Et personne ne se choque de cela.

Pourquoi faudrait-il admettre que lorsque le patron décide que tel secteur ouvrier ne lui sert plus, les prolétaires ne soient plus payés ? En mettant en avant la nécessité de la paye, y compris lorsqu'il n'y a plus de travail, on ne fait finalement que mettre en avant nos besoins de survie dans la société dans laquelle on vit. Les prolétaires doivent au moins avoir la volonté de l'imposer.

Non responsables des calamités de la société capitaliste, ils n'ont pas à admettre comme obligatoire d'en subir les conséquences. Evidemment, cette franchise du verbe qui est la seule juste face aux fermetures d'entreprises, si les travailleurs veulent vraiment se défendre, doit s'accompagner d'une autre vérité, pas facile à entendre. Il faut avoir l'honnêteté de dire à nos camarades de classe que cet objectif nécessite la lutte prolétarienne à un haut niveau. Nous n'imposerons pas d'être payés, y compris en ne travaillant plus, par des pétitions, des marches résignées dans les rues ou des larmoiements syndicaux mais par la bagarre déterminée pour faire trembler les patrons. Et mieux si possible, marcher au renversement du système d'exploitation.

QUELQUES EXEMPLES

Dans les exemples qui vont suivre, on va voir cité, comme acteurs des luttes, « les syndicats ». Loin de nous l'idée de penser que les syndicats pourraient être, de nouveau, des organes de lutte créés et animés par les ouvriers. Mais compte tenu du type de luttes, il est arrivé que des militants syndicaux d'une entreprise (y compris les délégués syndicaux) participent, voir même lancent la lutte contre les licenciements en défendant l'idée et la pratique de vendre sa peau au plus cher, au grand dam de ceux qui pensent que le syndicalisme, c'est « tout noir » ou « tout blanc » sans voir l'infinité de gris qui se multiplie lors d'une lutte.

Rien ne sert de se voiler la face, en France, quelle que soit la volonté de lutte des ouvriers (et quelle que soit la nature de la lutte offensive ou défensive), il n'y a pas eu d'exemples (hors la grève Renault d'avril-mai 1947 ou quelques entreprises en mai-juin 1968 et d'une durée limitée) de création de regroupements ouvriers faisant autre chose que du syndicalisme « honnête », de base, et se transformant en comités politiques capables de penser la lutte avant, pendant et après comme dépassement de l'horizon du capital et mise en pratique de la nécessité de la révolution. Et dans cette situation, les militants « révolutionnaires », en refusant de mettre en avant cette perspective, et en se cantonnant à la fausse alternative syndicat de base ou conseils (ou parti suivant leur idéologie), ont une part de responsabilité importante.

Revenons aux exemples, certes peu nombreux, lors des trente ou quarante dernières années, où les travailleurs se sont engagés résolument sur la voie de la lutte contre les licenciements. De mémoire, on peut cependant citer Rateau à La Courneuve, près de Paris. Les patrons qui dans les années de l'après 68 avaient annoncé qu'ils voulaient fermer cette boîte ont reculé face à la menace réelle d'un conflit qui aurait secoué toute la Seine Saint-Denis. Rappelons qu'à l'époque, dans ce département, comme dans toute la ceinture autour de Paris, il y avait une formidable concentration d'usines. La menace de la CGT-PCF de riposter à une éventuelle fermeture de Rateau par un conflit sur toute la région a fait reculer les patrons qui savaient que l'appareil stalinien disposait, en ces temps-là, des moyens de sa politique.

Rateau n'a pas fermé. Les patrons s'y sont pris autrement en mettant plusieurs dizaines d'années pour supprimer graduellement les effectifs et la production. Jusqu'à l'an dernier, car

il y a encore un bout d'activité à Rateau (devenu Alstom) de La Courneuve. Au final, les patrons ont atteint leur objectif. Mais cela, tant que survit le capitalisme, c'est inévitable. Autre exemple de bagarre ouvrière de ce type, celui de La Chapelle Darblay, papeterie normande que les patrons avaient décidée de fermer dans les années 1980. Pendant des mois, les ouvriers et le syndicat CGT ont mené une guérilla pas possible : routes barrées, manifs de masse, bagarres avec la police.... Cela a duré deux ans sans s'arrêter. L'entreprise était technologiquement obsolète mais les prolétaires n'acceptaient pas d'être virés. C'est l'Etat français qui a finalement décidé qu'il fallait arrêter les frais. Pour préserver 1 000 emplois, il y a eu un milliard, de francs de l'époque, d'investissements. Un million de franc, par emploi préservé. Il y a quand même eu des suppressions de postes, des départs en préretraite et des départs négociés. Mais une bonne partie des travailleurs a gardé sa place. Et aujourd'hui encore, après bien des restructurations, rachats, etc., l'entreprise compte encore environ 500 travailleurs et produit le tiers du papier journal fabrique en France. Là encore, tant que la société capitaliste fonctionne, à plus ou moins long terme, les prolétaires n'empêcheront pas la recherche de gains de productivité.

Les travailleurs ne sont pas forcément battus quand les patrons décident de fermer telle ou telle entreprise. Il faut être bien conscient que c'est difficile, que l'issue est incertaine, qu'on ne fera pas l'économie de la bagarre, mais, finalement, pour l'ouvrier est-ce qu'on est prêt à mettre autant d'énergie pour défendre nos moyens d'existence que celle qu'on met à longueur d'année (et même de dizaines d'années) au service des patrons dans le processus d'exploitation ? C'est d'abord et avant tout à cette question qu'il faut répondre. Et si on est prêt à y répondre par l'affirmative, alors, il y a toujours une perspective. Cependant, bien souvent, même en colère noire contre les patrons, les prolétaires estiment que l'issue de l'affrontement pour sauver des emplois est bouchée. Pour autant, il ne faut pas baisser les bras. Parce que virés pour virés, on peut vendre plus ou moins chèrement sa peau de prolétaire. A partir de ce moment-là on n'a plus rien à perdre.

Il faut partir du principe réel que la société est riche et que les patrons ont du fric.

D'ailleurs la rentabilité des entreprises comme ils disent ne cesse de progresser en dépit d'anicroches cycliques même sévères. Et si ce n'était pas le cas, en tant qu'ouvriers, ce ne serait toujours pas notre problème. Que ce soit le patron, l'Etat ou sa belle-sœur qui paye, nous, on veut du fric pour pouvoir vivre. Il s'agit uniquement d'une question de rapport de force.

L'ouvrier qui pleure ou qui se contente de protester symboliquement sera chômeur sans le sou. Celui qui relève les manches et qui se bat pourra peut-être imposer des conditions de départs qui ne seront pas catastrophiques. Le tout est de savoir si les prolétaires sont prêts à mettre dans la bagarre l'énergie suffisante pour effrayer les patrons et l'Etat. Il n'y a pas de finesse, c'est la lutte prolétarienne au sens le plus strict du terme.

« Patron, tu veux ma peau. Tu vas peut-être l'avoir mais je vais te la vendre chèrement. »

C'est le seul discours susceptible d'être entendu par les patrons.

Il n'est pas honteux de revendiquer du fric contre le licenciement. L'ouvrier n'a pas d'autre moyen de vivre que d'imposer au patron et à l'Etat de payer, et le plus possible. Donc, pourquoi pas pour le salaire d'une vie le plus élevé possible ? Et dans ce domaine, il y a bien des cas où les travailleurs, par leurs luttes, imposent des conditions de départ très largement supérieures à ce que préparaient les patrons ou l'Etat. Que ce soit par des reclassements acceptables, des mises à la retraite anticipée, des primes de licenciement élevées ou autres. L'ouvrier doit vendre sa peau le plus cher possible et pour cela ne reculer devant rien. La violence fait partie des outils à envisager. Les résignés seront battus de même que ceux qui craignent de se battre.

Il n'est bien sur jamais garanti qu'en se battant on obtiendra des résultats tangibles ou satisfaisants. Rien n'est jamais gagné d'avance. Par contre, ce qui est garanti, c'est que les

résignés et les larmoyants seront écrasés, le capital étant sans pitié pour les faibles. Comme nous l'avons écrit dans une lettre, dans le passé, sans remonter très loin, les prolétaires qui ont obtenu le plus ont été ceux qui n'ont pas reculé devant l'affrontement : les sidérurgistes des années 80 ou les travailleurs de Chausson Creil. Des départs en retraite anticipée à 49 ou 50 ans par exemple (comme pour les ouvriers du livre, les sidérurgistes, etc.), ce n'est certes pas le Nirvana, mais pour l'ouvrier concerné ça lui sauve la vie et chacun n'en a qu'une. Obtenir 40 ou 50 000 euros d'indemnités de licenciement, davantage dans certains cas, cela n'empêche certes pas le licenciement ; ça ne sauve pas l'emploi, mais cela permet aux travailleurs concernés d'assurer le quotidien en lui donnant le temps et quelques moyens supplémentaires de se retourner. C'est sa peau qu'il peut ainsi sauver.

Alstom, 1972

Dans cette perspective, celle pour les prolétaires d'obtenir les moins mauvaises conditions possibles, il y a bien des exemples. Dans l'après 1968, une entreprise moyenne comme Delle-Alstom, à Saint-Ouen, avait défrayé la chronique en ces temps où les luttes des travailleurs étaient à un haut niveau. En 1972, les patrons ont annoncé que le site D.A. de Saint-Ouen fermait. Il y avait 530 salariés, et à l'époque les indemnités de licenciement étaient symboliques : 1/20^{ème} de mois par année d'ancienneté.

Il y avait dans cette boîte une classe ouvrière jeune et combative. C'était tellement mal payé qu'il n'y avait que soit des jeunes qui changeaient de patron dès qu'ils trouvaient mieux, soit des anciens, le plus souvent embauchés après la guerre qui n'aspiraient qu'à la retraite, le plus tôt possible. A l'époque, c'était 65 ans.

On a déclenché la grève avec occupation pour obtenir du fric. La revendication d'alors paraît aujourd'hui d'une étonnante modestie : on voulait trois mois de salaire pour tous au titre d'indemnités de licenciement. C'est la CFDT qui dirigeait les opérations dans cette usine où le PCF était pourtant hégémonique. Une équipe de militants battants exclus de la CGT en 1967 s'était réfugiée à la CFDT et agissait à quelque variante près comme s'il s'était agi d'un comité ouvrier autonome.

Un tract distribué dans tout Saint-Ouen au début de la bagarre, signé par le secrétaire de la CFDT disait : « ...on ne peut pas être certains qu'on va gagner, parce que l'issue de la lutte est toujours incertaine, mais on va leur faire payer leurs saloperies, etc. » Au moins, c'était clair.

La grève a été totale, bureaux et ateliers occupés... et victorieuse. A un poil près ça faisait les 3 mois d'indemnités ; et les vieux, pour une des toutes premières fois en France, se voyaient offrir la possibilité de cesser l'activité salariée à 57 ans et demi. Officiellement, la possibilité de retraite à 60 ans venait d'être instituée, et avec 30 mois aux ASSÉDIC (payés à 80 %), ça faisait 57 ans et demi. Il y avait aussi pas mal de reclassements pour les volontaires

5 Voir lettre de Mouvement Communiste n°4, octobre 2002 . (il y avait très peu de chômage à l'époque).

Et pourtant cette boîte faisait parti du trust CGE qui se glorifiait de ne jamais céder face aux grévistes. Mais cette grève est venue exactement en même temps que celle du Joint Français à Saint-Brieuc qui était également filiale de CGE, et qui faisait la une de l'actualité pour avoir résisté à l'intervention des CRS.

Et quand, au bout de 15 jours de grève, de manifestations, d'opérations sabotage (notamment au stand CGE du salon des composants électriques), étant donné que ça ne débouchait pas, un commando de grévistes a pris de force la sonorisation centrale de l'usine pour annoncer que les grévistes de D.A. descendraient l'après-midi même dans les ateliers de l'autre usine Alstom de Saint-Ouen, la Savoienne, où il y avait 1 400 travailleurs, pour déclencher la grève. Les patrons qui savaient que l'on ne plaisantait pas, ont choisi dès le lendemain matin d'avancer des propositions qui ont abouti aux résultats. La fin de la grève avec 80 % des travailleurs présents a été votée à l'unanimité moins une voix et une abstention.

L'ambiance et les résultats étaient tels, que les gars disaient : « s'ils annoncent finalement que ça ne ferme pas, on se remet en grève pour que ça ferme .» Les patrons ne voulaient plus de cette usine mais la masse des travailleurs ne pouvaient plus la voir en peinture non plus. Et pendant les quelques mois après la grève, la hargne des ouvriers attendant d'être licenciés s'en est donnée à cœur joie. Il fallait déménager le matériel, des tonnes d'archives et de plans qui partaient pour les autres usines du groupe, ils en ont eu pour leur fric. Ça a été déménagé, mais bien irréaliste celui qui dirait que ça a été réutilisé.

Sidérurgie, 1979

Moins loin dans le passé, et d'une ampleur bien plus importante a été la bagarre des sidérurgistes du Nord et de l'Est de la France en 1979. Dans le cadre de la réorganisation générale de la production sidérurgique en Europe, les patrons français ont annoncé la fermeture d'une bonne partie des aciéries, dont là aussi (ce n'est pas nouveau) certains sites de production flambant neufs.

Pendant plusieurs mois, on a eu des manifestations plus ou moins violentes ; lors de la montée à Paris, le 23 mars 1979, les gars avaient déroulé sur la chaussée des dizaines de tonne de bobines de tôle. A un autre moment le commissariat de Longwy a été attaqué au bulldozer à la suite d'une manifestation où ça avait cogné.

Bien sûr, parallèlement, les syndicats, partis politiques, maires, curés et assimilés faisaient des journées « ville morte », ce qui a fait dire à un gréviste qui passait à la télévision : « quand est-ce qu'on va remplacer les journées 'ville morte' par des semaines de ville en révolte, et les minutes de silence par des appels à la bagarre ? », ça situait bien l'ambiance.

Au bout, les prolétaires de la sidérurgie ont obtenu des indemnités jamais vues, des mises à la retraite à 49 ans etc. Ils n'ont pas empêché la fermeture des sites sidérurgiques, cela ils ne le pouvaient pas et ce n'était pas leur objectif. C'était celui mis en avant par les syndicats, mais ce n'était pas celui des ouvriers.

Chausson, 1995

Plus près de nous encore, un épisode du même genre s'est déroulé quand Renault et Peugeot ont décidé de liquider leur filiale commune, l'usine Chausson de Creil dans l'Oise.

Pendant des années, il y a eu des plans sociaux à répétition qui ont fait passer l'effectif de plus de 7 000 travailleurs à moins de 1 500. Et au bout, l'annonce de la fermeture, puis le coup de sang des camarades.

Il y a bien des écrits sur cette fermeture, mettant en relief tel ou tel aspect ; mais celui qui nous intéresse en tant que militants ouvriers, c'est la lutte. La bagarre n'est venue qu'en toute fin du processus de liquidation, et il a fallu bien du temps pour que les ouvriers finissent par se convaincre qu'il fallait y aller, parce que sinon ils allaient être virés avec des queues de cerise.

Ça a été un mélange de syndicalisme radical et de réactions ouvrières basistes ; avec tous les syndicats, mais aussi avec un comité de grève plus ou moins indépendant, avec des ouvriers qui prenaient des initiatives sans passer par les syndicats. Les camarades ont fait pas mal d'actions : de la prise du plateau du journal télévisé du 20 h sur TF1 à des manifestations souvent agitées dans la région, des entrées en force dans l'usine Renault Flins et le déboulé sur les chaînes (avec des huissiers qui ont bien failli se retrouver à poil), quelques bris de verre au tribunal de commerce à plusieurs reprises etc. On se souvient des jeux de cache-cache avec les CRS lorsque les gars partaient de Creil pour opérations avec les faux rendez-vous, les circuits bidon pour semer les flics, etc.

Bref, les camarades n'ont pas sombré dans les pétitions larmoyantes. Ca, c'était les syndicats (au niveau départemental ou fédéral) villes mortes et compagnie. Les camarades ne s'en sont pas mal tirés et de toute façon bien mieux que ce qui était prévu au départ pour les liquider. Des travailleurs sont partis en retraites à 50 ans et même à 49 pour certains (en ces temps où il est question de plus de 60 ans) avec des indemnités qui, sans être extraordinaires, étaient bien

supérieures à celles des plans sociaux précédents, et pas mal de reclassements dans d'autres usines, Renault entre autres, bien que les lieux géographiques des usines soient un réel problème dans ce cas parce qu'il fallait changer de région.

Il y aurait quantité d'autres exemples à citer, mais pour nous qui sommes des communistes soucieux de l'indépendance des prolétaires vis-à-vis des syndicats et de tous les canaux par lesquels l'Etat veut faire passer la contestation ouvrière, ceux-là sont intéressants parce qu'ils ont, à des niveaux différents, fait apparaître des formes réelles de l'autonomie ouvrière, avec des militants ne cédant pas aux sirènes réformistes.

Parce que là se trouve le piège pour les militants. Quel que soit l'objectif que se fixent les travailleurs lorsqu'ils entrent en lutte l'alternative se pose immédiatement à nous : comité de soutien ou comité ouvrier et comité de grève.

COMITE DE SOUTIEN OU COMITE OUVRIER ET COMITE DE GREVE

Les syndicalistes plus ou moins combatifs (là n'est pas la question) et maintenant quasiment tous les militants qui se disent d'extrême-gauche créent ou s'engouffrent dans les comités de soutien. Intégrés qu'ils sont jusqu'au cou à l'Etat, leur première préoccupation est d'en réunir les différentes composantes : syndicats, partis politiques, députés, maires, conseillers généraux, curés et évêques si possible, pour constituer un comité de soutien en affirmant que c'est pour soutenir la lutte de travailleurs, mais toujours avec comme résultat de la faire passer au second plan.

Unilever 2000-2001

Voilà un autre cas exemplaire. Une entreprise Lever, à Haubourdin près de Lille, qui a connu plusieurs plans de restructuration qui ont ramené les effectifs, en quelques années de plus de 2 000 à 453 salariés. Une entreprise qui appartient au géant de l'agro-alimentaire, Unilever, engagé dans une lutte mondiale contre Nestlé et Danone et qui dans les lessives et produits d'entretien est confronté à Procter & Gamble. Unilever doit restructurer son outil de production et se débarrasser des usines obsolètes comme celle d'Haubourdin. En avril 2000, c'est l'annonce de la fermeture programmée du site pour décembre 2000. La réaction des ouvriers démarre mollement derrière l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, et commence par chercher le soutien des professionnels politiques ou syndicaux.

Puis une manifestation à Rotterdam, le 2 mai 2000, pour protester contre les 25 000 licenciements dans le monde entier, annoncés par le groupe, où la police hollandaise matraque sec. A partir de là, la lutte change de nature. Les ouvriers décident d'intervenir dans toutes les manifestations publiques de la région lilloise (Foire de Lille, Inaugurations diverses, etc.) pour se rappeler au bon souvenir des politiciens PS (Aubry, Mauroy, etc.) puis des visites systématiques à toutes les entreprises du coin, d'abord celles qui sont en grève, puis toutes les autres pour expliquer les raisons de la lutte, manifestations au siège français d'Unilever en juin 2000, au siège belge de Waterloo en octobre 2000, etc.

Enfin, au lieu de pleurnicher, comme le feront plus tard les SYNDICALISTES de Danone en appelant au boycott des produits Danone, les ouvriers investissent les supermarchés de la région et distribuent gratuitement les produits Unilever aux clients. Ils pousseront même une pointe à l'hyper marché Auchan de Vélizy, en région parisienne.

Pendant la lutte, entre les actions, les travailleurs continuent de travailler mais touchent ainsi leur paye ce qui renforce la cohésion. La participation à la grève ou aux actions est majoritaire et si l'intersyndicale reste en avant, les travailleurs ont le sentiment de diriger leur grève.

Résultat des courses en avril 2001 : les primes de licenciement sont considérablement augmentées (environ 250 000 Francs) et 189 salariés conservent leur emploi, l'usine étant reprise.

Même si des revendications comme « l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices » ont été mises en avant par les militants politiques, cette lutte a montré que, pourvu qu'on fait preuve d'imagination et de force collective, les ouvriers pouvaient vendre efficacement leur peau.

Danone, 2001

Le plus bel exemple qu'on puisse citer en la matière est ce qui s'est passé à l'usine Lu du groupe Danone de Ris Orangis quand la direction a annoncé qu'elle voulait liquider l'usine. Voici les faits : le projet de fermeture a été dévoilé par le journal Le Monde du 11 janvier 2001. Le 12 janvier, dans la matinée, un tract intersyndical daté du 12 et signé de tous les syndicats de l'usine annonçait :

- une réunion s'est tenue ce matin à 11 heures entre le maire de Ris, monsieur Mandon et les syndicats de l'usine.
- une coordination des maires des communes sur lesquelles se trouvent des usines Lu est créée sur l'initiative de monsieur Mandon et des membres du conseil général. Une première réunion de cette coordination se tiendra dans les bureaux de l'assemblée générale. Le but est de rencontrer le ministre du Travail Il a assuré de son soutien le plus total les salariés de l'entreprise Lu.
- une table ronde va être organisée par le préfet d'Evry dans le courant de la semaine prochaine.
- une réunion des représentants du personnel groupe Europe mercredi 17 janvier.
- une réunion des représentants du personnel au CCE le 18 janvier.

Ainsi, 24 heures après l'annonce du projet de fermeture tout était bouclé ; tous les rendez-vous étaient fixés avec les maires, préfet, ministre, conseillers généraux... Les travailleurs de l'usine (qui dans le cas présent sont essentiellement des travailleuses) n'ont à aucun moment eu leur mot à dire.

Les syndicalistes gauchistes de l'usine avaient fait le choix non pas d'organiser la riposte ouvrière, non pas d'impliquer les travailleurs dans les décisions pour se défendre directement mais de rechercher de l'aide auprès des institutions étatiques. Et tout ce qui s'est passé ensuite autour de Lu Danone, c'est-à-dire pas grand-chose, était prédéterminé par ce choix politique de trahison des intérêts ouvriers.

Parce que dans cette affaire, les syndicalistes ont baladé les travailleuses de manifestations en rassemblements, ont fait plein de cinéma devant les médias, ont fait « parler d'eux » comme ils disent, mais à aucun moment ils n'ont eu la volonté de s'appuyer sur la combativité potentielle des ouvriers. Le jour du CCE, au siège Danone, la colère était manifeste chez les ouvrières qui étaient venues en nombre. Les syndicalistes sont allés en réunion pendant des heures avec le patron en laissant tout le monde dans la rue par un froid de canard, sans redescendre la moindre information. Evidemment, petit à petit, les participants au rassemblement se sont évaporés dans les cafés environnants. Et ce choix là était volontaire. C'est une combine utilisée bien des fois par les syndicalistes pour disperser des rassemblements sans le dire afin de ne pas s'appuyer sur la force des travailleurs. Deux mois plus tard une manifestation a été organisée à Château-Thierry où il y a une autre usine du groupe. Au rassemblement devant la mairie (PS), pas une seule note discordante. Le maire et les guignols en écharpe, avec les délégués des usines reprenant exactement le même discours de résignation avec les gauchistes ne voulant même pas intervenir, laissant la place directement aux appareils étatiques ; tout ce petit monde en appelant à la gauche pour qu'elle fasse une loi contre les licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices.

Parce que rappelons-nous la situation :

- Danone, dont le P-DG, Franck Riboud, est une personnalité classée « à gauche ».
- Le gouvernement était de gauche, Jospin.
- Le PCF était dans le gouvernement.

- Le député de Ris Orangis, Mandon, était PS.
- Le conseil général était majoritairement de gauche.
- Etc.

Et tout le petit monde des syndicalistes gauchistes n'a eu de cesse que de désamorcer l'indépendance de classe avant même qu'il y en ait la moindre manifestation.

Au bilan, il n'y a pas eu de lutte des travailleurs à Lu Danone, à part une petite grève à Calais. Et si les travailleuses ne s'en sont pas trop mal tirées au point de vue des reclassements et des indemnités, personne ne peut dire que c'est le résultat de la lutte, il n'y en a pas eu ; mais parce que Danone fait partie de ces boîtes dites sociales qui payent pour avoir la paix. Le P-DG avait déclaré en substance : « il vaut mieux procéder aux suppressions de sites maintenant que l'entreprise a les moyens d'indemniser les personnels plutôt que d'attendre parce qu'alors ce ne sera peut-être plus possible ».

EN GUISE DE CONCLUSION

Toute autre a été l'attitude des militants conscients dans les exemples cités plus haut.

A Chausson Creil, pendant des mois et des mois avant la fermeture, la masse des travailleurs n'y croyait pas et ne se sentait pas de bagarrer. Dans ce cas, la meilleure des politiques militantes ne peut pas grand chose. Puis le temps passant, les travailleurs ont pris conscience qu'il fallait y aller. Pendant tout ce temps, les militants les plus conscients ne se sont pas départis de la perspective de la lutte. Ils n'ont pas marché dans cette trahison des comités de soutien avec les différentes composantes de l'Etat, et quand la lutte est devenue possible ils n'ont pas fait autre chose.

Quant à l'Alstom Delle à l'époque, les trotskistes avaient lancé un comité de soutien à Saint-Ouen avec des lycéens et quelques bricoleurs. Mais les militants ouvriers, qui étaient alors à Lutte Ouvrière, avaient été clairs dès l'annonce de la fermeture, ils n'y ont jamais participé. Et pourtant, là aussi, les travailleurs dans leur masse ont mis du temps à se convaincre qu'il n'y avait pas d'autre issue que la lutte. Paradoxalement, alors que c'était une usine où les travailleurs avaient la réputation d'être souvent en grève, quand les patrons ont annoncé que l'usine allait fermer, il a fallu plusieurs mois pour que la grève devienne possible. Et cette différence fondamentale entre les tenants des comités de soutien et les partisans des comités ouvriers et comités de grève est vieille comme l'opportunisme. Un camarade qui avait vécu la grève de 1947 chez Renault, nous a raconté qu'un jour, déjà à l'époque, alors que le comité de grève dirigeait les opérations dans les deux départements en grève, un trotskiste d'un autre atelier, qui était invité aux réunions du comité de grève, avait proposé de faire ... un comité de soutien. La réponse des camarades avait été claire et nette : « pas question. Les grévistes eux-mêmes doivent rester maîtres de la conduite de leur grève ».

Ceci pour dire que cette opposition sur la question entre la politique ouvrière révolutionnaire et l'opportunisme ne date pas d'hier.

Tout est forcément provisoire sur la planète, la situation d'ouvrier salarié comme le reste.

Aujourd'hui on a un CDI, demain, peut-être dans trois ou six mois ou dans trois ans, on se retrouvera licencié. Et il en sera toujours ainsi tant que nous n'aurons pas fait la peau au système capitaliste. La peur n'évite pas au travailleur ce danger ! Par contre, elle l'affaiblit en rendant la menace plus redoutable et concrète.. Tout est une question de moral de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital. Même si c'est très pesant, le pire de tout pour les femmes et les hommes de notre classe ce n'est pas la misère, c'est le désespoir. Camarade ouvrier, face aux coups du patronat, ne te résigne pas, bats-toi, c'est ta seule planche de salut. Bruxelles-Paris, le 26 mars 2005.

CITROEN AULNAY, PRINTEMPS 2007 : RETOUR SUR LA GREVE

La grève de six semaines (du 28 février au 10 avril 2007) qui a eu lieu dans l'usine Citroën est caractéristique à plus d'un titre d'une minorité d'ouvriers de production de l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-sous-Bois, en banlieue Nord de Paris.

Voici une grève qui démarre de façon minoritaire, comme la plupart des grèves dans l'industrie automobile ces trente dernières années, et qui au bout de deux semaines ne s'étend pas, n'affecte pratiquement plus la production et qui perdure pendant plus d'un mois en quittant l'entreprise. Qu'était-il possible de proposer et de faire au bout des deux premières semaines ?

Voici une grève minoritaire où la direction adopte la position " nous n'empêchons pas la grève mais vous ne bloquez pas la production ", accord tacite respecté de part et d'autre.

Voici une grève où les grévistes s'organisent en comité de grève le plus démocratique possible, et où, les dirigeants de la grève, les militants de Lutte Ouvrière (LO), jamais en contradiction avec les grévistes, font le choix délibéré de faire durer la grève en semant les illusions sur la publicité médiatique en période électorale, pour finalement ne rien obtenir en fin de grève.

Voilà donc une grève qui mérite qu'on y revienne en détail pour en faire non seulement le bilan, pour que les grévistes insatisfaits, après coup, puissent préparer la prochaine grève et pour montrer les limites des comités de grève s'ils ne se transforment pas, après la grève, en comité politique ouvrier.

Une partie de cette lettre comprend donc une critique politique de la pratique qu'a eu Lutte Ouvrière et telle qu'elle l'a parfaitement expliqué dans sa brochure " *Six semaines de lutte pour les salaires à Peugeot-Citroën Aulnay* "

Cette lettre, outre une chronologie, contient quatre textes :

- « Discussion en fin de grève », discuté avec des camarades de l'usine qui ne sont pas forcément d'accord avec certaines de nos conclusions,
- « Le comité de grève d'Aulnay, un organisme inutile à la lutte politique ouvrière », qui est notre appréciation sur l'action du comité de grève,
- « VO/LO et les comités de grève », a été rédigé par un ancien militant de Lutte Ouvrière,
- « Les deux sources des erreurs de LO », qui identifie les raisons théoriques de la politique de LO, le démocratisme et le syndicalisme.

Chronologie

Fin février, la majorité des travailleurs des presses (un atelier situé à l'intérieur de l'usine de Citroën Aulnay où la production a été sous-traitée à l'entreprise turinoise Magnetto) se met en grève et menace d'arrêter toute l'usine. Après quelques jours de grève l'entreprise fait des concessions importantes : 100 euros net d'augmentation de salaire, 5 jours de congé supplémentaires, l'embauche de 10 travailleurs intérimaires et accorde même une prime de fin de grève de 75 euros.

Mercredi 28 février — La grève démarre sur les chaînes de montage dans l'équipe de l'après midi. Quelques travailleurs discutent des résultats de la grève Magnetto et décident de se mettre en grève. Débrayage de l'équipe de nuit.

1^{er} mars — L'équipe du matin décide de poursuivre la grève. Sous l'impulsion de militants un comité de grève est formé.

2 mars — Il y a quelques centaines de grévistes à la prise du travail de l'équipe du matin. Gefco Survilliers, un sous-traitant en charge de la logistique se met également en grève.

5 mars — Les grévistes mettent fin à leur répartition par équipe et décident de tous venir à l'usine aux heures de l'équipe de jour.

6 mars. — Manifestation de 300 grévistes de l'usine d'Aulnay à l'usine Citroën de Saint-Ouen (effectif 500). Les manifestants sont autorisés par la direction à traverser l'usine mais le travail reprend dès qu'ils ont quitté l'usine.

8 mars — Les grévistes partent en manifestation à l'usine de Poissy (effectif 7 500), mais cette fois ils ne peuvent pénétrer à l'intérieur. Seuls quelques douzaines de travailleurs de Poissy débraient en soutien à leur camarade d'Aulnay, principalement des délégués.

Création de la carte de gréviste.

9 mars — Création d'une caisse de grève.

A partir de ce jour et pour le reste de la grève, ballades quotidiennes en dehors de l'usine vers des marchés, mairies, etc. dont nous ne recensons que quelques exemples

12 mars — Manifestation à la préfecture de Bobigny.

Organisation d'une pétition en soutien aux grévistes à l'intérieur de l'usine d'Aulnay : 1 200 non-grévistes vont la signer le premier jour.

13 mars — Quelques centaines de grévistes manifestent à Paris et distribuent des tracts devant le siège de PSA.

21 mars — Le comité de grève élabore un " programme d'action en direction de l'usine et des habitants du département "

22 mars — Les grévistes manifestent dans l'atelier de Magnosto, mais sans réussir à entraîner les ouvriers dans la lutte

9 au 22 mars — Tentatives de débrayages ultra minoritaires dans diverse usines du groupe qui restent incapables d'affecter la production (Sochaux, Mulhouse, Trémery, Rennes, Sevelnord).

24 mars — Organisation d'une manifestation à Paris avec un millier de participants.

26 mars — PSA est condamné pour usage illégal de travailleurs intérimaires en remplacement des grévistes.

27 mars — Manifestation dans la ville d'Aulnay. Grève chez deux fournisseurs, Lear et Faurecia. La grève de Faurecia qui durera 4 jours aura de vraies conséquences : pendant toute une période les voitures produites sortiront sans siège.

28 mars — Débrayage de deux heures à Aulnay, appelé par les syndicats.

30 mars — Nouvelle manifestation à Paris devant le siège de PSA avec la participation des grévistes de Lear.

2 avril — Premiers versements de la caisse de grève. Chaque gréviste reçoit de 70 à 200 euros.

4 avril — Fin de la grève à Lear, les grévistes obtiennent une augmentation de 47 euros.

6 avril — Nouveau débrayage à Aulnay. Les grévistes organisent un barbecue géant devant l'usine.

10 avril — Dernière manifestation devant le siège de PSA à Paris.

Les grévistes décident de suspendre la grève.

Résultats :

4 jours et demi de grève payés et une prime exceptionnelle de 125 euros pour tous, grévistes et non-grévistes.

Le tarif des transports d'entreprise sera diminué.

Les jours de travail supplémentaires, samedi et jours fériés ne seront pas obligatoires.

Discussions en fin de grève

La grève chez Citroën, du 28 février au 10 avril 2007, pose bien des problèmes et les conclusions qu'en tire " Lutte ouvrière " dans la brochure sont bien insuffisantes et sélectives.

Pourquoi s'occuper de cette brochure ? Parce qu'il est notoire que les camarades qui ont joué un rôle moteur dans cette grève sont presque tous, pas exclusivement, des militants de LO existant à travers la CGT. En conséquence, ils portent la responsabilité de ce qu'a fait

la grève (en bien et en moins bien). C'est tout à leur honneur, certes, mais cela ne doit pas nous dispenser d'en discuter lucidement et de façon critique.

La grève a commencé spontanément sur les chaînes de montage, même si des militants étaient présents. La CFDT, qui a signé un accord salarial la veille, est logiquement contre mais va malgré tout suivre le mouvement pour ne pas se mettre plus à dos les travailleurs. C'est l'annonce du succès clair et net des travailleurs de Magnetto qui a déclenché l'arrêt des chaînes. Évidemment, sur fond de grogne profonde et tenace depuis des années. En effet, Citroën n'a rien perdu de sa réputation historique et méritée de sale boîte : une entreprise qui paye mal, une maîtrise sélectionnée à l'ancienne pour ses convictions anti-ouvrières et accessoirement pour ses compétences professionnelles, les deux allant rarement ensemble.

Très vite, il y avait 450 à 500 grévistes dans une usine qui compte 3 300 à 3 500 travailleurs en production. La grève est minoritaire, c'est un constat ; ce n'est ni une critique ni un jugement de valeur. Les travailleurs ont raison de poser les gants quand ça ne va pas, minoritaires ou pas. Et ceux à qui cela ne plaît pas n'ont qu'à poser les gants eux aussi, la grève deviendra moins minoritaire.

Mais à partir de ce constat, il faut déterminer lucidement ce qu'on fait pour que la grève englobe le plus de monde possible. La force de la classe ouvrière face aux patrons, c'est la grève mais avec des grévistes, et la plus massive possible. Le nombre compte au moins autant que la combativité. C'est la conclusion qu'ont pu tirer des générations de travailleurs grévistes, bien souvent après des luttes formidables mais néanmoins défaites, comme la grève des presses de Flins en 1978, vaincue pour n'avoir pas entraîné la masse des travailleurs.

Les 500 camarades qui ont commencé la grève se devaient donc de trouver les moyens d'entraîner les autres ouvriers et d'arrêter la production. Parce que d'abord et avant tout, une grève c'est l'arrêt de la production, l'arrêt de la production de valeur. C'est tellement évident qu'on ne le dit même plus, et pourtant c'est la base à partir de laquelle il faut concevoir les actions.

Les deux premiers jours donc, tout était arrêté ou presque. Et c'est peut-être là qu'on a raté quelque chose ; si on s'était installé sur les chaînes à 4 ou 500 gars et qu'on y soit resté, qu'auraient pu faire les valets des patrons ?

Mais cela ne s'est pas fait... Bon, on ne refait pas l'histoire. Quand on démarre, on va vite, très vite : on fonce pour essayer d'entraîner d'autres tronçons de la chaîne. C'est bien compréhensible, puisqu'on veut être efficace immédiatement. On ne peut pas penser à tout, tout de suite.

Toute la première semaine et jusqu'au milieu de la deuxième, on a essayé de gagner de nouveaux grévistes; on sentait que l'ambiance de l'usine n'était pas défavorable, même les non-grévistes, massivement, n'étaient pas hostiles (mais ils n'étaient pas en grève pour autant) et quand la maîtrise voulait recruter dans les secteurs de maintenance pour remplacer les grévistes, ça ne marchait pas. C'est vrai que plusieurs fois la maîtrise a elle-même retiré les non-grévistes vers d'autres secteurs face à la pression des grévistes.

Mais alors, pourquoi subitement, dès la fin de la deuxième semaine et pendant tout le reste de la grève, les dirigeants de la grève ont-ils poussé à sortir de l'usine et des ateliers pour aller à l'extérieur, un peu partout ?

Soyons clairs, le comité de grève et la majorité des grévistes étaient d'accord (pas tous quand même, il y a des camarades qui ont senti qu'on changeait d'objectif). Et alors ? L'important est de déterminer dans quel sens tiraient les dirigeants de la grève. La démocratie formelle, du genre : " C'est pas nous, c'est les grévistes ! ", c'est de la foutaise. Concrètement, les militants de LO ont fait ce qu'il fallait pour que les ouvriers aillent ailleurs.

Et pourtant, si l'on avait des chances d'arrêter complètement l'usine, c'était en continuant la pression, en trouvant les bons arguments, en gérant la grève avec ce seul objectif : stopper la production, y compris, si la possibilité se présentait, de bloquer par la

force. Au lieu de cela, on a laissé les non-grévistes et la direction réorganiser les chaînes pour les faire tourner et évidemment, c'est ce qui s'est passé.

Bien sûr il n'est pas certain que nous aurions réussi à gagner une partie des non-grévistes. Rien n'est jamais joué d'avance mais les préoccupations auraient été différentes et on n'aurait pas laissé les mains libres à la Direction et à sa maîtrise.

Les deux premières semaines, il y a eu 6 à 7 000 voitures non fabriquées. Mais dès la troisième semaine, les chaînes sortaient 1 000 voitures/jour ; il n'en manquait que 350 par rapport à la production normale. Et comme les ventes ne sont pas terribles en ce moment ... Pour la direction, c'était gérable. Ensuite, la production est montée à 1 200 voitures/jour. Au bout de deux semaines, les grévistes avaient perdu l'espoir de gagner le moindre gréviste supplémentaire et la majorité pensait qu'il était nécessaire de changer d'objectif, en médiatisant la grève.

Dans la brochure, page 28, il est expliqué que “ ...pour la direction, il faut que les voitures sortent coûte que coûte ”. Bien sûr que les patrons, eux, ont une boussole. Ils savent que la grève, si elle arrive à arrêter la production, c'est mal barré pour eux. Pourquoi du côté des grévistes et en particulier des dirigeants de la grève n'y a-t-il pas cette volonté dans l'autre sens ?

Il y a six pages dans la brochure pour expliquer pourquoi il ne fallait pas bloquer les chaînes et pourquoi il fallait sortir de l'usine. Il est écrit, page 41, noir sur blanc : “ *D'ailleurs, la direction de Citroën, elle-même, n'aurait pas été mécontente d'un tel blocage* ” Et ce, après avoir expliqué que la direction voulait sortir des voitures coûte que coûte. Si quelqu'un a une explication, on est preneur !

Toute l'argumentation tourne autour de cette idée : bloquer la production, c'est donner des arguments aux huissiers et à la maîtrise pour sanctionner et briser la grève.

Mais soyons clairs : la plupart des grèves dans l'automobile, depuis 40 ans, en France, ont été minoritaires ; plus ou moins, c'est vrai, et toutes se sont trouvées face à ce problème.

La grève, c'est-à-dire — répétons-le encore — l'arrêt de la production, se trouve presque à chaque fois face aux agents patronaux patentés : huissiers, maîtrise, provocateurs, etc. Et ça n'est pas près de changer.

Si on ne veut pas gérer ce risque-là, alors il ne faut pas faire grève, ce n'est pas plus compliqué que cela.

Et toute la validité justement des militants qui sont en pointe dans la grève, c'est de gérer cela, au profit de la grève.

Comment neutraliser la chefferie ?

Comment retourner les hésitants ?

Comment éviter les provocations ?

Tous les camarades, que ce soit à Renault ou à Sochaux, à Cléon, à Flins ou ailleurs savent cela. La question n'est pas de fuir, mais de s'accrocher et de neutraliser l'ennemi. Quelquefois, on gagne, quelquefois on perd ou on finit sur des compromis, c'est la lutte des classes...

En fait, le changement d'orientation de la grève dès la deuxième semaine est le résultat d'un choix conscient. Dès ce moment, Julien déclarait à l'AFP (agence de presse) : “ *en revendiquant sur nos salaires, on s'inscrit pleinement dans la campagne des présidentielles* ”, et il ajoutait que “ *la lutte des salariés d'Aulnay avait reçu le soutien d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot* ”

On comprend déjà mieux : la grève a été mise au service de la campagne électorale de l'extrême-gauche. Pour cela, il fallait que la presse en parle (ce qui n'arrête pas la production). Il fallait se faire voir partout : dans les gares, sur les marchés, etc. Pendant ce temps, la direction et les non-grévistes sortaient 1200 voitures/jour. Il fallait aller aux portes

des autres usines (ce qui n'a pas amené un gréviste de plus). Et tout ça pour que les candidats de gauche et de moins gauche viennent se faire applaudir devant les caméras et les journalistes. Même Royal y est allée, pour un peu on aurait eu Sarkozy.

Cela nous amène à quoi ? Du vent, du cinéma, mais pas le renforcement de la grève. Au contraire, on pouvait constater chaque lundi qu'on était moins nombreux que la semaine précédente, jusqu'à se retrouver à 200 à la fin.

Le 3 avril, alors qu'il était évident que cette façon de mener la grève ne menait nulle part, Mercier, le représentant CGT, déclarait sur RTL : *“ le soutien des candidats aux élections représente une aide importante face à la direction ”*. Belles illusions ! Les chasseurs de voix aux élections soutiennent les grévistes comme la corde soutient le pendu ; avec la condition sous entendue que les grévistes abandonnent leur conscience de classe d'ouvrier en grève pour devenir des votants potentiels dans l'anonymat des urnes.

Qu'on se comprenne bien, il n'est pas faux en soi que les ouvriers sortent de l'usine pour aller faire débrayer les camarades ailleurs. Mais encore faut-il qu'il y ait des grévistes et en nombre suffisant pour que ce soit un élément déclencheur. Quand 300 des 500 grévistes se sont déplacés à Saint-Ouen, c'était parfaitement juste. On pouvait espérer entraîner nos camarades de Saint-Ouen, usine qui n'est pas une grosse unité de production. Mais il a bien fallu constater qu'après le passage des grévistes dans les ateliers, l'usine tournait à nouveau normalement, comme si rien ne s'était passé.

On savait donc que la recherche d'un éventuel élargissement à l'extérieur d'Aulnay était illusoire. Quand ensuite on est allé à Poissy, cela n'aurait eu de sens que si on avait été suffisamment nombreux, disons 2 ou 3 000 pour entrer dans l'usine, bloquer les chaînes et arrêter l'usine. Cela aurait été une véritable extension de la grève mais on était bien loin de cela. Et on le savait. Il ne s'est rien passé, ni à Poissy ni ailleurs. Par contre, pendant ce temps-là, nous n'étions pas à l'usine. Là où, le nerf de la guerre, la production, sortait de plus en plus normalement.

Alors, au final, il nous reste quand même ce formidable sentiment d'avoir fait un sacré bras d'honneur, à Citroën. Nous savons maintenant que nous sommes plusieurs centaines dans l'usine, armés d'une véritable haine du système Citroën, et nous avons été capables de l'affirmer bien haut face aux valets patronaux. C'est un acquis considérable, qu'on a payé cher, mais qui vaut bien des sacrifices. Cependant, on ne peut pas se contenter de ce jugement de valeur.

En revanche, si les centaines de camarades concernés se mettent à réfléchir et à discuter sur les différents aspects de ce qui a été fait, si on se sert de l'expérience pour en tirer les enseignements, alors, dans les mouvements à venir, on sera beaucoup plus forts. Citroën aura beau aligner les huissiers, ses chefaillons ridicules, ses provocateurs et tous les crétins qui marchent avec eux, c'est le mouvement conscient des travailleurs en lutte qui aura le dernier mot.

Le comité de grève d'Aulnay, un organisme inutile à la lutte politique ouvrière

La direction de la grève

La lutte montre les limites de l'auto-organisation quand celle-ci n'est pas clairement inspirée par l'objectif stratégique de l'indépendance politique des travailleurs.

A la tête de la lutte, Lutte Ouvrière a mis les petits plats dans le grands pour que le comité de grève réponde formellement en tous points à l'exigence de la plus grande démocratie ouvrière. *“ Nous avons élu un Comité de grève d'une centaine de travailleurs pour diriger la grève. Ainsi, toutes les décisions ont été discutées tout au long de la grève dans ce Comité qui se réunissait deux fois par jour, plus d'une heure à chaque fois. ... Les propositions du Comité étaient adoptées par l'assemblée générale qui se réunissait après chaque Comité. Tout a été discuté, de la plus petite décision aux plus importantes. ... Le*

Comité de grève a permis d'organiser la grève dans l'unité et de répondre au coup par coup à la politique de la direction ", a expliqué Philippe Julien, militant de LO et secrétaire de la CGT de PSA Peugeot-Citroën Aulnay, lors du meeting du 15 avril 2007, au Zénith, d'Arlette Laguiller, candidate à l'élection présidentielle française pour la formation trotskiste.

Ces propos correspondent à la vérité. Le fonctionnement du Comité de grève y est bien décrit. La relation entre cet organisme et les quelques 400 à 500 grévistes ne s'est jamais interrompue tout au long des six semaines de conflit. A aucun moment, des ouvriers en lutte n'ont exprimé leur insatisfaction vis-à-vis du Comité. Pourtant, la dynamique de ce dernier a été l'un des facteurs qui ont empêché tout développement réellement autonome de la lutte et, surtout, la mise sur pieds des premiers éléments d'organisation politique indépendante dans l'usine. Le Comité de grève "*a été un véritable laboratoire d'idées. Un ouvrier a d'ailleurs surnommé la salle où se réunissait le Comité : L'école de la grève*", a indiqué Philippe Julien.

C'est le point crucial. Quel genre d'idées a été élaboré dans cet organisme ? Proposé aux ouvriers grévistes dès le deuxième jour de grève par des militants de LO, il est d'emblée l'expression d'une grande ambiguïté : le Comité est certes un instrument des travailleurs mais plusieurs sections syndicales de l'usine, celles de la CGT, de SUD, de la CFDT et de l'UNSA¹⁹, sont présentes en son sein en tant que telles. Ce n'est pas formel. Leur adhésion explicite coïncide avec la volonté de garder, par l'intermédiaire du Comité, le contact avec les travailleurs en lutte et de maintenir le conflit dans un cadre compatible avec l'action syndicale classique des élus et des délégués syndicaux de l'usine.

" A la fin de la grève, alors que le Comité débat sur le fait de signer, ou pas, un protocole de fin de conflit avec la direction, un délégué de SUD explique sèchement que, quoi qu'il arrive, son syndicat ne signera pas l'accord. Un gréviste lui répond plus sèchement encore : Tu n'as pas compris encore ? C'est le Comité de grève qui dirige la grève. Pas les syndicats. Alors SUD fera ce que le Comité décidera ", lit-on dans la brochure de LO dédiée à la lutte d'Aulnay. Ces propos reflètent bien les relations qui se sont établies entre travailleurs en grève, syndicats et Comité.

Le délégué de SUD, en affirmant que son syndicat fera à sa guise dans un moment décisif du conflit comme celui de la reprise du travail, ramène le Comité à une simple fonction d'accompagnement des ouvriers dans leur grève. Instance certes d'expression libre des travailleurs mais pas organe doté de l'autorité complète sur le conflit. Au Comité, la gestion de l'intendance de l'agitation ; aux syndicats, le "business" central de la négociation et de l'orientation générale.

Quant à l'ouvrier qui s'insurge contre le délégué de SUD, il montre qu'il n'a pas compris le rôle réel des syndicats, institutions officielles de négociation du prix de la force de travail mais respectueuses de la domination générale du capital. Pour ce travailleur, le Comité est tout simplement le nouveau syndicat, plus démocratique et plus proche de lui, ou, mieux, la nouvelle Intersyndicale enfin ouverte aux ouvriers.

A aucun moment, la discussion sur la nature des syndicats, y compris dans leur version la plus combative, n'a été mise à l'ordre du jour de la réflexion entre travailleurs en lutte. Les dirigeants LO de la grève auraient difficilement pu apporter la lumière sur ce point sans saboter la position de CGT dont ils sont à la tête à Aulnay.

Aucune minorité ouvrière n'a, au travers de cette bataille pour le salaire, entrevu la possibilité de lui donner une dimension politique en la corrélant à la guerre de classe contre la dictature du capital dans l'usine et dans la société. La preuve ? Peu à peu mais inexorablement, les travailleurs en lutte ont abandonné le terrain de l'usine et de la production aux non grévistes et aux chefs. Incapables dès la deuxième semaine de grève de gagner des

¹⁹ Syndicats qui, sauf la CGT, avaient signé un accord salarial avec la Direction deux jours plus tôt.

nouvelles adhésions à la grève parmi les ouvriers des lignes de montage, les grévistes ont opté pour la lutte “ citoyenne ”, faite de manifestations extérieures à l’usine, de demandes de solidarité aux Mairies et d’appels de soutien aux candidats de gauche à l’élection présidentielle.

“ *Vu que la grève ne s’étendait pas dans l’usine, la question s’est rapidement posée au Comité de grève et dans les assemblées générales : faut-il bloquer les chaînes et mettre en place des piquets de grève ?* ”, s’interroge LO. La question est d’autant plus pertinente que, “ *dès la deuxième semaine, un certain nombre de grévistes, de toutes les générations, y sont plutôt favorables* ”, reconnaît l’organisation trotskiste.

Et encore : “ *l’idée de bloquer les chaînes par la force va aller et venir, reculer et revenir sporadiquement tout au long de la grève. Finalement, cela s’est beaucoup discuté, et c’est démocratiquement que le Comité de grève a décidé de ne pas le faire* ”. Voilà la réponse désarmante de LO : “ *Bien sûr, les militants ouvriers ne peuvent qu’être favorables à ce que la production soit bloquée – ce qui touche le patron au cœur, c’est-à-dire au portefeuille. Mais à condition que ce blocage soit fait de façon consciente, et non imposé par une minorité contre l’avis de la majorité – et moins encore à coups de matraques* ”. Récapitulons. Oui au blocage, mais conscient et pas contre l’avis de la majorité.

Pour LO, la conscience émane exclusivement de l’organisation communiste, c’est-à-dire d’elle-même. Or, les militants de LO ont systématiquement combattu dans le Comité et dans les assemblées générales toute proposition de durcissement du mouvement, prétextant que “ *la direction de Citroën elle-même n’aurait certainement pas été mécontente d’un tel blocage – au point que quelques-uns de ses mouchards ne se privaient pas de militer sur ce terrain* ”

Le discours de LO s’embrouille un peu plus : bloquer la production touche le patron au cœur ... mais bloquer la production à Aulnay aurait fait le jeu du patron. Pas moyen, dans ces conditions, d’obtenir des titulaires de la conscience, le feu vert à la radicalisation du mouvement. Puis, il y a le fait incontournable que, dès la deuxième semaine, la lutte ne s’enracinait pas, avec une nette majorité de travailleurs de l’usine qui continuaient de travailler. Si la loi de la majorité était si astreignante, pourquoi persister dans un bras de fer qui a coûté si cher aux grévistes pour des gains matériels si limités ?

La solution proposée par LO pour répondre à cette nouvelle énigme est de “ *sortir de l’usine* ”, autrement dit, laisser le champ libre au patron, et de mettre en place une caisse de solidarité. La campagne électorale bat son plein. Plusieurs candidats, dont la socialiste Ségolène Royal, rendent visite aux grévistes aux portes de l’usine. L’illusion du battage médiatique s’installe. On se voit à la télé.

Puis, c’est l’érosion des bataillons déjà affaiblis des grévistes. Au fil des jours de grève, 300 d’entre eux, la mort dans l’âme, reprennent en catimini le travail. La solidarité de façade de la majorité des ouvriers de l’usine, ceux qui n’ont jamais cessé de travailler, disparaît. Le Comité de grève, sa démocratie interne, son ouverture, etc. n’y peuvent rien. Pas plus d’ailleurs que les militants “ conscients ” de LO.

La défaite est dans les têtes mais on préfère parler de victoire “ *morale* ”. Le Comité de grève disparaît naturellement avec la fin de la grève. Les syndicats prennent le relais. En parfaite intelligence. Des sursauts d’orgueil dans les ateliers se manifestent ici et là après la reprise. Des grèves localisées apparaissent. Signe que les grévistes sortent battus mais pas terrassés. Quant à leur expression politique indépendante dans l’usine, elle est toujours inexistante. A cet égard, la longue grève de six semaines aura été une nouvelle occasion perdue. Trop faible et isolée, la lutte défensive d’Aulnay n’a pas produit d’éléments organisés de conscience collective révolutionnaire.

LO, de son côté, n’a pas tort de se réjouir. Elle aura fait une nouvelle démonstration que l’autonomie politique de la classe ouvrière est l’affaire des groupes politiques et pas des

travailleurs eux-mêmes. Dans la foulée, l'organisation trotskiste a apporté au syndicat un petit bol d'oxygène supplémentaire au moyen de l'exercice d'une réelle démocratie ouvrière formelle incarnée par le Comité de grève.

Une autre voie : les comités politiques

La voie des comités politiques d'usine, de chantier, de bureau et de quartier est radicalement différente. Elle suppose que des minorités d'ouvriers étendent la lutte jusqu'à lui donner une forme politique explicite, par l'organisation de comités. La compréhension, par ces comités, de la nature générale de lutte de classes *est* emblématique de tout combat défensif des travailleurs contre le capital.

Une séparation nette entre la lutte "syndicale" pour des revendications immédiates organisées par des instituts ad hoc et la lutte politique contre la dictature du capital dirigée par le parti dont émane la conscience révolutionnaire, ne traduit pas la réalité historique et toujours actuelle de la lutte de classes. Les ouvriers apprennent la critique du système qui les opprime en se battant pied à pied, sur leurs lieux d'exploitation, pour se défendre contre tel ou tel aspect particulier du système capitaliste.

Au cours de leur lutte, ils sont amenés à se doter d'instruments divers, théoriques et pratiques, pour affiner leur compréhension de l'ennemi et des rapports sociaux qui les accablent. La conscience, mieux, des éléments de conscience de soi, naissent ainsi des luttes dites quotidiennes ou élémentaires. Ces éléments de conscience restent le plus souvent éparés, non exprimés, et encore moins traduits en organisation surtout quand, comme dans le cas d'Aulnay, l'isolement et la faiblesse du camp des travailleurs en mouvement l'emportent.

Mais il ne faut pas non plus sous-estimer le rôle négatif joué par les trop nombreux représentants autoproclamés des ouvriers, de LO (dans le cas d'Aulnay) aux autres gauchistes (dans d'autres luttes), en passant par les syndicats et les grands partis de gauche. Sans exagérer l'impact de leur action de pompiers politiques – les travailleurs ont su les balayer à plusieurs occasions dans l'histoire du mouvement ouvrier –, ces formations œuvrent sans relâche à ce que la double nature de la classe ouvrière, force de travail pour le capital et force motrice du dépassement des sociétés divisées en classes opposées, se transforme en opposition inconciliable.

Les communistes, en revanche, agissent pour que cette double nature devienne le principal facteur de subversion du présent en transformant les nécessaires actions défensives en préparation de l'élan révolutionnaire et en œuvrant à la constitution des organes prolétariens du parti de classe. Ce processus n'est en rien continu et ascendant. Il n'est pas encore partagé par les salariés. Les premières minorités de travailleurs qui parviennent à s'installer sur le terrain politique indépendant sont combattues par le capital, ses Etats et ses appendices de gauche et d'extrême gauche avec la plus grande détermination. Des reculs incessants et des défaites répétées viennent interrompre la constitution du prolétariat en classe pour soi. Pourtant, la classe ouvrière continue de vivre et de s'étendre. Son potentiel révolutionnaire ne peut pas être tari une fois pour toutes. Le capital lui-même a bien appris la leçon en tentant régulièrement de l'utiliser pour assurer son propre développement. Mais la double nature de la classe ouvrière ne peut pas être supprimée. La révolution pointe son nez chaque fois que les travailleurs s'insurgent et luttent pour leurs propres intérêts immédiats. Saisir cette réalité, la valoriser et la renforcer dans la mesure du possible est la tâche spécifique des communistes aujourd'hui.

LO et les comités de grève

Depuis toujours, l'organisation Lutte Ouvrière fait des comités de grève la pierre angulaire de son action au sein des luttes de classe. Pour elle, cette forme d'organisation permet aux travailleurs d'apprendre, naturellement grâce à l'intervention de l'organisation LO, à " *diriger eux-mêmes leurs luttes, à les prendre en mains dans les moindres détails* ". La formation trotskiste prétend que les comités de grève permettent aux salariés un

“ *apprentissage du pouvoir ouvrier* ”, développent “ *la démocratie ouvrière* ” dont ils sont “ *l'école* ” et font que les mouvements soient “ *plus efficaces* ” en cas de collision avec les organisations syndicales. Seule l'assemblée générale des grévistes est souveraine sur le comité de grève, “ *véritable gouvernement ouvrier de la grève* ”, souligne LO.

Avec le temps, en renforçant sa présence dans les appareils syndicaux, LO a mis beaucoup d'eau dans le vin de l'autonomie des comités de grève par rapport aux syndicats. Dans un texte interne plus récent de celui cité plus haut, on lit que “ *le comité de grève ne doit pas apparaître comme une machine antisyndicale, mais comme une forme d'organisation à la fois plus unitaire et donc plus efficace, parfaitement adaptée à une situation de lutte où tout le monde, syndiqué ou non, participe* ”.

Pourtant, dans le même écrit, LO définit toujours la fonction du syndicat comme “ *pompier de l'ordre social* ”, incapable “ *d'aller au bout des luttes et de leurs possibilités* ” car il ne veut aucunement “ *compromettre réellement le fonctionnement de la machine d'exploitation bourgeoise* ”. Malgré cela, toutefois, en bons trotskistes, les militants de LO ne veulent pas, “ *dans la grève* ”, adopter “ *une attitude gauchiste, antisyndicale* ”. Et ce afin de “ *tenir compte des sentiments des travailleurs et essayer d'entraîner les militants syndicaux et les syndicats dans le comité de grève aussi loin que possible dans le mouvement, tout en préparant les plus conscients au moment probable où les syndicats lâcheront le mouvement* ”. LO fournit une clé de lecture supplémentaire, décisive peut-être, de la relation entre syndicats “ *pompiers sociaux* ” et comités de grève en déclarant que, “ *dans un pays comme la France, où les syndicats sont minoritaires dans la classe ouvrière, ils ne peuvent même pas prétendre représenter les travailleurs lorsqu'ils entrent en lutte* ”. Les comités de grève, si l'on s'en tient à ce constat apparemment incolore, s'imposent afin de combler le défaut de représentativité des “ *pompiers sociaux* ”. Ils seraient donc des simples supplétifs des syndicats.... Ici, on n'est probablement pas très loin de la vérité.

Quoi qu'il en soit des relations des comités de grève avec les syndicats, l'apprentissage du pouvoir ouvrier fait au travers de ces comités permettra de “ *constituer l'avant-garde ouvrière, consciente, expérimentée, appelée demain à jouer un rôle décisif dans les combats de classe* ”. Si l'on s'en tient à cela, le comité de grève, donc, est l'outil essentiel pour l'apparition et la formation de véritables militants ouvriers. A aucun moment, cependant, LO ne précise les tâches politiques qu'il assigne à ces organes. On dirait qu'il suffit que les travailleurs prennent leurs mouvements en mains via ces comités et l'assemblée générale souveraine en les poussant de l'avant le plus possible pour qu'il en naisse l'avant-garde consciente et expérimentée, donc politique. Autrement dit, l'autonomie politique de la classe ouvrière serait le produit direct de la généralisation des comités de grève et de la démocratie ouvrière.

Quel que soit le moment de la longue histoire de LO, cette conception fondamentalement syndicaliste de l'indépendance politique des travailleurs représente le fil conducteur de son intervention dans les luttes. L'organisation trotskiste sous-estime clairement la capacité des syndicats de faire leurs, lorsque leur emprise est sérieusement menacée, les objectifs et même les formes de lutte les plus radicales des combats défensifs des salariés. Parallèlement, LO surestime leur représentativité au sein de la classe en adoptant, au fil du temps, la tactique entriste classique des trotskistes arrosée d'appels constants à l'unité syndicale la plus large. Par-là, elle contribue à faire des comités de grève des Intersyndicales élargies aux travailleurs, où les confédérations peuvent être représentées en tant que telles. Elle œuvre donc pour revitaliser les syndicats, définis pourtant par ailleurs comme des piliers de l'ordre capitaliste. Mais ces critiques, certes fondées, ne suffisent pas à définir la conception lénifiante et essentiellement syndicaliste que LO a de la lutte de classes et du processus à l'organisation politique ouvrière.

VO/LO et les comités de grève

En la matière, et dans bien d'autres, l'élément fondateur est la grève d'avril-mai 1947 à l'usine Renault de Billancourt.

Au fil du temps, VO/LO a un peu mythifié l'évènement qui ne se traduit pas du tout par une victoire revendicative, contrairement à ce qui a été propagé par la suite. Bois écrivait d'ailleurs dans *La révolution prolétarienne* (revue dirigée par Pierre Monatte) de juin 1947 que : “ nous avons repris le travail avec l'aumône de 3 francs de “prime” ”

Il n'empêche que politiquement, ce fut la grève la plus importante de l'immédiat après guerre qui conduisit Auriol, président de la république, à virer les communistes du gouvernement (avec le début de la guerre froide qui était là).

Cela dit, au niveau de l'organisation de la grève, son déclenchement et sa conduite, il y a nombre d'éléments qui sans avoir besoin d'être enjolivés, étaient exemplaires ; et ont été transmis comme tels à la génération des militants qui arrivaient à Voix Ouvrière (VO) dans les années 60-68.

Les camarades (essentiellement Pierre Bois qui était celui en qui les ouvriers avaient le plus confiance) avaient fait une assemblée du secteur Collas (départements 6 et 18) le mardi. Là, ils avaient fait voter la grève et élire le Comité de grève (CG), préparé à l'avance évidemment, et mandaté pour déclencher la grève. Ceci sans le syndicat évidemment. Le PCF était au gouvernement, et à Billancourt, la CGT avait la haute main sur tout ce qui se passait dans l'usine.

Le mercredi, les camarades ont organisé la “ répétition générale ”, pour déclencher le coup : chaque camarade du CG devait s'entourer de quelques gars sûrs et recevait une affectation pour le matin du jour J : portes, compresseurs, distribution électrique, etc...

Le jour de la “ répétition ” a été fixé en fin de semaine, le jeudi ou vendredi, et ce jour-là, et sur place, les gars ont appris (sauf le Comité de grève qui savait puisqu'il l'avait décidé), que ce n'était pas la répétition, mais le début de la grève. L'ordre de grève était imprimé et distribué aux ouvriers qui arrivaient, tous les moteurs étaient arrêtés, etc.. C'était la grève.

Tout et dans le détail, avait été discuté à l'avance entre Bois et Barta et le premier cercle ; y compris le fait de démarrer en fin de semaine, ce qui permettait, si le coup ratait, de tenir jusqu'au vendredi soir et de reprendre le lundi avec le moins de casse possible.

Donc, ce schéma du CG indépendant du syndicat, organisant les ouvriers pour la grève de manière autonome, a servi de tétine à laquelle ont biberonné les quelques dizaines de militants VO de l'époque.

Pas question de syndicats, représentation directe des grévistes par eux-mêmes, assemblées avec pouvoir de décision, CG proposant et organisant l'application des décisions de l'assemblée. Le tout conçu selon le schéma bolcheviste, avec le ou les militants professionnels qui raisonnent le moyen et le long terme et qui s'appuient sur la démocratie directe et agissante des prolétaires.

Voilà ce qui a constitué la “ référence historique ” de VO/LO en matière de comité de grève. Dans les décennies qui ont suivi, et encore maintenant, beaucoup de monde a discuté des CG : la Ligue, LO, l'AMR, la CFDT, etc... Les seuls à y avoir toujours été hostiles, sans nuances, sont les staliniens ; mais tout le monde y a mis des contenus plus ou moins fantaisistes, y compris LO, selon les périodes et les besoins opportunistes de la direction.

Pendant des années, après 47, il n'y a pas eu de grève avec CG indépendant (autonome). En France, ce sont les syndicats, et surtout la CGT, qui organisent les grèves, y compris les grèves très dures (1948-51), quelquefois et même souvent, avec des intersyndicales (alliances aux sommets entre syndicats avec ou sans participation des ouvriers). Qui n'ont absolument rien à voir avec les CG, expression de l'organisation autonome des ouvriers grévistes.

On ne trouvera nulle part quelque chose d'écrit sur cette conception car il n'y a jamais rien eu d'écrit. C'est de la mémoire transmise (et il n'y a plus grand monde pour la transmettre !)

Avant 68, nulle grève n'a été organisée en opposition aux syndicats avec CG autonome. Mai 68, n'en parlons pas. Nulle part de forme organisée indépendante des syndicats qui soit représentative réellement et formellement de la volonté des grévistes.

Après 68, c'est là que les " gauchistes " ont beaucoup discuté des CG ; notamment les " conférences nationales ouvrières " entre LO, le PSU, l'AMR, etc... en 1972. Mais on parlait de concepts, pas de réalité existante. Nous n'avions nulle part de CG.

LO défendant l'orthodoxie de la représentation directe des ouvriers indépendamment des syndicats et le schéma de type 1947: et les autres défendant la nécessité d'y intégrer les " forces organisées " essentiellement les syndicats, pour être vraiment représentatifs de toutes des composantes de la grève. Discussions à n'en plus finir dont on trouvera peut-être les traces dans le journal LO de l'époque, mais qui n'étaient que des discussions de principe car jusque là, il n'y avait pas de CG, où que ce soit, avec ou sans les syndicats.

La première grève avec un comité représentatif indépendant des syndicats a été la grève Chausson de 1973. Là, des camarades de LO (à la CFDT) avaient organisé les grévistes en CG sans référence syndicale, complètement indépendant. C'était la bagarre ouverte avec les staliniens (puissants) le gourdin à la main.. Il y avait deux groupes. Un de chaque côté de la porte et qui, de toute évidence, étaient en guerre, l'un avec le CG, l'autre avec la CGT.

La même année, il y a eu la grève à l'EDF de Brest, et là, c'étaient des militants de la LCR qui étaient en pointe, et qui avaient organisé un Comité de grève à leur façon, avec tous les syndicats. Une brochure est parue à l'époque sur cette grève.

Les années 70-78 ont été les années de forte activité gréviste; mais il y a eu très peu de CG indépendants des syndicats. Pour la maison LO, on était ferme sur les principes. Les choses ont évolué, en 1974, avec la grève des banques. LO avait décidé de présenter Arlette Laguiller aux présidentielles (toute l'extrême gauche voulait Piaget, lui ne voulait pas).

La grève des banques est arrivée en pré-campagne électorale. C'est pendant la grève qu'Arlette Laguiller a déclaré sa candidature aux présidentielles. Ça s'est trouvé comme cela. Il y avait un os : Arlette Laguiller était connue comme dirigeante du syndicat FO sur la boîte et de " pour que le CG ne soit pas confondu avec FO " est sortie la formule : " CG soutenu par les syndicats FO-CGT etc. "

Le " CG soutenu par etc... " a eu une influence importante pour pousser la grève au bout de ses possibilités mais les syndicats CGT-CFDT, etc... ont été eux aussi une composante importante de la direction de cette grève qui, dans la période, fut importante.

C'est donc là qu'est née la formule " soutenu par les syndicats " Formule qui d'ailleurs convient très bien à la Ligue, la CFDT et tout le microcosme gauchiste.

Depuis, le peu de CG qui ont existé, ont le plus souvent repris cette formule. Évidemment, puisque tous les militants de LO, à de très rares exceptions, sont devenus des responsables syndicaux au moins localement. L'opportunisme organisationnel des dirigeants de LO n'a eu aucun problème à généraliser la formule. Mais, encore une fois, même sous cette forme avilie, il y a eu très peu de grèves avec CG, soutenu ou pas par les syndicats.

Sur le plan interne à l'organisation, les formulations, notamment les fiches servant de trame à la formation des militants, ont été très variables en fonction de l'opportunité des situations et de l'opportunisme de la direction. Ça a été des formulations de type Ligue : " englober toutes les composantes de la grève ", à des formulations plus indépendantes organisationnellement, mais jamais on n'a retrouvé des formulations comparables à l'avant 68 : " autonomie représentative des grévistes par eux-mêmes, indépendante des syndicats "

Toutes ces formulations ont été présentées comme le moyen d'organiser les grévistes pour l'efficacité de la grève et par " devoir moral " vis à vis de " nos conceptions ". Lesquelles

sur le fond ? Organisation ouvrière autonome des grévistes ou organisation des grévistes soutenue par les syndicats ? Ceci n'a jamais été rediscuté depuis 71-72. Et pour cause, dans les faits, LO s'est rallié aux concepts sociaux-démocrates de la Ligue et autres “ *gauchistes* ” En revanche, ce qui n'a jamais changé est la conception suivante : la grève est un instant privilégié de la lutte des classes. Elle a un début et une fin. Que le CG se constitue avant ou pendant la grève, avec ou sans le soutien des syndicats, de toutes les façons, il se dissout à la fin de la grève.

Alors, à plusieurs reprises s'est posée la question : que faire ensuite ?

En 1947, Bois et les camarades, influencés en cela par Monatte, ont formé le SDR (Syndicat Démocratique Renault qui a cessé d'apparaître en 1950) pour répondre à cette situation. Des ouvriers qui ne voulaient pas en rester là posaient la question. Barta, lui, n'était pas d'accord et préconisait que les meilleurs ouvriers gagnés pendant la grève deviennent des cadres de l'UC (Union Communiste), y compris en sortant de l'usine si possible, pour se former.

On sait ce qu'il est advenu du SDR. Il y a eu jusqu'à 1 000 adhérents (Monatte visait les 5 000) MAIS, et c'est la toute la problématique, c'étaient des adhérents. Concrètement, tout le travail organisationnel reposait sur moins d'une dizaine de militants, qui ont rapidement succombé à la tâche. Ça a été la démonstration que l'esprit syndicaliste révolutionnaire de Monatte, Rosmer, etc..., était bien mort. Tué par le stalinisme ; et la conception de l'organisation d'adhérents, et non plus celle de l'organisation des prolétaires volontaires pour chercher la voix de l'émancipation avait envahi la conscience ouvrière.

Ensuite, au fil des décennies, tout a été fait. A la fin de la grève des cheminots de 86, LO a essayé de faire une organisation d'adhérents LO (cartes, timbres, etc...). Cela n'a pas duré six mois.

Dans bien des cas, et jusqu'à maintenant, les seules suites sont : soit le groupe LO (le futur parti), soit le syndicat que les militants dirigent. Les deux versions sans trop de succès. Très rares sont les grèves où le groupe LO se renforce. Et même syndicalement, il est rare que le syndicat se renforce après la grève, victorieuse ou pas.

La dernière grève Citroën en est l'illustration, c'est la Ligue qui semble avoir recruté deux ou trois militants, et la CGT n'a pas plus de monde, plutôt moins, bien qu'une partie de la CFDT soit en train ou est passée à la CGT. À la dernière fête du syndicat, après la grève, il y avait 20 ouvriers en moins que celle de l'an dernier (où la participation était déjà plus faible que l'année précédente).

Les deux sources des erreurs de LO

Le démocratisme au cœur de la politique de LO

Le moralisme de LO transpire de tous ses pores. A ses yeux, lorsque les exploités ont droit à la parole, ils ne peuvent jamais être emportés par les idées dominantes et, surtout, par la puissante base matérielle de l'idéologie ennemie, la concurrence entre travailleurs sur le marché du travail et dans le procès de production. D'après cette vision, aucune bataille politique fondamentale ne traverse le corps prolétarien hormis celle pour la démocratie ouvrière, véritable levier de la conscience ouvrière autonome.

“ *L'organisation des prolétaires en classe, et par suite en parti politique, est sans cesse brisée par la concurrence des ouvriers entre eux* ”, lit-on dans le *Manifeste communiste*. L'effort des travailleurs les plus conscients est défini par ce simple constat. Ils sont appelés, en dépit des facteurs dissolvants permanents de l'unité prolétarienne indépendante du capital, à mener bataille pour l'unification politique des classes opprimées dans une condition minoritaire de grand isolement la plupart du temps.

Cette minorité, issue elle-même des pics de la lutte de classes, ne respecte pas, a priori et par-dessus tout, la démocratie ouvrière. Dans certaines circonstances, ce mécanisme peut être employé pour étouffer toute tentative de renversement de la situation de soumission au

capital. La mobilisation directe de la majorité des travailleurs par ceux d'entre eux qui ont délibérément lié leur sort à la survie de l'ordre présent n'est pas une exception. Surtout dans les périodes historiques baignant dans une relative paix sociale. Dans ces périodes, les luttes défensives ont plus de mal à générer des ferments d'indépendance de classe et, par conséquent, des éléments collectifs de conscience autonome.

Toutefois, c'est déjà dans ces phases difficiles que d'étroites minorités de travailleurs insoumis se forment. La tâche des communistes est alors de préserver le maintien de ces minorités en aidant celles-ci par tous les moyens disponibles à accroître leur conscience révolutionnaire et à se doter d'une organisation politique embryonnaire.

“ Le mouvement politique de la classe ouvrière a naturellement pour objectif la conquête, pour elle, du pouvoir politique. Il va sans dire que, pour y parvenir, il faut une organisation préalable, suffisamment développée, de la classe ouvrière, organisation qui surgit des luttes économiques mêmes des ouvriers ”. (Karl Marx ; Lettre à Bolte ; novembre 1871)

La conscience et l'organisation des minorités ouvrières radicales, incarnées dans ce que nous nommons les comités politiques, ne tolèrent pas d'être conditionnées par un quelconque respect de l'opinion et des formes collectives majoritaires. Elles connaissent une seule limite : celle dictée par la nécessité absolue de préparer le terrain à la mutation révolutionnaire de pans larges du mouvement prolétarien. Mue qui ne dépend pas, pour l'essentiel, de l'action déterminée des minorités ouvrières révolutionnaires mais qui peut être franchement accélérée par cette dernière.

“ Tous les mouvements sociaux du passé ont été le fait de minorités ou ont profité à des minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ”. (Manifeste)

Aujourd'hui, les luttes se situent sur un terrain très défensif. Isolées, elles peinent à sécréter des éléments de conscience révolutionnaire partagée y compris par des secteurs très minoritaires de travailleurs. De plus, bon nombre d'entre elles sont menées par des secteurs réduits de salariés, à l'instar de celle d'Aulnay. Le strict respect de la démocratie ouvrière aurait imposé aux salariés en grève d'arrêter très vite toute agitation.

Pire, le principe démocratique, s'il avait été appliqué à la lettre aurait conseillé à ses promoteurs de ne rien tenter du tout. Une minorité d'ouvriers en colère en a décidé autrement. A juste raison, jusqu'au moment où elle a quitté le strict terrain de l'usine pour s'insérer dans le débat électoral présidentiel en guise de succédané du combat à mener directement sur les lignes pour arracher la nette majorité des salariés encore au travail au contrôle pressant et bien ordonné de la maîtrise.

Dans ce cadre et incidemment, la tentative d'impliquer d'autres sites et d'autres usines dans le combat d'Aulnay n'a pu que révéler l'extrême faiblesse des grévistes vis-à-vis de leur ennemi le plus direct, la direction de 'leur' usine. L'ambiguïté de comportement de la direction LO du comité de grève réside entièrement ici. D'une part, elle en a été réduite à appliquer la sacro-sainte démocratie ouvrière à une minorité de plus en plus petite. D'autre part, le véritable culte qu'elle voue au respect de la loi de la majorité des travailleurs l'a conduite, face aux difficultés grandissantes et bien réelles rencontrées sur les lignes, à éviter toute confrontation.

Dans ce dernier cas, cela aurait eu pour conséquence de remettre en cause sa vision pacifiée de la lutte au sein de la classe exploitée. Il n'était donc pas question de rechercher une explication claire et directe entre grévistes et non-grévistes. Une telle explication aurait pu prendre plusieurs formes, et pas nécessairement violentes : à l'image d'un piquet de grève simplement 'filtrant' aux portes. Rien de tout cela n'a été proposé par les syndicalistes de LO d'Aulnay. Conséquence : l'objectif permanent et universel de toute lutte, *“ l'union de plus en*

plus étendue des travailleurs ” (Manifeste), n’a pas été atteint malgré l’adoption de la position de l’autruche vis-à-vis des non-grévistes.

Le syndicalisme forcené de LO

Dans le développement de la conception de LO des comités de grève, pourtant considérés comme le lieu privilégié d’apprentissage du “ *pouvoir ouvrier* ”, la question de la formation et des instituts de la conscience politique collective autonome des travailleurs n’est jamais évoquée. Il n’est pas non plus question de la relation dynamique entre luttes défensives, ‘économiques’, et lutte politique. Enfin, on n’apprend pas grand-chose non plus sur les relations entre syndicats d’Etat - “ *pompiers de l’ordre social* ”

Il n’est guère dans notre intention de dresser une barrière, à la manière des léninistes orthodoxes, entre luttes économiques et politiques. Toutefois, ces deux expressions de l’autonomie ouvrière ne sont pas réunies par un signe d’équivalence. Karl Marx fournit plusieurs pistes pour élucider ce rapport dynamique.

Dans la lettre à Bolte déjà citée, il qualifie tout d’abord de mouvement politique “ *tout mouvement dans lequel la classe ouvrière s’oppose, en tant que classe, aux classes dominantes et s’efforce d’exercer sur celles-ci une pression du dehors* ”. Trois éléments caractérisent donc tout mouvement politique prolétarien :

- La classe ouvrière se reconnaît en elle-même par delà les différences et les intérêts matériels divergents.
- La classe ouvrière se reconnaît pratiquement en tant que classe en s’opposant aux classes dominantes dans leur ensemble et pas seulement à certains secteurs de celles-ci.
- La classe ouvrière ne se cantonne pas à une opposition de Sa Majesté, faite de l’intérieur du système, en respectant les limites structurelles. Elle exerce une pression indépendante, en dehors du système, et refuse de se soumettre aux raisons des classes dominantes.

Vitales pour améliorer le quotidien de l’exploitation voire seulement retarder son augmentation, les luttes économiques isolées des salariés sont à la fois le lieu naturel de naissance des mouvements politiques indépendants du prolétariat et leur négation dialectique. La résistance quotidienne, endémique, physiologique à l’exploitation n’est pas l’objectif principal des communistes, des ouvriers autonomes.

Dans *Plus-value* (1865), Karl Marx conseille les ouvriers de ne pas “ *exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne* ”. “ *Qu’ils ne l’oublient pas* ”, poursuit-il, “ *Ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets ; ils ne peuvent que retarder le mouvement descendant mais non en changer la direction ; ils n’appliquent que des palliatifs, mais sans guérir le mal* ”.

Le premier facteur de différence entre luttes défensives et luttes politiques ouvrières se trouve dans leurs contenus respectifs : correctifs du système pour les premières ; indifférents aux compatibilités données du système ceux exprimés par les secondes.

Au XIXe siècle, la fameuse bataille internationale pour imposer la loi des 10 heures de travail par jour rentrait à plein titre dans le cadre du mouvement politique prolétarien. La revendication n’était pas, en soi et absolument, incompatible avec la survie du capitalisme. La preuve est amplement faite. En revanche, au moment où ce combat a été mené, la satisfaction de cette revendication a remis en cause l’organisation du travail, le procès général de production, jusqu’à la forme de représentation politique des classes.

Cette bataille, par son impulsion formidable, a permis le passage de la manufacture à l’industrie moderne et d’une démocratie bourgeoise incomplète, pour la plupart réservée aux couches les plus fortunées de la population, à la république démocratique moderne, fondée sur le principe un homme, une voix. Le débouché de la bataille pour les 10 heures a été incontestablement réformiste mais le mouvement qui l’a portée avait des claires

caractéristiques révolutionnaires. Tout mouvement doit être prioritairement jugé à sa dynamique et aux forces sociales qu'il incarne et pas à son épilogue ou même, dans certaines limites, à ses objectifs formalisés.

Outre ce premier facteur discriminant, les ouvriers, enchaîne Karl Marx, doivent comprendre que “ *le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la reconstruction économique de la société* ”. La société du capital a fait preuve, depuis plusieurs siècles, d'une énorme capacité spontanée ou planifiée de transformation et, surtout, d'adaptation aux pressions de la *société civile et des classes opprimées*. Jouer toute la partie autour de revendications plus ou moins ingérable pour le capital, voue la lutte à un échec assuré. La recherche de l'objectif ‘fatal’ pour le capital n'est qu'un mirage.

Sans donner davantage de détails, Marx identifie ici l'un des points de force du système actuel de domination de classe : sa propension à inventer des “ *formes sociales nécessaires pour la reconstruction* ” de sa société. L'élaboration et le perfectionnement permanents de nouvelles formes, stratégies et instituts de commandement dans l'usine et dans la société s'est révélée être l'arme absolue pour la conservation du système existant. Ce travail incessant invalide l'espoir typiquement réformiste d'obtenir, y compris au prix de la guerre de classe la plus âpre, “ *un salaire équitable pour une journée de travail équitable* ”.

Ce mot d'ordre à l'apparence si raisonnable et légitime, Marx le définit ouvertement comme “ *conservateur* ”. Il lui oppose celui, directement “ *révolutionnaire* ”, de l’“ *abolition du salariat* ”. Voilà fixées les limites, très étroites en vérité, placées par Marx à l'horizon revendicatif des salariés. Traduction : les objectifs avancés dans les luttes défensives ne doivent jamais contredire le but politique général de la disparition du régime fondé sur le travail salarié.

Et LO dans tout cela ? Voici sa réponse : “ *Nous participons activement aux luttes des travailleurs, même si ceux-ci présentent des revendications avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord : primes ; indemnités diverses ; augmentations hiérarchisées ; etc.* ”. Seules sont exclues de son champ d'action les luttes pour des revendications “ *carrément réactionnaires* ”, type *celles pour le licenciement des travailleurs immigrés*.

Prisonniers de leur démocratisme à tout crin, après avoir défendu leur “ *point de vue* ”, les militants de LO “ *se soumettent à la décision des travailleurs et respectent les revendications telles qu'elles sont formulées par eux* ”. C'est le meilleur apprentissage du syndicalisme : jamais (ou presque) minoritaires ; toujours à la traîne de la majorité. Quant au “ *point de vue* ” spécifique à l'organisation trotskiste défendu avant que les choses sérieuses commencent, nous n'en saurons pas davantage. Nous n'en saurons rien non plus sur la position de LO sur l'orientation politique de la lutte et de l'organisation défensive.

Les syndicats, jadis taxés de pompiers sociaux mais sans grandes conséquences pratiques dans le rapport entre l'organisation trotskiste et ces derniers, deviennent progressivement dans les écrits et les discours de LO des organes neutres dirigés par des bureaucrates qu'il faut conquérir. Aucune critique sur leur fonction intrinsèque n'est formulée à leur encontre. Ni avant, à l'époque des syndicats taxés de “ *pompiers sociaux* ”, ni après, quand ils prétendent que les comités de grève ne doivent pas “ *apparaître comme des machines antisyndicales* ”.

Pourtant Karl Marx avait été suffisamment explicite à cet égard : “ *Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital ; ils se montrent en partie inefficaces par suite de l'emploi peu judicieux qu'ils font de leur puissance. Ils manquent généralement leur but parce qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leurs forces organisées comme d'un levier pour*

l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour abolir enfin le salariat ”. (Plus-value ; 1865)

A l'époque où Marx écrit ces lignes, les syndicats n'avaient pas encore été absorbés par l'Etat capitaliste. Ils étaient encore des instituts ouvriers indépendants du soi-disant intérêt général, traduction idéologique des intérêts exclusifs des classes dominantes. Même dans ces circonstances, Marx n'épargne pas la critique du syndicalisme de classe qui déconnectait les luttes quotidiennes défensives des mouvements politiques du prolétariat. Il affirmait que les organisations défensives des ouvriers étaient “ *plus importantes en tant que force organisée pour hâter l'abolition du système même du salariat* ” qu'en tant qu'instruments “ *indispensables dans la guerre d'escarmouches quotidienne entre le capital et le travail* ”. (Résolutions de l'AIT ; 1868)

Dit autrement et en tenant compte du contexte présent d'intégration achevée depuis près d'un siècle des anciens syndicats de classe aux Etats des pays capitalistes les plus développés, les organes ouvriers défensifs qui surgissent des luttes économiques les plus déterminées doivent comprendre, en utilisant encore les mots de Karl Marx, “ *leur pouvoir offensif contre le système d'esclavage du salariat et contre le mode de production actuel* ”. (idem) Il faut, en somme, qu’“ en dehors de leurs buts primitifs ”, les syndicats (hier) et les organes défensifs autonomes (aujourd'hui) “ *apprennent à agir de manière plus consciente en tant que foyers d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt puissant de leur émancipation complète* ”.

D'instituts qui se chargent de l'organisation de la résistance au capital, ces organes sont appelés à devenir, dans et par les combats défensifs, les représentants formels du processus de formation politique du prolétariat. Et ce en reconnaissant en priorité les limites intrinsèques d'une guerre qui s'attaquerait aux seuls effets de l'exploitation. De ces lieux privilégiés de l'émancipation ouvrière en devenir peuvent naître les embryons de l'organisation révolutionnaire préalable et stable du prolétariat, ce que nous appelons les comités politiques.

Les organes défensifs autonomes, tels les comités de grève, sont éphémères car expression directe de luttes qui ont un début mais aussi une fin. De plus, la grande capacité actuelle d'intégration à l'Etat des organisations nouvelles de défense des travailleurs rend pratiquement impossible la reconstitution de syndicats de classe durablement indépendants. Toutefois, l'apparition de ces instituts temporaires d'expression ouvrière offre aux travailleurs les plus déterminés la possibilité de se constituer, dans leur sillage, en minorité directement organisée sur le terrain politique.

“ *La coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploités* ”. Et encore : “ *Dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis* ”. (Résolutions de l'AIT ; 1871)

L'articulation entre lutte économique et combat politique se fait tout d'abord dans l'usine même, sur les lieux de travail, et ne se conçoit pas comme négation sèche de l'une par l'autre ou inversement. La force et l'extension du tissu de comités politiques dépendent ainsi directement à la fois de la capacité à développer des mouvements défensifs amples et décidés et de la volonté d'unification politique que les minorités ouvrières conscientes issues sauront alors exprimer.

Cette dynamique et cette dialectique vitale de la classe exploitée n'intéressent guère LO, ancrée à la conception typiquement sectaire que le parti politique prolétarien est le fruit du recrutement et de l'action éclairante du groupe et que la défense quotidienne des travailleurs est de compétence exclusive des syndicats “ *pompiers sociaux* ” ou, parfois, de comités de grève fugaces et dévitalisés à la manière de celui d'Aulnay.

TEMOIGNAGES

UN MANQUE

1^{er} Avril 2010, nous nous séparons d'un camarade important pour nous.

Important par son long parcours de militant ouvrier. Nous avons cru que 1968 ouvrait une porte pour les idées communistes et plus ou moins libertaires, Daniel a donné en particulier toute son énergie dans ces batailles des années 1968-1980, ou d'importantes grèves ont forgé une génération de militants ouvriers révolutionnaires, il en faisait partie.

Il a essayé et souvent avec succès d'animer des groupes d'ouvriers prêts à en découdre avec l'exploitation quotidienne à l'Alsthom Savoisiennne puis à Renault Flins.

Daniel avait parfois la réputation d'un râleur, voire d'un autoritaire, moi qui l'ai connu à LO à partir de 1972, j'ai eu, peut être de la chance, les quelques fois où nous avons milité ensemble, il se comportait plutôt comme un militant exigeant pour les autres mais surtout pour lui-même : pour moi, il fallait profiter de son expérience.

Nous n'avons pas toujours été d'accord, bien sûr, mais nous cherchions le même but et la vie a fait que par des chemins différents, nous nous soyons retrouvés depuis quelques années à Mouvement communiste.

Daniel avait un autre côté, son plaisir à vivre dans la nature. Il adorait traîner dans les forêts, chercher les champignons, qu'il connaissait très bien, une sorte de hippie communiste.

La saloperie de cancer l'a empêché de profiter des dernières années de sa vie.

Tu va nous manquer Daniel, d'autant que des copains comme toi, il nous en aurait fallu beaucoup pour bousculer ce vieux monde.

AU REVOIR L'AMI

Tout le monde connaît le caractère de Bill : entier, autoritaire mais aussi plein de gentillesse et de pudeur, je n'insisterais pas. En revanche, Bill n'était pas un militant qui faisait des choix comme on prend un vêtement sur une patère et qu'on abandonne ensuite quand les temps changent. L'événement fondateur de sa vie militante – la rupture avec le PCF et le stalinisme – il l'avait assumé dans sa chair et dans sa vie quotidienne, cette rupture s'étant accompagnée de celle avec sa famille, son milieu, son quartier à une époque où le PCF était encore hégémonique dans la banlieue rouge. Sa revanche, il l'aura quand il sera l'animateur de ce groupe de jeunes ouvriers qui lancera la grève à l'Alsthom, le jeudi 16 mai 1968, contre les staliniens. Et lorsque le département de l'usine où il travaillait sera fermé en 1973, il mettra en avant, déjà, que « si le patron n'a plus besoin de nous, qu'il nous paye cher ! »

De même, sa lutte perpétuelle contre les syndicats, tout en y ayant mené une lutte à la base, et pour l'organisation autonome des ouvriers. Ayant travaillé chez Renault de 1973 à 2000, il y a déployé toute son énergie de la grève des Presses en 1978, jusqu'à celle du Printemps 1995, en passant par les conflits d'atelier. Un de ses plus grands honneurs aura été de se voir calomnier, par la CGT de Renault-Flins, le 9 mai 1979, dans un tract où il était dénoncé, entre autres, comme « faux ouvrier », « allié de la Direction », « vice-président de l'UNEF en 1968 », j'en passe.

Sa rupture avec Lutte ouvrière, organisation à laquelle il a donné 36 ans de sa vie militante, a été plus longue, peut-être moins douloureuse, et il l'avait quitté, serein en septembre 2000.

Lorsqu'il nous avait rejoint à l'automne 2000, nous l'avions prévenu que dans une petite formation comme la nôtre, il ne fallait pas qu'il espère de grands succès mais plutôt, l'incompréhension, l'isolement. Il nous avait répondu : « J'ai commencé à VO quand on était trente, je me fous de finir dans un groupe à trente, l'important c'est la défense de ses idées. »

Mais il n'avait pas digéré le fait que la Direction de LO l'empêche, le 16 février 2002, ici-même, d'assister aux obsèques de Pierre Bois qui avait été, lors de ses premières années à VO son formateur et avec qui il avait conservé estime et amitié.

Je voudrais terminer sur une note positive, loin des mesquineries sectaires. En mai 2008, s'étant relevé des premières attaques du cancer, il était venu avec Michel faire des réunions en Allemagne et en Tchécoslovaquie pour parler de mai 1968. A la dernière de ces réunions, près de Zlin, devant une assemblée de 40 personnes, dont la plus vieille n'avait pas 35 ans, il fût plusieurs fois applaudi. Assis dans un fauteuil (il souffrait du dos), il avait maugréé, dans son style inimitable : « Ils sont idiots ces betteraviers d'applaudir un vieux con comme moi. » Mais quand, à la fin de la réunion, de plus de cinq heures, l'assemblée fit à lui et à Michel une ovation debout, il en était fier mais pas seulement à titre individuel, du salut au combattant contre le stalinisme en 1960, toujours debout en 2008, pour l'autonomie ouvrière, mais parce qu'il leur avait transmis son expérience de ce que lorsque « la classe ouvrière fait surface en tant que telle, sa force est immense », comme il le disait.

Et c'est cela que nous garderons de toi parmi plein d'autres choses...

A tout à l'heure, Daniel, pour toujours.

Et lorsque nous boirons en son souvenir, reprenons son cri : « Dyonisos ! »